

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LA QUESTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

DANS LES
COLONIES D'EXPLOITATION FRANÇAISES

THÈSE POUR LE DOCTORAT
L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS SERA SOUTENU

Le lundi 30 octobre 1899, à 2 h. 1/2

Par René ROBIN

Licencié en droit

Président : LESEUR, professeur.

*Suffragants : { MM. ALGLAVE, { professeurs.
ESTOUBLON, {*

Le Candidat répondra, en outre, aux questions qui lui seront posées
sur les autres matières de l'enseignement.

PARIS
JOUVE ET BOYER

IMPRIMEURS
15, Rue Racine

1899

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LA QUESTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

DANS LES
COLONIES D'EXPLOITATION FRANÇAISES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS SERA SOUTENU

Le lundi 30 octobre 1899, à 2 h. 1/2

Par René ROBIN

Licencié en droit

Président : LESEUR, professeur.

*Suffragants : { MM. ALGLAVE,
ESTOUBLON, { professeurs.*

Le Candidat répondra, en outre, aux questions qui lui seront posées
sur les autres matières de l'enseignement.



PARIS
JOUVE ET BOYER

IMPRIMEURS
15, Rue Racine

—
1899

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A LA MÉMOIRE DE MON GRAND-PÈRE
LOUIS ROBIN

A MA GRAND'MÈRE

A MES PARENTS

LA QUESTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

INTRODUCTION

La question de la main-d'œuvre est, pour les colonies françaises, de date relativement récente.

Dans nos anciennes possessions, les importations des nègres d'Afrique, fournissaient, dans une large mesure, les bras nécessaires à nos colons : le Canada, la Louisiane, les Antilles, la Réunion et la Guyane y trouvèrent amplement de quoi suffire à leurs entreprises, et, ne connurent, pendant longtemps, d'autre mode de recrutement des travailleurs.

Mais, quand en 1848, on abolit l'esclavage, cette source se trouva, tout d'un coup tarie : les propriétés devinrent incultes, leur valeur diminua dans des proportions considérables et les îles se virent à la veille d'être ruinées. Le gouvernement métropolitain prit,

alors, deux sortes de mesures pour restaurer le crédit : il attribua aux colonies, une somme de cinq millions qui servit à fonder les Banques coloniales, et, pour remettre les terres en culture, il essaya d'introduire dans nos colonies, des travailleurs, non plus esclaves, mais libres qui, toutefois, s'engageaient, par contrat, à se livrer à un travail déterminé et soigneusement réglementé.

C'était, dans toute son étendue, la question de main-d'œuvre, posée dans les colonies. Les conquêtes de la deuxième moitié du siècle, ne firent qu'élargir la question, car, si nous nous trouvions en présence, soit en Afrique, soit en Asie, de populations indigènes, pouvant facilement répondre aux demandes de travail des Européens, il n'en restait, pas moins, à organiser et à régler, au mieux de nos intérêts, les conditions d'embauchage et de travail des ouvriers exotiques.

Le problème de la main-d'œuvre, dans nos colonies, se présente, on le comprend, avec des données toutes différentes, suivant que l'on considère notre domaine de peuplement colonial et notre domaine d'exploitation.

Dans les colonies de peuplement, la race européenne peut vivre en travaillant, se développer et se reproduire ; le but est ici, de reconstituer sur un territoire exotique, un groupe social analogue à celui de la mère-patrie et dès lors, la question de main-d'œuvre va se confondre avec la question d'émigration : c'est l'émigration qui, avec les autres éléments, déposera,

dans ces colonies, les éléments de main-d'œuvre.

Dans les colonies d'exploitation, les seules devant faire l'objet de cette étude, il en va tout autrement. Ces colonies sont, en effet, des territoires qui, par suite de leur situation géographique, ne peuvent avoir comme but une œuvre de peuplement, mais dont le principal avantage, au point de vue économique, consiste dans la mise en valeur, dans l'exploitation des richesses naturelles produites par le sol. Situées dans la zone intertropicale, elles ne se prêtent que sous condition à l'habitat de l'européen, qui, ne peut jamais, du reste, s'y livrer à tous les travaux ; l'élément européen n'y peut exister qu'à l'état de minorité, limité au personnel nécessaire à la direction des affaires administratives, commerciales et agricoles.

Toute question de philanthropie mise à part, il apparaît donc, aisément, que la métropole ait le plus grand avantage à se ménager les populations indigènes, car il va de soi que s'il est une race qui soit appropriée aux exigences du climat, c'est avant tout la race originaire du pays. Par conséquent, lorsque les colonies tropicales offriront à l'Européen, les bras nécessaires à l'exploitation du sol, elles seront dans d'excellentes conditions.

Malheureusement, notre territoire d'exploitation colonial, est loin de présenter ainsi, dans toutes ses parties, des ressources suffisantes de main-d'œuvre, et si la plus grande partie de nos nouvelles colonies possè-

dent, sur place, les indigènes nécessaires à leur mise en valeur, nos vieilles possessions, en sont, par contre, totalement dépourvues.

Nous allons donc trouver une organisation du travail, complètement différente, dans les unes et dans les autres, et, suivant que nous étudierons les colonies à main-d'œuvre locale suffisante et les colonies manquant d'indigènes.

S'il s'agit des colonies à main-d'œuvre locale suffisante, on peut concevoir divers procédés pour procurer des travailleurs aux colons et à l'Etat. On peut imaginer, d'abord, que l'on s'adresse purement et simplement au libre marché du travail, que l'Etat pour ses chantiers de travaux publics, les particuliers pour leurs ateliers ou leurs champs, embauchent chacun, par contrat librement débattu, des travailleurs individuels, aux conditions ordinaires du pays.

On peut supposer, encore, que l'Etat exige des populations habitant les colonies, un impôt payé en journées de travail ; c'est alors, ce que l'on appelle la *corvée*. Enfin, l'Etat peut encore recourir à la main-d'œuvre pénale c'est-à-dire à l'emploi des condamnés de droit commun dont la peine s'accomplit dans un des territoires assigné à la transportation.

S'il s'agit des colonies d'exploitation manquant de main-d'œuvre, à part la transportation pénale, que nous laisserons absolument de côté dans cette étude, aucun de ces procédés n'est applicable ; et il ne reste

plus, dès lors, que l'emploi des travailleurs libres importés du dehors, mais en tous cas, engagés par contrat.

La question ainsi posée, semble en première vue, sinon facile à résoudre, du moins, dénuée de toute complexité.

Le solution, cependant, en est des plus délicates, et nous verrons, au cours de cette étude, à quels obstacles et à quelles difficultés se sont heurtés les pouvoirs publics appelés à donner satisfaction, sur ce point, aux intéressés.

Nous allons successivement passer en revue le mode d'organisation du travail dans les colonies d'exploitation françaises ; dans une première partie, nous étudierons la question, en nous plaçant au seul point de vue de nos nouvelles colonies ; dans une deuxième partie, nous nous occuperons de nos quatre colonies à main-d'œuvre locale insuffisante.

PREMIÈRE PARTIE

LES COLONIES D'EXPLOITATIONS FRANÇAISES A MAIN-D'ŒUVRE LOCALE SUFFISANTE

Nous nous proposons d'esquisser dans cette première partie, le mode d'organisation du travail dans les nouvelles colonies d'exploitation françaises, c'est-à-dire dans l'Ouest africain, à Madagascar et en Indo-Chine.

Toutes ces régions, à part Madagascar, où comme nous le verrons, la main-d'œuvre a parfois manqué, possèdent des indigènes en nombre suffisant pour répondre aux demandes de travail des Européens.

Il importe donc, de bien connaître ces indigènes, d'étudier leur aptitude au travail, de voir comment nous l'avons utilisée ; de rechercher les moyens que nous avons dû employer pour assurer l'exécution du contrat de travail, comment il est réglementé et comment il devrait l'être ; quel parti nous avons tiré de la corvée, et comment il nous serait possible, enfin, de recourir utilement, parfois, à la main-d'œuvre pénale.

CHAPITRE I

Les indigènes des colonies françaises d'exploitation. Leur aptitude au travail.

La diversité des races et des couleurs est un de traits les plus caractéristiques de nos colonies. Non seulement les races varient d'une colonie à l'autre, mais souvent dans la même région, on se trouve en présence d'éléments les plus hétérogènes, de types les plus variés.

Faire vivre en paix sous une même autorité des hommes si différents les uns des autres, comprendre leurs mœurs et leurs religions, les assimiler peu à peu à nos coutumes ou à nos lois est certes une tâche délicate, demandant une grande connaissance des peuples, beaucoup d'autorité de décision et de savoir-faire. Aussi bien, est-il incontestablement beaucoup plus difficile d'administrer une colonie qu'un département de la métropole.

Au seul point de vue économique de la question de main-d'œuvre, le problème n'est pas moins ardu. Il va falloir, en effet, profiter des meilleurs instincts de

l'homme, les éveiller quand ils sommeilleront, les stimuler quand ils tarderont à s'employer, donner en un mot, aux indigènes, le goût et l'amour du travail.

Une analyse rapide des éléments qui composent la population de nos colonies d'exploitation montrera à qui nous avons eu à faire, et, la suite de cette étude, permettra de juger les résultats obtenus.

La colonie du Sénégal, d'après les dernières statistiques, une population indigène de 1.200.000 habitants.

Or, sans vouloir affirmer que toutes les races qui s'y reçoivent puissent contribuer au même titre à nous fournir les travailleurs dont nous aurions besoin, il est néanmoins permis de dire que, de ce côté, nous sommes abondamment pourvus.

Sur la rive droite du Sénégal, nous trouvons d'abord les *Maures* d'origine berbère divisés en *Trarza*, *Brakna*, *Dowiches* au nombre d'environ 80.000. Malgré leur caractère nomade et pillard qui les détourne de l'agriculture, ils pratiquent le commerce d'échange, s'adonnant à l'élevage des troupeaux et font avec nous ainsi qu'avec les indigènes du Sénégal et du Soudan, un grand commerce de gros et de petit bétail (1).

Les *Foulas*, de race *Peuhls*, qui résident dans le Fouta Sénégalais, et, plus particulièrement, dans le Fouta-Djallon, sont par nature, pasteurs et excellents bergers : dans plusieurs districts même, ils sont devenus

1. Rapport du commandant de Lartigue, 1897.

agriculteurs, tout en continuant à soigner leur bétail avec grand soin. Ils savent extraire le minerai pour en fabriquer les instruments agricoles rudimentaires, et, forment, en somme, une race supérieure avec laquelle nous devons beaucoup compter (1).

A côté d'eux, les *Toucouleurs*, métis de Peuhls et de nègres, ont un très grand amour du travail et un curieux esprit d'initiative; ils émigrent volontiers pour aller tenter la fortune, soit comme cultivateurs, soit comme trafiquants. Des colonies entières de Toucouleurs se sont établies sur les bords de la Gambie, pour y faire des plantations d'arachide (2).

Quant à la race noire pure, elle est représentée principalement au Sénégal par les *Ouolofs*, les *Sérères*, les *Mandingues*, les *Bambaras*, les *Sonnikès*, les *Djoloofs* et les *Diolos*.

Les *Ouolofs* qui habitent surtout le Bas-Sénégal et la région voisine du littoral, forment, sans conteste, la race noire la plus civilisée de toute la colonie. Habiles, intelligents et d'une grande fierté, il n'est pas de travail qu'ils n'accomplissent avec joie quand on fait appel à leur sentiment de l'honneur, et, qu'on sait les traiter avec égard et justice (3). Ils travaillent rarement

1. Elisée-Reclus. *Nouvelle Géographie Universelle*, tome XII, p. 222.

2. Reclus, ouvrage cité, p. 229.

3. Rambaud. *La France coloniale*, p. 250 et suiv.

comme journaliers, car la plupart possèdent des terres en quantité suffisante pour pourvoir à leur entretien, mais ils deviennent des ouvriers d'art très adroits, et, nous leur devons la grande majorité des travaux de construction de Saint-Louis et de Dakar.

Entre Rufisque et la Gambie anglaise, habitent les *Sérères*, au nombre d'environ 180,000. Ce sont des hommes d'une taille gigantesque et très résistants à la fatigue. Excellents agriculteurs, ils sont une ressource d'autant plus précieuse, qu'ils consentent souvent à s'engager comme journaliers. Ils sont aussi très commerçants ; c'est avec eux que nous pratiquons le plus grand commerce de traite, en leur demandant du bétail, des arachides, du coton et autres denrées. Malheureusement ce trafic a un effet funeste sur les *Sérères*, qu'il pousse à un usage immodéré de l'eau-de-vie, à la consommation dangereuse de la sangara (1).

Si maintenant, nous remontons le Sénégal, nous rencontrons les *Sonnikès* qui occupent la rive gauche du fleuve entre Kaedi et Bakel. Ce sont des gens d'une grande docilité et qui volontiers, s'associent avec le blanc : plusieurs d'entre eux prennent du service dans les grandes compagnies et s'y font apprécier (1).

1. Boisson dans laquelle, outre l'alcool impur, entrent le tabac, le poivre et le piment rouge (Béranger-Féraud. *Les peuplades de la Sénégambie*).

2. Reclus. *ouvrage cité*, p. 218.

Les *Mandingues*, qui au nombre de 50.000, résident à peu près dans la même région, sont, par contre, des plus indolents : ils ne nous sont pour ainsi dire d'aucune utilité ; certains s'emploient cependant assez habilement comme artisans.

Quant aux *Bambaras*, répartis dans tous les villages, ils ont surtout l'instinct commercial très développé.

En Casamance, les *Bognons*, les *Mandingues*, les *Djoloofs*, les *Balantas* et les *Feloufs* qui peuplent la contrée, constituent une main-d'œuvre amplement suffisante. Honnêtes et d'humeur sédentaire, ils se livrent au commerce de traite avec les Européens et cultivent avec succès le riz et l'arachide.

Telles sont ces nombreuses peuplades du Sénégal, si dissemblables d'origine et de mœurs, mais chez lesquelles, le chef d'exploitation, est, en somme certain de trouver une main-d'œuvre abondante et forte.

Nous retrouvons, au Soudan, quelques-unes des races que nous venons de rencontrer au Sénégal : les *Mandingues* sur le Haut-Sénégal, les *Bambaras* et les *Toucouleurs* répandus un peu partout, et, enfin les *Peuhls* qui habitent le Macina ainsi que les confins du Fouta-Djallon. Ces diverses populations, sont, avec les *Malinkès* et les *Mossis*, les principales des deux rives du Niger (1).

1. Rapport du Dr Crozat sur sa mission au Mossi, 1^{er} avril 1890.

Les noirs du Soudan excellent pour la plupart dans les travaux agricoles, mais, en général, ne sont pas aptes aux travaux de charpente de fer ou de wagonnerie, pour lesquels il a fallu, jusqu'ici, se procurer des blancs ou des Sénégalais. Ils commencent, cependant, à se familiariser un peu avec les vieux métiers européens, et, des écoles professionnelles que nous avons fondées dans les différents cercles, sortent des ouvriers que nous employons utilement à nos travaux de l'artillerie et du génie.

Docile, perfectible, d'une éducation agricole et industrielle relativement avancée, cette population semble devoir fournir une excellente main-d'œuvre.

On a prétendu que la population du Soudan était trop clairsemée pour pouvoir nous être utile ; actuellement, il est vrai, la population est d'une densité relativement faible, mais il ne faut voir là qu'une conséquence de la dévastation systématique des conquérants. Il suffira de quelques années de paix française pour y remédier. Au reste, tous les officiers qui, aujourd'hui, retournent au Soudan, sont étonnés de la rapidité avec laquelle la région se repeuple (1).

La population de la Guinée française se compose de deux éléments ethniques absolument distincts : la race conquérante et les anciennes races aborigènes.

1. M. Leseur. *Cours de législation et économie coloniales*, année 1897-1898.

Parmi ces anciennes populations, nous trouvons les *Bugas*, au sud du cap Verga. Les hommes s'occupent surtout des travaux agricoles ; ils sont laborieux, de mœurs essentiellement pacifiques.

Les *Laudomnans* et les *Soussous* qui occupent le reste du littoral, vivent, malgré leurs fréquentes querelles entre eux, en bonne intelligence avec les Européens, ne méprisent pas le travail, et, servent souvent d'intermédiaires entre les populations productives de l'intérieur et les factoreries de la côte (1).

Du côté du Fouta-Djallon et du Niger dans l'intérieur du pays, nous retrouvons les *Matinkès*, les *Djal-lonkès* et les *Peuhls*.

Les *Peuhls* se retrouvent dans la Guinée avec toutes leurs qualités qui en font vraiment une race supérieure : pasteurs, tisserands, forgerons, cordonniers, tanneurs, ils deviendront, quand nous aurons su nous les assimiler par la douceur et la persuasion, des commerçants habiles avec lesquels nous pourrions facilement traiter (2).

Les peuplades habitant la côte d'Ivoire et le Dahomey, ne sont pas encore toutes connues. Dans la partie ouest de la côte d'Ivoire, résident les *Krou* ou

1. Reclus, ouvrage cité, p. 357.

2. Rapport de Beekmann. *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, janvier 1892.

Kroumen, très fiers et très braves : ils forment de petites républiques, présidées par un chef qui gouverne avec le concours des anciens. Au contact des Européens, ils ont pris le goût du commerce et sont volontiers polyglottes (1).

Au nord, on retrouve les peuplades *Mandingues* apparentées à celles de notre Sénégal et de notre Soudan.

Les populations très clairsemées du Dahomey (300.000 habitants environ), se composent des *Eoués* et des *Nagos*. Les *Eoués* se divisent en plusieurs groupes, les *Eoués* au Sud (*Ouatchis* et *Minos*), les *Fous*, dans le Nord. Ce sont des gens inoffensifs : chasseurs, cultivateurs et surtout commerçants. Il en est de même des *Nagos* qui habitent dans le royaume de Porto-Novo, dans le pays de Kétou, de Savé et de Ouessé (2).

Au *xvii^e* et au *xviii^e* siècles, le Dahomey était le réservoir où l'on venait chercher ce qu'il y avait de meilleur parmi les travailleurs noirs. La population semble avoir conservé toutes ses qualités des siècles passés, et, si à l'heure actuelle, la densité en est très faible, cela tient, à n'en pas douter, à ce trafic de chair humaine auquel se sont livrés, pendant si longtemps, les rois dahoméens (3).

1. Rambaud. *France coloniale* p. 287.

2. *Les établissements de la côte occidentale d'Afrique*. Notice à l'usage des Emigrants, p. 29.

3. M. Leseur, *Cours de législation et économie coloniales*.

Comparativement à son étendue, qui est trois fois plus grande que celle de la France, le Congo français est très peu peuplé ; c'est à peine si on peut, en effet, évaluer sa population à plus de 10 millions d'habitants.

Au milieu d'une foule de petites tribus dont les noms varient à l'infini, on y trouve des populations assez importantes, de mœurs et de caractère bien différents. Sans vouloir énumérer même toutes celles sur lesquelles nous sommes en droit de compter, il en est quelques-unes qui méritent une mention particulière.

Les *M' Pougoués*, d'abord, qui sont les anciens habitants de la côte du Gabon, ont toutes les qualités d'une race intelligente et forte ; ils résident à Libreville et dans les environs, mais tendent à disparaître, absorbés par la race Pahouine.

Les *Pahouins*, viennent du Nord-Est : on les rencontre dans les montagnes du Kameroun et même sur les bords de la Haute-Sangha d'où ils sont venus jusqu'à la côte depuis vingt-cinq ans, en absorbant les autres races indigènes. C'est un peuple guerrier, intelligent, fournissant de bon travailleurs, et qui, au contact des Européens, perd peu à peu ses habitudes d'anthropologie.

Les *Bavilis* occupent toute la côte du Loango ; ils sont d'un caractère doux et craintif, fournissent des porteurs pour les caravanes du Haut-Congo, des travailleurs pour les postes de l'intérieur, mais ont

tous les vices des esclaves au sens le plus triste du terme : leurs moindres défauts sont d'être menteurs, voleurs et ivrognes.

Les *Batékés*, occupent les environs de Brazzaville et les rives du Congo sur une assez grande étendue. C'est un peuple essentiellement commerçant, qui se livre au trafic de l'ivoire et des esclaves.

Dans la Haute-Sangha, on trouve des peuplades plus civilisées, habitant les régions voisines des Etats musulmans du Bornou et de l'Adamaoua.

Ces peuples — les *Bassangas* et les N' *Derès* — tributaires des musulmans, ont subi leur influence, et, ont une organisation qui les rend de beaucoup supérieurs aux peuplades dont il vient d'être parlé.

Habitant une contrée saine et fertile, ils sont appelés à rendre les plus grands services quand l'organisation du pays sera terminée (1).

Il est difficile, croyons-nous, d'évaluer, même approximativement, la population de Madagascar ; cinq ou six millions d'âmes, disent les communications officielles. Peut-être, ce chiffre est-il un peu exagéré (2), et le chiffre de 4 millions, plus près de la vérité. Dans tous les cas, nous connaissons, plus exactement les

1. *Le Congo français*, notice à l'usage des Emigrants. p. 7 et suiv.

2. Piolet. *Madagascar, son état actuel, ses ressources, son avenir*.

divers éléments qui contribuent à peupler la grande île de l'Océan Indien.

On peut diviser, à première vue, l'ensemble de cette population en quatre groupes différents, par leur situation géographique et aussi par leurs mœurs et leurs habitudes, même par leur origine :

1^o Les habitants du centre qui comprennent :

a). — Les *Hovas*, au Nord du plateau central :

b). — Les *Betsiléos*, au sud de ce plateau ;

c). — Les *Antsihanaka*, au Nord de la vallée comprise entre les deux arêtes faîtières, vers le lac Alaotroi.

d). — Les *Beganozano*, au milieu de la même vallée :

e). — Les *Antanala*, au Sud.

f). — Les *Bara*, au Sud-Ouest du Betsileo ;

2^o Les *Sakalaves*, assemblage informe de tribus très diverses et très éparpillées, présentant cependant, entre elles, des liens de parenté très visibles, s'étendent depuis le Nord de la baie d'Antongil jusque vers la rivière de Maudrere, à l'ouest de Fort-Dauphin, en longeant du Nord au Sud toute la côte occidentale de l'île.

3^o Les *Betsimisaraka*, qui habitent la côte orientale depuis la baie d'Antongil jusqu'à Mohanoro, par le 20^e degré de latitude sud.

4^o Enfin, les tribus du Sud-Est, *Antabohaka*, *Antaimoro*, *Antaisaka*, *Antaifasy*, *Antanosy* qui présentent

certaines particularités les séparant assez sensiblement des autres habitants de Madagascar (1).

Chacune de ces races demanderait une longue étude qui ne saurait entrer dans le programme que nous nous sommes tracé ; en quelques mots seulement, il convient de dire ce qu'en pensent ceux qui les ont vues de près.

De toutes ces peuplades, la plus intelligente, celle qui a le plus de ressources, celle sur laquelle nous devons compter pour nous aider dans la mise en œuvre des richesses naturelles de l'île et nous fournir une main-d'œuvre utile, est la tribu des Hovas. Mais nous devons nous défier d'elle, aussi, la surveiller, la tenir en haleine et par tous les moyens permis, nous assurer de sa fidélité.

Les *Betsiléo*, par contre, sont plus soumis et plus sûrs, peut-être meilleurs travailleurs, mais moins aptes à nous servir dans nos diverses entreprises industrielles et commerciales.

Les *Antaimoro* et les tribus congénères du Sud-Est peuvent nous être également de bons auxiliaires ; il en est de même des autres tribus du centre, les *Antsihanaka*, les *Bozanozano*, les *Talana*.

Quant aux *Betsimisaraha*, aux *Antankara* et aux *Sakalaves*, leurs instincts nomades, leur amour immodéré du pillage, leur éloignement de tout travail régu-

1. Piolet. *Ouvrage cité*.

lier, en font des tribus sur lesquelles nous avons beaucoup à agir pour en tirer profit (1).

Si de l'Afrique, nous passons au continent asiatique, nous nous trouvons en présence, dans l'Indo-Chine française, de populations, ayant à des degrés divers, mais toujours, à un assez haut point, toutes les qualités d'une excellente main-d'œuvre.

Deux races peuplent l'Indo-Chine française (2) : la race annamite et la race cambodgienne. A côté d'elles, outre les Européens, vivent des tribus à demi-sauvages, des Chinois et des émigrants asiatiques.

L'Annamite a, certes, de nombreux défauts : il est dissimulé, peu scrupuleux, passionnément joueur (3), mais ce sont là les conséquences, pour ainsi dire fatales, du despotisme et l'action de la France, de jour en jour, en atténue les inconvénients.

En revanche, il est d'un caractère doux, soumis à l'autorité, sobre, souvent laborieux, avec une certaine facilité d'esprit, beaucoup de bon sens et un grand talent d'assimilation.

Il est cultivateur, par excellence, et fait preuve parfois d'un grand esprit d'initiative. Le jury de l'Exposition de 1880, à Saïgon, signalait un indigène qui avait fait des plants de cacao avec des pieds fournis par

1. Piolet. *Ouvrage cité* et Martineau : *Madagascar*.

2. Vingt millions d'habitants.

3. Cochinchine. *Notice à l'usage des émigrants*.

le jardin botanique ; d'autres qui dirigeaient des exploitations agricoles comparables à nos bonnes fermes de la Bretagne et du Maine (1).

Les Annamites se montrent également capables d'imiter les procédés de nos industries : ils sont faciles à conduire, intelligents, actifs et perfectibles : sous la direction de contre-mâtres européens, ils travaillent bien le fer et construisent des embarcations très remarquables.

En général, l'Annamite tient au sol ; toutefois s'il n'émigre pas au loin, il se répand volontiers dans les pays immédiatement voisins, sans cependant se mêler à la population (2).

Les Cambodgiens ont, à peu de choses près, le caractère moral des Annamites : ils sont doux, quelque peu indolents et très portés au jeu. Très désintéressés, ils se prêtent mutuellement assistance pour les travaux des champs, mais n'aiment guère entrer en condition comme salariés.

Les Chinois, sont nombreux dans toute l'Indo-Chine : ils forment le groupe le plus important des asiatiques étrangers ; leur rôle est principalement de servir d'intermédiaires entre les petits producteurs et les gros négociants européens ou chinois. Ils se répandent dans

1. Rambaud. *La France coloniale*, p. 541 et suiv.

2. Cochinchine, *Opuscule cité*.

tout le pays : il n'est si modeste village qui n'ait, au moins, un petit marchand chinois (1).

Commerçants habiles, travailleurs adroits, après au gain, sachant néanmoins à l'occasion se contenter d'un faible bénéfice, ils sont surtout remarquables par une endurance inouïe, jointe à une grande sobriété.

Ils s'installent rarement en Indo-Chine, sans esprit de retour : dès qu'ils ont quelques économies, ils s'empresent de les mettre à l'abri dans leur pays d'origine où le culte des ancêtres réclame leur présence (2).

Les immigrants asiatiques (*Malabars, Malais, Togols*) ne se rencontrent guère que dans la Basse-Cochinchine ; il n'y a pas grand parti à en tirer au point de vue de la main d'œuvre ; à plus forte raison, en est-il de même des tribus à demi-sauvages, les *Moïs*, les *Chams*, les *Muong*s, races inférieures, vivant du produit de leurs chasses qu'elles échangent contre le sel, le tabac et les ustensiles de ménage.

Telles sont les principales races peuplant nos colonies d'exploitation. Chacune de ces races, pour ainsi dire, a, relativement au travail, le seul point que nous envisageons, ses qualités et ses défauts. Mais ces dispositions plus ou moins accentuées à se rendre utiles, cette aptitude plus ou moins grande au travail sont loin d'être absolues. Ce ne sont, à proprement parler que

1. Cochinchine. *Notice à l'usage des Emigrants*.

2. Rambaud. *Ouvrage cité*, p. 553.

des instincts, qui demandent de la part de l'Européen, qui veut en tirer parti, d'abord, une étude attentive qui lui fera connaître si réellement l'indigène est capable de lui rendre service comme ouvrier, ensuite un savoir-faire tout particulier qui lui permettra de l'employer à son plus grand avantage.

Il ne suffit pas, en effet, que la population de nos colonies ait la force suffisante pour répondre aux demandes de main-d'œuvre ; il ne suffit pas, qu'elle soit capable de cultiver plus ou moins bien le lopin de terre nécessaire à sa nourriture : il faut encore, qu'elle ne soit aucunement antipathique au travail physique, et cette dernière condition est d'une importance capitale, car de nos jours c'est sous la forme contractuelle que se présente, le plus souvent, l'emploi de la main-d'œuvre aux colonies.

Or, d'une façon générale, il est permis de croire, d'abord, que le nègre n'aime pas le travail. La cause en est bien simple : il n'a pas de besoins ; les facilités de vivre de son milieu, la douceur du climat, la force de la végétation des pays intertropicaux lui enlèvent ce qui est le principal stimulant au travail : la nécessité.

Les affranchis d'Amérique et de nos Antilles n'ont trouvé rien de mieux que de refuser à s'occuper utilement. Et, fait bien plus décisif, des nègres que la civilisation n'avait pu déformer, parce qu'elle ne les avait pas touchés, qui n'avaient même pas l'excuse du

repos après de durs labeurs, mais des nègres d'Afrique, vivant en Afrique, de la vie accoutumée parmi eux, quand, par hasard, nos soldats ou nos administrateurs, tombant sur des bandes de captifs les ont fait mettre en liberté, n'ont ni voulu, ni su travailler pour eux-mêmes et se sont réfugiés dans la brousse ou rendus auprès de leurs anciens maîtres.

Il est donc permis d'affirmer, que le nègre n'est pas, livré à lui-même, un excellent travailleur, et qu'il faut la constante surveillance d'un maître, obligé d'être parfois peu indulgent pour le décider à fournir une somme de labeur suffisante.

Toutefois, le goût du travail, l'intelligence de ce qu'il y a dans le travail de noble et de digne sont peut-être une affaire non pas de race, mais d'éducation. Il est bien certain, du moins, que le goût du travail disparaît avec la dignité de la vie : les plus dégradés d'entre les blancs, les vagabonds et les criminels ont abdiqué définitivement la vie laborieuse et ont le travail en horreur. A la Guyane et à la Nouvelle-Calédonie, on a remarqué, depuis longtemps qu'une journée de travail pénal équivalait à peine à un sixième d'une journée de travail libre.

Aussi bien, faut-il soigneusement se garder de tomber dans l'exagération, et, s'il est vrai que le noir est naturellement paresseux, nous n'en trouvons pas moins dans certaines de nos colonies d'Afrique des races s'adonnant volontiers aux travaux productifs : nous en

avons vu des exemples au Sénégal et au Soudan et, ici, on ne peut mieux faire que de citer le général Archinard, qui fut, pendant assez longtemps, à la tête de ces régions : « Les Ouolofs et les Serères, dit-il, ont l'amour du travail et surtout de l'agriculture.... ce sont les plus beaux noirs de l'Afrique. S'ils ont quelques défauts, ils ont de précieuses qualités, c'est parmi eux que nous recrutons principalement nos ouvriers et, façonnés par les Européens, ils sont bons maçons, charpentiers, forgerons, mécaniciens même.... Ils comprennent, eux qui travaillent et demandent à vivre en paix de ce qu'ils ont gagné, que l'œuvre des Blancs est juste et bonne et que, si les Blancs cherchent à s'enrichir, ils répandent aussi la richesse autour d'eux » (1).

On peut donc, et on doit même espérer, que l'infériorité de la race noire, n'est pas, au regard du travail, définitive. Après quelques années de patiente éducation tout porte à croire que l'on pourra transformer le nègre, en un homme sachant et aimant travailler, quand le travail sera pour lui, ce qu'il est pour le blanc, un instrument d'enrichissement et même de considération.

Mais en attendant, et pour l'heure présente, le nègre paraît un travailleur plutôt capricieux et douteux, à moins qu'il ne soit contraint ou bien dirigé. Et, dans ces conditions, nous verrons, dans la suite que le tra-

1. Rambaud *France Coloniale*.

vail du nègre implique un ensemble de circonstances qui aboutissent, quoi qu'on fasse, à provoquer les récriminations soit des philanthropes, soit des gouvernements qui auraient autorisé l'embauchage des nègres pour des colonies étrangères rivales des leurs.

On aboutit à peu près aux mêmes conclusions, quand on considère les races asiatiques de nos colonies, d'un caractère cependant bien différent.

L'Asie abonde en travailleurs de mérite dont les qualités nous sont en partie connues : le Chinois et l'Indo-Chinois sont des travailleurs de premier ordre, tous deux aiment et comprennent le travail, peuvent supporter les plus grandes fatigues et s'assimilent, nous le savons, avec une remarquable facilité, les procédés et les méthodes des blancs. Mais, précisément, l'ingéniosité de leur esprit, la vivacité de leur intelligence ne peuvent se contenter longtemps des rôles subalternes. Ils ne veulent travailler que pour s'enrichir et s'élever au premier rang ; sans doute, ils acceptent les tâches les plus humbles et même les plus répugnantes, mais c'est toujours avec l'espoir d'amasser de quoi servir de fondement à leur fortune à venir. Au surplus, la tendance qu'ils ont à délaisser les travaux de la terre pour devenir soit ouvriers de travaux publics soit employés de commerce a été depuis longtemps remarquée, et, quand par hasard, ils se livrent à l'agriculture, ils s'élèvent rapidement à des emplois de choix : jardiniers ou maraîchers,

Enfin, la difficulté où on se trouve de les retenir dans le pays où ils travaillent, de les empêcher de revenir mourir dans la terre de leurs ancêtres, leur absence de morale, leur économie constante qui appauvrit la région où ils s'installent, font, qu'ils ne peuvent être, la plupart du temps, surtout quand on néglige de les surveiller de près, qu'un instrument temporaire et sans cesse renouvelé de travail.

Devant de tels résultats, il était naturel que les populations européennes qui, dans leurs colonies, se trouvaient en présence de semblables éléments et en particulier de l'élément nègre, cherchassent à y porter remède.

Aussi, ont-elles essayé, quelques-unes du moins, par des procédés variés, à atténuer ces inconvénients. Tantôt elles ont eu recours à des moyens indirects de contrainte, tantôt elles ont tenté de provoquer par des moyens artificiels, chez ces populations, des besoins et la nécessité de les satisfaire.

Dans le premier ordre d'idée, l'Angleterre a fait notamment au Natal, une application très curieuse de l'impôt. Elle a frappé d'une taxe suffisamment élevée les habitations des indigènes et ceux-ci ont dû travailler, pour ne pas se voir contraints d'abandonner leurs demeures (1).

1. M. Leseur. *Cours de législation et économie coloniale.*

Le procédé a donné de si bons résultats qu'il est question de s'en servir à la Côte-d'Or.

A Surinam on eut recours également à un système très original pour forcer les émancipés au travail. Ce fut la défense de cultiver la banane (la pomme de terre du nègre) sans autorisation de l'autorité. Ils devaient acheter des bananes, donc avoir de l'argent, donc travailler pour s'en procurer. A Demurary de même, lors de l'émancipation tous les bananiers furent abattus (1).

En France, quoiqu'on en ait dit, nous avons su quelquefois admirablement comprendre le caractère des indigènes, les amener peu à peu à travailler, et même à aimer le travail en leur donnant les moyens de satisfaire leurs goûts et leurs désirs, en mettant à leur portée ce qu'ils consentent le mieux à échanger contre le gain acquis par le travail ; en faisant appel, enfin, aux sentiments généreux qui parfois sommeillent en eux et n'attendent que l'occasion pour répondre à nos exigences.

La suite de cette étude, montrera ce que nous avons fait des indigènes et comment nous en avons tiré parti.

1. Institut colonial international de la Haye. *Rapport de M. Van der Lith.*

CHAPITRE II

Mesures prises pour conserver dans nos colonies la main-d'œuvre qui s'y trouve.

S'il suffisait pour la mise en valeur d'une colonie d'une main-d'œuvre abondante, le problème, d'après ce que nous venons de voir serait dès maintenant résolu. Mais, il n'en va pas ainsi : une colonie peut avoir, sur place, des travailleurs capables de mener à bien des entreprises, il faut aussi, et cela est essentiel, qu'elle puisse en tout temps compter sur ses propres ressources : en d'autres termes, l'Etat dont relève la colonie, doit prendre toutes les mesures nécessaires, pour maintenir sur son territoire, les indigènes qu'il a soumis.

La plus élémentaire prudence consiste à savoir conserver ce qui est indispensable, et, dans l'espèce, à empêcher les colonies étrangères, à venir chercher chez soi les bras dont elles pourraient avoir besoin.

Cette préoccupation s'est manifestée dans beaucoup de législations coloniales.

Il n'est pas de colonie allemande, où l'on ne trouve

des prescriptions en vue de prohiber l'exportation des travailleurs indigènes, ou ne la tolérer que sous certaines conditions.

Dans le Protectorat de la Cie de la Nouvelle-Guinée de l'Océan Pacifique, les Ordonnances des 15 et 16 août 1888 (1) règlent la situation comme il suit : L'engagement et l'exportation d'indigènes du Protectorat pour être employés comme travailleurs hors du Protectorat, sont interdits : exception est faite, en faveur des plantations allemandes, en ce qui concerne les indigènes de l'archipel Bismark, dans les limites où cela s'était fait jusqu'alors et de ceux des îles Salomon, mais sous le contrôle de l'administration.

Au Kameroun, il faut une autorisation du gouverneur pour le service des bateaux qui font des traversées et de ceux qui font le cabotage, dans le cas où ces derniers sont régulièrement stationnés dans un port situé hors du protectorat. Le gouverneur peut, dans certains cas, lever la défense ; l'autorisation ainsi accordée est subordonnée à des conditions chaque fois déterminées (Décrets des 6 juin et 7 octobre 1887) (2).

Au Togo, l'exportation des travailleurs est soumise à l'autorisation du commissaire impérial ; de ce chef, certaines redevances proportionnelles à la durée de

1. Bibliothèque coloniale internationale : *La main-d'œuvre aux colonies. Documents officiels sur le contrat de travail et le louage d'ouvrage*, tome I, p. 4 et suiv.

2. *Bibliothèque coloniale Internationale*, ouvrage cité p. 37.

l'autorisation doivent même être acquittées (Ordonnance du commissaire impérial du 24 décembre 1891) (1).

Dans la colonie du Sud-Ouest de l'Afrique, même défense en ce qui concerne l'exportation des indigènes ou le fait de les induire à émigrer (Ordonnance du commissaire impérial du 17 mai 1891) (2).

Enfin, l'Ordonnance du 1^{er} septembre 1893 (3) réédite, pour les îles Marshall, les mêmes prescriptions.

Tous ces textes punissent de prison ou d'amendes les contraventions à la défense d'exporter les travailleurs.

Nous trouvons les mêmes tendances dans la législation de l'Etat Indépendant du Congo. Un premier décret du 12 mars 1889 (4) décidait que « les particuliers et les sociétés de commerce ou autres qui voudraient recruter des porteurs ou travailleurs ou laisser recruter en cette qualité, par leurs agents des indigènes des districts de Matadi, des Cataractes et du Stanley-Pool devraient se munir au préalable d'un permis de recru-

1. *Bibliothèque coloniale Internationale*, même volume, p. 41.

2. *Bibliothèque coloniale Internationale*, même volume, p. 51.

3. *Bibliothèque coloniale Internationale*, même volume, p. 53.

4. *Bibliothèque coloniale Internationale*, même volume, p. 71.

tement délivré par le gouverneur général, permis qui pouvait toujours être refusé ».

Un second décret du 1^{er} janvier 1890 a étendu la mesure à tous les districts de l'Etat situés à l'Est de Stanley-Pool (1).

Les infractions à ces deux décrets sont punies d'une amende de 10 à 500 francs et de huit jours à un mois de servitude pénale ou d'une de ces peines seulement.

Dans les Indes néerlandaises, une Ordonnance du gouverneur général du 19 janvier 1887 (2) interdit même complètement, sauf certaines dispenses très rares (3) et sous peine d'un emprisonnement ou des travaux forcés pour un terme de six mois à un an, l'engagement d'indigènes pour être employés comme travailleurs au dehors des colonies.

En France, après un temps trop long passé en attermoiements et en hésitations, après de regrettables abus commis dans le recrutement des travailleurs, on a fini par entrer dans cette voie. Il y avait huit ans que le premier décret relatif à la Nouvelle Guinée allemande était paru, quand, après accord entre le gou-

1. *Bibliothèque coloniale Internationale*, même volume, p. 78.

2. *Id. Ib.*, p. 531.

3. Cette dispense que le gouverneur général est compétent pour donner, a été accordée pour Surinam, (Indes occidentales néerlandaises) Quensland et le Protectorat de la compagnie allemande de la Nouvelle-Guinée.

verneur et le Conseil général du Sénégal, le ministre des colonies soumit à la signature du président de la République ce qui allait devenir le décret du 17 juin 1895 (1).

Voici quelles en sont les principales dispositions :

D'après l'article 1^{er}, nul ne peut engager ou recruter au Sénégal, des ouvriers, sans l'autorisation du gouverneur en Conseil privé.

La règle est donc bien nettement posée et aucune agence, soit française, soit étrangère, ne saurait y faire exception.

Les conditions d'embauchage, au contraire, varient, suivant la nationalité de l'engagiste, et, le décret, à juste titre, se montre plus sévère, quand le recrutement est fait pour une colonie étrangère, que, dans le cas où les travailleurs sont dirigés sur une colonie française : les compagnies ou agences d'émigration ou de recrutement pour les colonies ou pays n'appartenant pas à la France, ne peuvent être autorisées qu'à titre essentiellement temporaire et exceptionnel et à la condition de fournir un cautionnement de 40.000 francs au maximum (art. 2). Les compagnies ou agences, agissant pour le compte et sous la garantie de l'administration d'une colonie française, peuvent, au contraire, être dispensées de la formalité du cautionnement, par le gouverneur, en conseil (art. 3).

1. *Journal officiel de la République française*, 27 juin 1895.

L'autorisation est toujours révocable par le gouverneur, soit d'une façon générale, soit pour un pays déterminé :

1° En cas d'abus grave ;

2° Toutes les fois que la situation économique ou politique de la colonie, sera jugée de nature à nécessiter la suppression des opérations pour lesquelles aura été délivrée l'autorisation (art. 5).

Aucun navire, affecté au service de l'émigration ne pourra sortir du port sans que le capitaine ou l'armateur soit muni d'un certificat, constatant que toutes les prescriptions imposées par les lois ou décrets antérieurs, ont été remplis (art. 7).

Les infractions aux dispositions des articles 1 et 7, seront punies d'une amende de 50 à 5000 francs portée au double en cas de récidive (art. 9).

Tous les cas étaient donc bien prévus et les précautions sagement prises ; défense absolue de recruter des travailleurs sans une autorisation toujours révocable, du gouverneur ; avantages nettement attribués aux agences françaises, infractions sévèrement punies.

On ne se contenta cependant pas longtemps de ces prescriptions ; on trouva vite les sanctions pénales trop légères et le décret du 12 janvier 1897 (1) vint modifier les articles 7, 8 et 9 du décret du 17 juin 1895.

Le nouveau décret, interdit aux capitaines ou arma-

1. *Journal officiel de l'Afrique occidentale française*, 20 mars 1897.

teurs d'accepter à bord un ou plusieurs indigènes à destination d'un pays étranger, sans une autorisation constatée par un bulletin émanant de la Direction de l'Intérieur; il autorise le gouverneur à prendre en Conseil tous arrêts d'exécution qu'il jugera utiles pour assurer le service de l'émigration, et, substituée à l'amende infligée par le décret de 1895, un emprisonnement de 6 mois à 1 an.

Le péril de l'immigration en masse des travailleurs sénégalais dans les colonies étrangères est donc écarté, et nos compatriotes sont, de la sorte, assurés de trouver dans la région, une main-d'œuvre pouvant amplement suffire à leurs besoins.

Bien que nous ayons classé Madagascar, dans la première partie de cette étude, c'est-à-dire parmi les colonies à main-d'œuvre suffisante, il ne faut pas se dissimuler que notre nouvelle possession de l'Océan Indien est loin d'être favorisée également, sous ce rapport, dans toutes ses parties.

En effet, la grande Ile, qui a l'étendue de la France et de la Belgique réunies, ne renferme approximativement, comme nous l'avons dit, que quatre millions d'habitants, cela fait, à peine 6,6 habitants par kilomètre carré, ce qui est peu pour la mise en valeur de ses immenses territoires.

Le plateau central, l'Emyrne ainsi que le Betsiléo, et encore en certaines parties les plus déshéritées,

d'ailleurs au point de vue de la richesse du sol, possèdent seules une certaine densité (1).

Il était donc de toute nécessité, d'adopter toutes les mesures de nature à assurer, sur ce point, à nos compatriotes, les moyens de mettre en rapport notre nouvelle colonie.

Or, avant tout, il était naturel de songer à empêcher les ouvriers indigènes, de se laisser enrôler par les pays étrangers : le 26 avril 1897 paraissait à Tannarive, un arrêté du général Galliéni, approuvé par décret du 10 juin 1897, et reproduisant à peu près textuellement, le décret du 17 juin 1895 :

1° Défense d'entreprendre, à Madagascar, sans autorisation du Résident général, les opérations d'engagement et de transport des émigrants.

2° Opérations de transport et d'engagement des émigrants, pour les colonies et pays n'appartenant pas à la France, permises à titre essentiellement temporaire et exceptionnel, et, sous condition de fournir un cautionnement :

3° Autorisation toujours révocable, dans les mêmes cas que ceux prévus par l'article 5 du décret du 17 juin 1895 ;

4° Infractions à l'arrêté, poursuivies devant la police correctionnelle, et, punies d'une amende de 5 à 5000

1. Madagascar, *Notes, reconnaissances et opérations*, 30 juin 1898, p. 810.

francs ou d'un emprisonnement de 15 jours à 6 mois (1).

De la sorte, le péril était écarté, et, l'on avait, par cela même, la possibilité de s'adonner à la réglementation de cette main-d'œuvre, qui, désormais, resterait dans la colonie.

Le Sénégal et Madagascar ne sont pas les seuls territoires où nous avons eu à intervenir, pour empêcher l'émigration des travailleurs au dehors. Dans les établissements de la Côte d'Ivoire, en effet, s'étaient commis des abus qui n'avaient pas tardé à attirer l'attention; d'abord, de nombreux navires de passage, recrutant les indigènes de la Côte de Krou, avaient considérablement raréfié la main-d'œuvre et entravé ainsi l'exécution de tous les travaux, sur la côte Ouest de la colonie. D'autre part, le recrutement des ouvriers indigènes, dans les possessions anglaises du Golfe de Guinée, étant soumis à une réglementation et frappé de taxes assez élevées, tous les inconvénients du recrutement des travailleurs étaient ainsi rejetés sur la Côte d'Ivoire.

Ces diverses considérations amenèrent le gouverneur à prendre le 11 janvier 1894 un arrêté dont voici les articles les plus importants :

L'autorisation du gouverneur ou de son représentant

1. *Journal officiel* 16 juin 1897.

2. Bibliothèque coloniale Internationale. n° 3. p. 112.

est toujours nécessaire pour le recrutement des indigènes de la Côte de Krou appelés à exécuter des travaux hors de la colonie (art. 1).

Une taxe de 25 francs par indigène devra toujours être versée préalablement à l'embarquement (art. 2)

Enfin, quand l'administration le jugera nécessaire pour assurer le rapatriement des indigènes, dans le délai convenu par le contrat d'engagement, et, pour assurer l'exécution des clauses du dit contrat, une caution pourra être exigée des engagistes.

Quoique cet arrêté soit encore théoriquement en vigueur, un *modus vivendi* (réduction du droit à 2 francs) a été établi entre le gouvernement de la Côte-d'Or et celui de la Côte-d'Ivoire. Ce *modus vivendi*, du reste, doit être, suivant les prévisions, prochainement consacré par un arrêté du gouvernement local.

Tels sont les seuls textes relatifs à la question.

Bien que dans les autres colonies d'exploitation françaises, le danger de l'émigration des travailleurs, ne soit pas imminent, et n'ait pas, en tous cas, des inconvénients auxquels il soit indispensable de parer au plus vite, il est permis, cependant, de s'étonner que jusqu'alors on ait négligé cette réglementation.

Conserver dans ses propres colonies les peuples qui les habitent, les empêcher de porter au loin leur travail, de dépenser leur énergie au profit de colonies rivales, est le fait d'une politique non pas avisée mais seulement prévoyante.

Permettre à un pays voisin de s'approvisionner de main-d'œuvre dans une colonie où les travailleurs pourraient un jour manquer, paraît aujourd'hui une naïveté, car il est reconnu de tous que la mise en valeur d'un territoire exotique est aussi impossible sans ouvriers indigènes que la conquête en aurait été difficile sans soldats.

Il y a donc là une lacune qu'il serait bon de combler.

Le rapprochement des deux décrets (celui du 17 juin 1895 relatif au Sénégal et le décret du 10 juin 1897 concernant Madagascar) nous a montré que les dispositions prises pour les deux colonies étaient semblables. Pourquoi, tout en tenant compte de particularités propres à chaque colonie, ne ferait-on pas une réglementation d'ensemble applicable à tout notre territoire d'exploitation coloniale, et prohibant l'engagement par les puissances étrangères des travailleurs indigènes, tout en réservant aux gouverneurs, de l'autoriser, sous certaines conditions seulement ?

Nous serions ainsi, semble-t-il, à l'abri des compétitions et des tentations de fraude et d'abus de la part des autres nations : et au point de vue économique, tout au moins, nous ne pourrions qu'y gagner.

CHAPITRE III

Des moyens d'assurer l'exécution du contrat de travail. Les sanctions pénales.

En présence d'une main-d'œuvre abondante, retenue dans la colonie par les moyens dont nous venons de parler, le colon, paraît au premier abord, avoir tout ce qu'il faut pour réussir et faire prospérer ses capitaux.

Dans un pays civilisé, du moins, il en serait ainsi : le patron, moyennant un salaire, embaucherait des ouvriers qui lui fourniraient le travail demandé. Dans les colonies, les choses doivent être vues sous un tout autre aspect. L'Européen qui veut que ses entreprises y réussissent, doit, non seulement, avoir à sa disposition une main-d'œuvre pouvant répondre à ses besoins, mais encore et surtout une main-d'œuvre, à bon marché et une main-d'œuvre sûre.

Il faut que le producteur colonial, d'abord, ne soit pas sujet à voir ses premiers bénéfices absorbés par le prix qu'il aura à payer à ses ouvriers ; il faut, de plus, qu'il puisse compter sur leur concours pendant tout le temps exigé par son entreprise.

A la fin du xv^e siècle, ces conditions se trouvaient réalisées, dans les colonies espagnoles par la nature même de la situation juridique des populations indigènes ; réduites à une sorte d'esclavage, contraintes au travail, elles permettaient aux colons européens de les utiliser le mieux possible.

Mais, de très bonne heure on ne tarda pas à réagir contre ce mode d'enrôlement qui faisait vraiment trop bon compte des principes humanitaires, et, si, dans certaines colonies, on rencontre encore aujourd'hui le travail forcé pour l'indigène, c'est sous une forme spéciale : *la corvée*, dont nous aurons à nous occuper dans un chapitre suivant.

Actuellement, ce n'est qu'au moyen de contrats, que la colonisation européenne peut tirer parti de la main-d'œuvre indigène.

Le contrat de travail, peut, du reste, revêtir des formes différentes dans nos colonies d'exploitation : il se combine parfois avec certains modes de culture du sol et aboutit au contrat de *métayage* ; le plus souvent il n'est qu'une application pure et simple du contrat de louage de services.

Examinons ces deux procédés :

Le contrat de métayage, n'est guère employé, croyons-nous, que dans l'Annam-Tonkin ; il est très recommandé, pour les cultures hâtives et principalement pour celle du riz qui est la base presque obligatoire de toute exploitation agricole dans le pays.

Les cultivateurs annamites, à titre de métayers, s'installent à demeure sur la concession, finissent par y créer de véritables villages, et, de la sorte, le propriétaire est assuré à la fois, et de la main-d'œuvre, et de l'écoulement de la récolte.

Le rôle du propriétaire consiste à fournir aux métayers, sous la garantie des chefs de village ou de canton, les avances nécessaires à l'acquisition de buffles, de semences, d'engrais et de matériel agricole pour l'établissement des rizières.

Le colon arrive ainsi très aisément à recruter des travailleurs : il y est aidé du reste par l'administration du Protectorat et par les chefs de village.

Une famille de métayers, composée en moyenne de six personnes, peut, paraît-il, entreprendre la culture de trois hectares de rizière avec une avance d'environ 1000 francs.

Il n'existe pas encore en Annam-Tonkin, de coutume locale précise, pour régler ce genre d'association : il appartient au colon d'en fixer les conditions, après entente préalable avec les intéressés. Généralement le partage de la récolte se fait de la manière suivante :

1/3 au propriétaire ;

1/3 au métayer ;

1/3 affecté à l'amortissement des avances, qui doit être effectué au bout de la troisième année (1).

1. Notice à l'usage des Emigrants. *Les plantations au Tonkin et en Annam*.

Les colons qui ont recouru à ce système en ont retiré des avantages très notables et il tend à se généraliser de plus en plus.

Le *Bulletin du Syndicat des Planteurs du Tonkin* (1) nous apprend que c'est le mode d'exploitation employé, à la Croix-Cuvelier, pour la culture du café principalement, par M. Thomé, un des plus grands propriétaires du Tonkin, et un correspondant de la *Quinzaine coloniale* nous en vante les avantages et nous indique comment lui-même a procédé: « Le système, employé par M. Thomé, à la Croix-Cuvelier (2), dit-il, nous parut réunir toutes les conditions désirables, et, voulant le mettre de suite en pratique, nous demandâmes la concession de Phu-da-Phuc.

1. *La Quinzaine coloniale*, année 1897.

2. « A la même époque, la même méthode était employée avec un succès plus marqué encore par d'autres colons, notamment par les frères Gobert, à leur ferme des Rapides. Ceux-ci, ont, d'après les résultats de leur expérience formelle, établi le devis d'une exploitation fondée sur ces bases. On peut le résumer en deux mots: un revenu net de 20.000 francs pour un capital de 50.000 francs à la fin de la deuxième année. C'est peut-être moins sûr et c'est plus difficile à gagner que du 3 0/0, mais c'est, vous le voyez, un peu plus avantageux, sans compter le plaisir de le gagner par son travail. »

(Extrait d'une conférence faite à la Société de Géographie, par M. Depincé, ancien résident de première classe au Tonkin, chef du service de l'Asie à l'Union coloniale française).

..... Notre premier soin fut d'abord de ramener la confiance des habitants dans les villages abandonnés, par des avances en bestiaux, instruments aratoires, semences, etc..., afin de faire mettre en culture le plus vivement possible, les régions abandonnées...

« Le rendement moyen d'une rizière de notre région est de trente paniers par maù (deux maù font environ un hectare). .. La redevance fixée d'un commun accord entre nous et les villages fut de la moitié, c'est-à-dire quinze paniers, par maù de rizières et par année. Les paniers *noï's*, comme les appellent les annamites, sont dans notre région d'environ vingt kilos de paddy (1). Les cultures faites entre la récolte du dixième mois annamite, sont laissées par nous aux villages, même s'ils font une deuxième récolte de riz. Moyennant une redevance annuelle, nous nous engageons à payer à la résidence, les impôts d'inscrits et la corvée de chaque village, ainsi que les impôts établis sur les rizières, à l'expiration des cinq années d'exemption dont bénéficie tout concessionnaire ».

Il termine en engageant vivement ses compatriotes à suivre cette voie.

Tout dernièrement encore, la *Quinzaine Coloniale* (2) signalait une expérience de métayage des

1. On appelle ainsi le riz qui n'est ni décortiqué, ni blanchi.

2. N° du 10 juin 1899.

plus concluantes, poursuivie près de Nong-Son, au village de Thu-Bou par MM. Boute et Petit-Pierre : « Le produit de leurs rizières est partagé par moitié entre les Annamites et les colons. Ces derniers fournissent le paddy, pour la semence, et le bétail, mais les nha-qué apportent les instruments aratoires, soignent et nourrissent les buffles. Les indigènes de Thu-Bou paraissent satisfaits; les colons, de leur côté, sont contents. Ils n'en sont qu'à leur deuxième année d'occupation. Ils ont fait leurs frais et vécu largement sur leur propriété ».

Enfin, un ancien gouverneur de l'Indo-Chine dont l'autorité et la compétence en matière coloniale, ne sont pas discutables, apprécie de la façon suivante le métayage au Tonkin (1) : « Le système le plus économique et le plus sûr à employer, aussi bien pour les cultures fondamentales que pour celles des plantes industrielles, me paraît être le métayage avec les paysans annamites (2)..... Le paysan annamite ressemble beaucoup au paysan français : autant il est ardent au travail quand il sait qu'il en tirera un profit proportionné à la peine qu'il se donne, autant il est peu zélé quand il ne doit retirer de son labeur qu'un salaire fixé d'avance. Le travail à la tâche pour les ouvriers et le

1. M. de Lanessan. *La colonisation française en Indo-Chine*, p. 226.

2. Et précisément M. de Lanessan cite l'expérience tentée par M. Thomé.

partage du produit du sol pour les agriculteurs, soni, sans contredit, en Annam comme en France, les meilleurs moyens d'obtenir le maximum de produit du travail des ouvriers et des paysans. Le système du métayage, offre encore l'avantage énorme de diminuer dans de très fortes proportions les frais généraux et la surveillance des colons européens, frais qui sont beaucoup plus élevés aux colonies qu'en France ».

Le contrat de métayage donne donc des résultats des plus probants ; ce groupement des Annamites les uns à côté des autres, cette constitution en villages avec maires et Conseils de Notables, n'ont que des avantages : les Annamites sont ainsi fixés sur les concessions, pour la vie. Ce n'est pas là de la main d'œuvre temporaire, et cet établissement d'une population agricole et industrielle, permanente, vivant dans les meilleures conditions de bien-être moral et matériel, ne peut être qu'une cause de prospérité pour la colonie (1).

1. A Madagascar, quelques essais de colonage partiaire et de cheptel ont été faits, et, voici, à ce sujet, comment s'exprime le général Galliéri : « Il est facile de concevoir qu'il puisse s'établir entre le concessionnaire et les populations prises sur son territoire une sorte d'association d'intérêts tant en vue de l'exploitation des produits naturels que pour l'extension de certaines cultures, et l'élevage du bétail. Le colonage partiaire et le cheptel ont à cet égard, une application toute indiquée. Ils permettent au concessionnaire de récolter sans grand frais, des produits naturels, et d'amortir ainsi ses dépenses d'installation, de préparer en outre,

Le contrat de salaire qui est, comme nous l'avons dit, le principal mode de travail employé dans nos colonies, se présente sous un tout autre aspect.

En effet, par définition, le salariat est un contrat à forfait ; autrement dit, c'est un contrat par lequel l'ouvrier se désintéresse de tout droit sur le produit de son travail, moyennant une somme fixe payable par semaine ou par mois (1).

Cependant, aux colonies comme en France, ce contrat offre le double avantage, d'abord, de laisser à l'entrepreneur, la propriété définitive du produit et la direction de l'entreprise, ensuite, d'assurer à l'ouvrier un revenu, certain, immédiat et indépendant des risques de l'entreprise.

La nature du salaire varie avec les habitudes locales. Dans certaines colonies, au Congo Belge, entre au-

progressivement, de nouvelles exploitations d'un rendement à longue échéance sans doute, mais assuré. En ce qui concerne particulièrement l'élevage, ce mode de procéder amènera naturellement les indigènes, à se charger du gardiennage des troupeaux puisqu'ils seront intéressés à ce qu'aucun vol ne se produise. A titre de garantie, l'administration imposera aux propriétaires indigènes, l'obligation de marquer leur bétail : les empreintes et les instruments *ad hoc* étant déterminés et conservés par elle. Cette mesure déjà appliquée dans certaines provinces a donné les meilleurs résultats. » (Circulaire du général Galliéni du 22 janvier 1899. *Journal officiel Madagascar* 24 janvier 1899).

1. Gide. *Economie politique*, 3^e édit., p. 390.

tres, il fallait nécessairement autoriser le paiement des salaires en marchandises car le nègre ne sait le plus souvent que faire de pièces d'argent ou d'or dont il ne trouve guère l'emploi, là où le commerce régulier n'a pas encore pénétré (1).

Dans les colonies allemandes, le salaire est habituellement payé, soit en marchandises, soit en espèces, ou en marchandises et en espèces à la fois (2), mais il y a une tendance très marquée à généraliser le salaire en espèces qui a, pour lui, de très réels avantages : il initie le travailleur indigène au rôle de la monnaie métallique et prévient cet abus très dangereux, consistant de la part du coloneuropéen, à adopter les alcools, comme rémunération des indigènes.

Dans presque toutes nos colonies d'exploitation, le salaire en argent est seul employé.

Si la généralisation du contrat de travail, comme mode d'emploi de la main-d'œuvre indigène, constitue au point de vue humanitaire un progrès considérable, que vont devenir les conditions de bon marché et de sûreté de cette main-d'œuvre ?

La première condition se présente à peu près partout. Les races de nos colonies d'exploitation, nous

1. Au Congo belge, cependant, le travailleur a le droit, depuis quelque temps, de stipuler que le paiement de son salaire se fera en numéraire ou en marchandises.

2. Rapport de M. Herzog, Institut colon intern. de la Haye.

l'avons vu, ont peu de besoins et le plus modeste salaire suffit à les satisfaire.

Au Sénégal, le colon pourra obtenir des chefs, à bon compte, la main-d'œuvre agricole, s'il est en bonnes relations avec eux : les manœuvres se paient en général 1 fr. 50 par jour ; à la Guinée, à la côte d'Ivoire et au Dahomey une journée se paie en moyenne de 0,50 à 1 fr.

Au Congo, dans l'intérieur du moins, le salaire des noirs est difficile à évaluer en chiffres fixes, car c'est une affaire de conventions, reposant surtout sur le prix des marchandises européennes dans le pays. A Libreville, les terrassiers employés par le service des travaux publics, gagnent de 0,60 à 1 fr. 60 par jour, ration journalière comprise.

A Madagascar, la main-d'œuvre indigène est si bon marché, que les personnes connaissant le pays sont d'accord pour déconseiller aux travailleurs européens de s'y rendre pour s'employer concurremment avec les indigènes. En effet, les salaires pour les indigènes de la région du centre, varient de 0,40 à 1 25 la journée, ou de 10 à 30 francs par mois, sans nourriture. Les indigènes des tribus habitant les terres basses, qui, du reste, fournissent une main-d'œuvre inférieure à beaucoup d'égards, reçoivent de 10 à 25 francs par mois, nourriture en plus (soit 0,20 par jour).

En Annam-Tonkin, les boys se paient par mois de 5

à 8 piastres (1) ; les coolies sont généralement payés à raison de 10 à 12 cents par jour (0,35 à 0,40) : les femmes et les enfants gagnent 0,25. Tous travaillent du lever au coucher du soleil et se nourrissent eux-mêmes, avec leurs salaires.

En Cochinchine, les prix sont sensiblement les mêmes, le coolie annamite se paie environ de 20 à 30 cents par jour et les Chinois un peu plus cher, de 0,80 à 0,90 (2).

Dans un certain nombre de colonies, comme nous aurons l'occasion de le voir, l'employeur, en outre du salaire, doit au travailleur indigène, la nourriture et les soins médicaux, mais, même dans ce cas, le salaire est très modique.

Il est donc permis d'affirmer d'une façon générale que la main-d'œuvre de notre territoire colonial d'exploitation, est une main-d'œuvre à bon marché.

C'est un premier avantage du contrat de louage, mais c'est peut-être le seul, car tel que nous l'entendons en France, il s'en faut de beaucoup, qu'il contribue à fournir au colon une main-d'œuvre sûre, c'est-à-dire remplissant, à la lettre, les obligations du contrat.

Il n'y a peut-être qu'en Asie que l'on puisse trouver des races ayant la conscience d'un engagement conventionnel : la plupart des autres races indigènes

1. La piastre vaut environ 2 fr. 70 : elle se subdivise en 100 cents.

2. La Cochinchine. *Notices à l'usage des émigrants.*

de nos colonies, et, notamment la race noire de l'Afrique tropicale, n'en n'ont pas idée. L'ouvrier indigène, nous le savons, travaille à sa fantaisie, juste le temps nécessaire pour amasser de modestes économies, puis, ne comprenant pas qu'il ait intérêt à produire beaucoup parce qu'il consomme peu et ne conçoit pas qu'il doive jamais consommer davantage, il se dégage et rompt le contrat.

Quand il s'agit de travaux courts, de besognes n'exigeant que quelques heures, ou même que quelques jours, il est facile de trouver un ouvrier capable de remplacer celui qui déserte le chantier. Mais quand le travail est de longue durée, qu'il suppose un certain apprentissage ou une grande habitude, quand il s'agit d'exploitation agricole, par exemple, la situation devient des plus graves, car la rupture du contrat suffit pour compromettre, en peu de temps, une entreprise qui, peut-être, avait coûté de longs mois de labeur.

Il est facile de comprendre, dès lors, que la pratique coloniale, n'ait pas attendu longtemps pour se préoccuper de ce danger. Divers remèdes furent proposés et appliqués dans les colonies étrangères : l'un d'entre eux, assez curieux, du reste, mérite d'être rapporté :

La Société qui préside dans l'Afrique australe à l'exploitation des mines de diamant de Kunberley, a eu recours à ce système tout particulier : ne pouvant, en aucune façon, compter sur la loyauté des indigènes, fort sujette à caution, la Société commence par faire

signer à tout noir qui se présente, pour être employé, un engagement de trois mois au moins. Cela fait, l'ouvrier est, en quelque sorte, parqué, dans une cité ouvrière ou *compound*, d'où il ne sortira plus, pendant tout le temps prévu dans son contrat, si ce n'est pour descendre dans la mine dont l'entrée communique avec le *compound* par un passage couvert.

Sans doute, ce régime de séquestration est dur, mais les noirs qui s'y soumettent sont, paraît-il, fort bien traités par la compagnie ; ils peuvent acheter à l'intérieur du *compound* tout ce qui compose la nourriture habituelle d'un indigène, occupent des cases confortables, et, sont soignés, en cas de maladie, dans un hôpital annexé à la cité. « Ils semblaient tous contents de leur sort écrit M. Pierre Leroy-Beaulieu qui les visita, et auquel nous empruntons ces détails, et l'on m'en montrait un qui s'y trouvait depuis sept ans sans interruption » (1).

Le procédé trop brutal, cependant, pour être employé dans nos colonies, ne peut, en tout cas, nullement s'appliquer aux entreprises agricoles ; aussi a-t-on cherché la solution du problème, dans une réglementation toute spéciale du contrat de travail.

Dans les colonies d'exploitation qui manquent d'indigènes, quand on fut obligé de faire venir du dehors

1. Pierre Leroy-Beaulieu. *Les nouvelles sociétés anglo-saxonnes*, p. 293 et suiv.

la main-d'œuvre exotique, on soumit cette main-d'œuvre à une législation absolument particulière, et, le contrat de travail qui intervint alors, fut établi sur des principes tout à fait nouveaux : On maintenait d'abord les travailleurs exotiques à la disposition des producteurs, après quoi, on prenait les mesures nécessaires pour protéger les ouvriers contre les abus possibles de la part des employeurs, et, leur assurer l'entière application du contrat.

On en vint alors à se demander, pourquoi on n'emploierait pas les mêmes moyens, vis-à-vis de la population locale habitant les colonies, et, s'il ne serait pas possible de renforcer le contrat de travail, en faisant purement et simplement un *délit* de son inexécution.

En 1895, l'Institut Colonial International siégeant à la Haye, s'occupa de la question, et, l'ordre du jour sur le point de savoir, « si la rupture du contrat de la part de l'indigène vis-à-vis d'entrepreneurs européens doit constituer un délit », suscita une longue et intéressante discussion. Disons, immédiatement, que l'impression qui s'en dégagait, fut que l'affirmative est ici seule admissible, et, que le fait par l'indigène d'abandonner le travail, doit être sanctionné pénalement.

Cet avis, qui est le nôtre, ne laisse pas cependant, que de prêter à des objections assez graves.

S'il est raisonnable, dit-on, de transporter dans les pays neufs nos conceptions juridiques compliquées, il n'en n'est pas moins vrai, qu'il y a au-dessus des diffé-

rences de législations qu'impose la diversité des civilisations et des mœurs, des principes absolus et élémentaires de justice, qui sont partout les mêmes, dont le respect de la liberté humaine est assurément le premier de tous. Or, ce principe, est violé, toutes les fois que l'on impose à un homme, le travail, sous la menace d'une peine, s'il ne l'exécute pas.

Cela est si vrai, que notre code civil a proclamé qu'un individu ne pourrait jamais être contraint, à faire quelque chose malgré lui : *ad factum nemo præcise cogi potest*. Le débiteur, peut être contraint à une obligation de donner, mais non pas à une obligation de faire ; celle-ci, ne peut que se résoudre en dommages-intérêts. L'article 1142 du code civil, a été dicté par le respect de la liberté humaine, et il ne faut en avoir nul souci, pour vouloir frapper d'une peine, privative de liberté, celui qui n'exécute pas une pareille obligation.

Et puis, ajoute-t-on, est-il possible d'admettre que la crainte de commettre un délit, et, de s'asseoir, un jour, sur le banc de la police correctionnelle, empêchera le travailleur indigène d'abandonner le travail. « Il n'y a pas de gendarmes dans le désert » et pour qu'une telle disposition législative, ait chance d'aboutir, il faudrait se trouver en présence d'un travailleur sédentaire, établi sur une plantation voisine d'un centre où siègeraient des autorités locales, qui interviendraient au premier appel. Enfin, la crainte de se voir abandonner par ses

engagés, peut être, pour le maître qui serait tenté d'être dur et injuste, un frein nécessaire. Il peut paraître singulier d'appliquer à l'engagé une législation d'autant plus sévère qu'il est plus ignorant et moins protégé. Il ne faut pas croire, au reste, que ceux-ci, parce qu'ils sont ignorants, ne sachent pas discerner le juste de l'injuste ; ils s'aperçoivent, au contraire, très bien, qu'ils ne sont pas traités sur un pied d'égalité, et, n'attendent que l'occasion pour le faire comprendre.

Aussi bien, cette législation va-t-elle tout-à-fait à l'encontre du progrès général du droit, qui tend à la substitution progressive des sanctions civiles aux sanctions pénales.

Ces arguments ont, certes, leur valeur, et le raisonnement, au point de vue juridique, tout au moins, paraît à peu près inattaquable.

Mais, dans la réponse à la question qui nous occupe, il ne faut pas se laisser guider, exclusivement par des considérations de pure théorie, car, elle a avant tout, un côté essentiellement pratique. La colonisation implique l'exécution de travaux nécessitant une main-d'œuvre considérable : l'Européen ne pouvant défricher le sol, sans danger, la main-d'œuvre ne peut être fournie que par les indigènes. Il faut absolument donner à l'Européen, le moyen de les empêcher d'abandonner leur travail, sinon, l'œuvre coloniale, se trouve à jamais compromise, et la mise en valeur du sol complètement impossible.

Or, seule, la loi, peut sanctionner par des peines empruntées au code pénal, l'exécution des engagements pris dans le contrat de travail.

Dans les sociétés anciennes et fortement organisées, l'intervention du juge civil suffit, pour régler les conflits entre patrons et ouvriers, et, réprimer par des réparations pécuniaires, les infractions aux engagements contractés. Aux colonies, la situation change complètement : de quel secours serait la loi civile, à un planteur, qui, après avoir engagé dans des entreprises la plus grande partie de ses capitaux, se verrait exposé à la ruine par le refus de travail ou la désertion de ses ouvriers ?

L'article 1142 du code civil dit bien que toute « obligation de faire ou de ne pas faire se résout en dommages-intérêts, en cas d'inexécution de la part du débiteur. » Mais n'est-il pas de la plus grande évidence que les travailleurs indigènes ne pourront jamais payer les dommages-intérêts, pour la simple raison qu'ils ne possèdent rien que leur force corporelle, précisément ce que l'on a eu l'intention d'utiliser ?

Cette force corporelle, on ne peut pas se la procurer, il est vrai, malgré le travailleur ; on peut le menacer, le mettre en prison, le battre, même, sans pouvoir le forcer à travailler, mais on peut atteindre le but par la crainte de la peine encourue. Et s'il en est qui ne se laissent pas intimider par cette crainte, d'autres, du moins, et les plus nombreux, ne suivront pas le mauvais exemple.

En ce qui concerne la question de justice et d'humanité, il ne faut pas oublier que l'Europe n'est arrivée qu'après une évolution extrêmement lente, au contrat librement débattu entre les parties, que les pays neufs, surtout l'Afrique, sortent à peine de l'état d'esclavage et qu'il n'est, par conséquent, nullement injuste, d'exiger d'eux, une minime partie de l'éducation, dont les vieux pays ont franchi si péniblement les degrés.

Peut-être, aussi, est-il téméraire d'affirmer, que l'indigène ne sait pas ce qu'il fait en abdiquant sa liberté. Si l'engagement est entouré de garanties sérieuses, le travailleur ne peut ignorer à quelle peine il s'expose en le violant. Il en sera ainsi, notamment, chaque fois qu'il sera possible de contracter l'engagement devant l'autorité. Si, alors, l'indigène signe un tel contrat, il en connaît toutes les conséquences, et, au cas où il le violerait, ce serait à ses risques et périls, et sous sa responsabilité.

Violer un contrat, c'est tromper, et, ce fait tombe sous le coup du droit pénal ; ce n'est qu'au moyen d'une répression vigoureuse, qu'on arrivera à faire d'individus habitués à l'esclavage, enclins à la paresse, des travailleurs utiles, ayant la pleine notion de leur responsabilité.

L'introduction théorique, chez les races indigènes, de notre contrat civil moderne, serait, à n'en pas douter, une prime au vagabondage, à la fainéantise et aux abus de toutes sortes. La loi de police, l'action de la

justice répressive, sont seules efficaces, dans tous les cas, et elles sont justes, par cela même qu'elles sont nécessaires, et commandées par l'intérêt social. D'ailleurs, qui veut la fin veut les moyens, et, enlever à ceux qui transportent au-delà des mers leurs capitaux et leurs industries, la possibilité d'accomplir leur tâche serait un non sens inexcusable.

Se borner, toutefois à protéger le patron contre les préjudices ou la duperie dont il pourrait être victime de la part de ses ouvriers, serait injuste. On doit aussi défendre les travailleurs contre les employeurs qui seraient tentés de les exploiter.

Ce second aspect de la question n'a nullement été négligé par l'Institut Colonial International, qui a décidé que, s'il convenait de soumettre à certaines règles le contrat de travail vis-à-vis de l'ouvrier indigène, il importait aussi de le réglementer, au regard du producteur européen.

Cette réglementation spéciale, qui ne mérite que des approbations, devrait porter sur les points suivants :

1° Mesures destinées à faire connaître au travailleur, au moment de la conclusion de son engagement, la valeur exacte de ses obligations et les sanctions qui pourraient résulter de la violation du contrat.

2° Mesures destinées à protéger le travailleur indigène, contre les abus possibles de la part de l'employeur : fixation d'un maximum de temps d'engage-

ment, précautions à prendre pour empêcher le contrat de dégénérer en esclavage.

3° Mesures destinées à assurer de la part de l'employeur européen, l'exécution des obligations relatives aux salaires, aux heures de travail etc. etc..:

Enfin, comme l'exercice de l'action civile, par le travailleur indigène aurait de grandes chances d'être illusoire, l'Institut Colonial International, a pensé qu'il fallait établir symétrie entre les deux situations et faire un délit de l'inexécution du contrat, de la part de l'entrepreneur européen.

En résumé, s'il nous est possible de trouver dans nos colonies, des ouvriers travaillant pour un salaire modique, l'étude qui vient d'être faite, montre quelles difficultés présente l'enrôlement de cette main-d'œuvre, et, combien il est délicat d'éviter les reproches, soit que l'on se contente de l'application pure et simple du contrat de louage, soit que l'on veuille le renforcer, par des sanctions pénales.

Après avoir indiqué, dans les pages qui précèdent, le parti qui semblait le meilleur, nous allons examiner dans un chapitre suivant, ce qui a été fait, à ce sujet, dans nos colonies.

CHAPITRE IV

Réglementation du contrat de travail dans nos colonies et pays de protectorat.

La pratique n'avait pas attendu que la théorie se fût prononcée, pour s'orienter dans la direction que nous venons d'indiquer, et, pour constituer un délit, de la non exécution du contrat de travail aux colonies.

Dès le milieu du siècle, ces idées avaient été énoncées dans des circonstances toutes particulières, par un document législatif français : le décret du 13 février 1852. Seulement, nous nous sommes arrêtés dans cette voie et, tandis, que nous avons le tort de ne pas appliquer à notre propre domaine colonial nos propres idées, elles trouvaient leur expression dans un texte très curieux relatif au Congo Belge, le décret du 8 novembre 1888.

Bien que l'étude de la législation étrangère soit quelque peu en dehors du programme que nous nous sommes tracé, il nous semble bien difficile de laisser de côté l'analyse de ce décret qui est vraiment un mo-

dèle et contient toutes les idées essentielles, relatives au contrat de travail aux colonies.

1° L'article 1^{er} confère à certains fonctionnaires le soin de veiller à la protection des travailleurs indigènes. Avant le décret, en effet, les nègres dépendant absolument des commerçants qui les engageaient à leur service, sans aucun contrôle, étaient dans l'impossibilité de se faire rendre directement justice, et, étaient contraints, malgré eux, de renoncer à obtenir réparation du dommage qui pouvait leur être causé.

Dorénavant, il n'en sera plus ainsi : le directeur de la justice est constitué par la loi, le tuteur des noirs, et a pour mission, de veiller à l'exécution de leurs contrats et à leur rapatriement s'il y a lieu (art. 1).

2° Afin d'éviter l'établissement d'un servage déguisé l'article 3 stipule, que le contrat de louage entre noirs et non indigènes, ne peut comprendre une période de plus de sept années; le renouvellement de pareils contrats, ne peut être fait sans l'intervention de l'autorité judiciaire.

3° Les articles 4, 6, 7, 8 et 13 renferment en matière de preuves et de présomption de fautes, des principes nouveaux. C'est aux maîtres et patrons qu'incombe le devoir de faire la preuve de la régularité des contrats, et, ils sont présumés être en faute, s'ils ne peuvent prouver que les travailleurs fournissent leur labeur librement.

Si cette mesure n'avait pas été prise, il est à présu-

mer que l'indigène aurait eu les plus grandes difficultés à établir en justice son état de servage, ou la durée illégale de son contrat d'engagement. Les maîtres ou patrons, au contraire, sont toujours à même de prendre toutes les précautions nécessaires pour établir leur bonne foi, et, s'ils sont en faute, leur propre négligence doit être seule imputée.

4° Tous les contrats de travail doivent être dressés par écrit et visés par l'autorité compétente, faute de quoi, le patron ne peut s'en prévaloir. Au contraire, le défaut de contrat écrit, ou de visa, ne peut être opposé au travailleur quia toujours la faculté d'invoquer, en sa faveur ou le contrat, ou les coutumes locales (art. 13).

Mais, ce qu'il y a de plus remarquable dans ce décret, c'est le parallélisme qu'il crée entre la situation des deux parties : travailleurs indigènes et employeurs européens, au point de vue de l'inexécution des clauses du contrat. Il y a égalité absolue entre le travailleur et le maître qui, lui aussi, peut être contraint, par voie pénale, à remplir les engagements qu'il a pris vis-à-vis de son ouvrier.

L'article 11 est à citer tout entier : « Sera puni d'une amende de 25 à 500 francs et d'une servitude pénale de huit jours à six mois ou d'une de ces peines seulement, sans préjudice à tous dommages-intérêts, le maître ou l'engagé qui, volontairement et de mauvaise foi, refuserait d'exécuter les clauses légales d'un con-

trat de service librement consenti, ou contreviendrait aux usages librement obligatoires, en vertu du présent décret, à moins que l'autre partie n'ait elle-même violé ses engagements.

« Les engagés pourront être remis aux maîtres ou patrons, par les autorités compétentes, mais les maîtres ou patrons ne pourront, sous les peines édictées par le code pénal, détenir ou maintenir par la force, les engagés à leur service ; le refus d'exécuter les engagements contractés ne pourront être réprimés que par l'application des pénalités édictées par la loi. »

Il est pour ainsi dire impossible d'imaginer des règles plus justes et plus humaines.

Si l'on admet l'intervention du droit pénal, l'équité demande de l'admettre pour les deux parties, ce qui, du reste, n'empêche nullement le législateur belge, comme nous venons de le voir, d'entourer l'engagement de précautions telles, que rien ne permet d'insinuer, qu'il y ait atteinte, en quoi que ce soit, au respect de la liberté de l'homme.

Si l'on parcourait, maintenant, les actes législatifs des colonies anglaises, aux Indes, ou en Afrique, on verrait partout le contrat de travail soigneusement réglementé et, la plupart du temps la loi pénale sanctionner les obligations réciproques du maître et des serviteurs (1).

1. Voir notamment « l'Act. n^o 1 of. 1882 » relatif aux Indes anglaises et l'Ordonnance du 30 juin 1893 concernant la Côte-d'Or.

Dans la majorité des colonies allemandes, par contre, il n'existe pas de législation relative aux rapports entre travailleurs indigènes et entrepreneurs européens; l'intervention officielle ne porte que sur des points de détail.

Au Kameroun, des entrepreneurs européens, se sont attribués un pouvoir disciplinaire, pour veiller à l'observation des contrats. L'autorité publique a seulement créé, un tuteur des travailleurs, chargé de les protéger dans les cas où l'employeur ferait un usage abusif de ses pouvoirs disciplinaires.

Le Togo, est la seule colonie possédant une réglementation d'ensemble du contrat de travail.

Cette réglementation est contenue dans l'arrêté local de décembre 1896 (1).

Les dispositions en sont à peu près semblables à celles du décret du 8 novembre 1888; quelques différences cependant sont à citer :

1° L'employeur doit fournir, gratuitement à l'indigène, les soins médicaux. C'est une innovation, et, il n'était nullement question de cela, dans le décret belge.

2° Au point de vue des sanctions pénales qui punissent l'inexécution du contrat, l'arrêté ne garde plus l'équilibre entre les deux parties. S'agit-il de la rupture du contrat, provenant du fait du patron? Ce dernier n'est punissable que dans un cas : quand il renvoie le

1. *Journal officiel*, 15 mars 1897.

travailleur indigène avant l'expiration du temps fixé par l'engagement. S'agit-il de la rupture du contrat provenant du fait de l'ouvrier exotique ? L'arrêté est beaucoup plus sévère ; le travailleur qui abandonne le chantier avant la fin du contrat peut être ramené par la force, dans l'exploitation agricole, et, la rupture du contrat, de son chef, est *toujours* punie d'une amende, sans préjudice d'un emprisonnement de 6 mois au plus.

Ces rapides indications de quelques décrets empruntés à la législation étrangère, suffiraient à montrer l'intérêt de la question, mais ils doivent aussi nous servir d'enseignement. Dans notre législation coloniale française, en effet, comme nous l'indiquions, après avoir, par le décret du 13 février 1852, frayé la route et servi d'exemple aux nations voisines, nous nous sommes arrêtés en chemin. Après avoir posé toutes les règles essentielles du contrat de travail aux colonies, et, soigneusement édicté, les plus sages prescriptions, nous n'avons trouvé rien de mieux que de ne pas les appliquer.

Le décret du 13 février 1852 est relatif aux quatre vieilles colonies : la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane et la Réunion. Promulgué à la suite de la suppression de l'esclavage, et pour remédier aux suites fâcheuses de cette brusque disparition de main-d'œuvre il poursuit un double but ; il prévoit le cas où, en désespoir de cause, les producteurs coloniaux seraient

obligés de faire venir des travailleurs du dehors, et, se préoccupe ensuite, des rapports des colons avec cette main-d'œuvre locale, qu'ils ne peuvent utiliser, désormais, que comme main-d'œuvre libre.

Bien qu'il s'agisse des colonies qui feront précisément l'objet de la seconde partie de cette étude, le décret de 1852 pose des règles trop importantes au point de vue de la réglementation du contrat de travail, pour ne pas être étudié ici même, nous réservant, du reste, de traiter ultérieurement, tout ce qu'il contient relativement à l'immigration réglementée.

Ce sont les titres II et III du décret qui s'occupent de régler les rapports des propriétaires avec les travailleurs, et de déterminer leurs obligations réciproques.

Le législateur y fait preuve d'un esprit d'impartialité remarquable, et, d'autant plus curieux, que peu d'années avant, l'esclavage régnait en maître aux colonies.

Que l'inexécution du contrat provienne du travailleur ou du producteur, dans les deux cas, les peines sont les mêmes ; les mêmes sanctions, sanctions de droit commun, sanctions pénales, frappent celui qui est en faute.

Le texte des articles 6 et 7 montre combien on s'est appliqué à maintenir l'égalité entre les deux parties.

Article 6 : « A défaut de conventions contraires, l'engagé subira pour chaque jour d'absence ou de cessation de travail sans motif légitime, indépendamment de la privation de salaire pour cette journée, la retenue

d'une seconde journée de salaire à titre de dommages-intérêts, sauf le recours au juge, en cas de contestation. »

Article 7. — « Quiconque ne fournira pas aux travailleurs engagés par lui, soit des prestations en nature, soit les salaires promis par le contrat d'engagement, pourra, après deux condamnations au civil, encourues par ce fait, dans la même année, être puni d'une amende de police, dans les limites déterminées par l'art. 466 du code pénal colonial.

« Pourra être condamné à la même amende, tout ouvrier, cultivateur ou autre, qui aura subi dans le cours de 3 mois, trois fois la retenue prescrite par l'article 6 de la présente loi. En cas de récidive, l'emprisonnement pourra être prononcé, dans les limites déterminées par l'article 465 du Code pénal colonial. La récidive existera, lorsque, dans le cours de la même année, il y aura lieu d'appliquer une seconde fois, dans les conditions fixées par les paragraphes précédents, une amende de police ».

Après avoir prescrit certaines formalités (obligation d'un livret pour le travailleur et d'une déclaration pour les engagistes) permettant à l'administration de savoir exactement la situation de cette main-d'œuvre locale qu'on vient d'affranchir, le décret va prendre les mesures les plus énergiques, pour la contraindre à mettre son activité à la disposition des propriétaires.

A cette occasion, le procédé dont se sert le législateur, est, des plus intéressants. Il consiste à apporter un véritable changement dans le délit de *vagabondage*, tel qu'il est prévu par le Code pénal, et, à en modifier la définition.

D'après l'article 270 du Code pénal (1) le concours de trois circonstances, constitue l'état de vagabondage : le défaut de domicile certain, le défaut de moyens de subsistance et le défaut de métier ou profession.

Suivant le décret de 1852, est considéré comme vagabond, et, puni des peines prononcées contre le vagabondage, tout individu qui sans moyen de subsistance et sans métier, ne justifie pas d'un travail habituel par un engagement d'une année au moins ou par son livret.

Il y a donc là quelque chose de tout nouveau et de singulièrement habile : protéger le travailleur de l'arbitraire du maître ; donner à ce dernier toute sécurité

1. Le rapprochement de l'article 270 du Code pénal et de l'article 16 du décret du 13 février 1852 fait apparaître très distinctement l'innovation introduite par ce dernier texte :

Article 270 du Code pénal : « Les vagabonds ou gens sans aveu, sont ceux, qui n'ont, ni domicile certain, ni moyens de subsistance et qui n'exercent, habituellement, ni métier ni profession ».

Article 16, décret du 13 février 1852 : « Les vagabonds ou gens sans aveu, sont ceux qui, n'ayant pas de moyens de subsistance et n'exerçant habituellement ni métier ni profession, ne justifient pas d'un travail habituel par un engagement d'une année au moins, ou par un livret »,

quant à l'accomplissement du contrat de travail ; faire de l'impossibilité par l'indigène de pouvoir justifier d'un engagement, un délit spécial ; telles paraissent être les trois conditions essentielles au bon recrutement de la main-d'œuvre aux colonies et à son bon fonctionnement, telles sont, comme nous venons de le constater, les principales dispositions du décret de 1852.

Ces prescriptions si simples, et, reconnues par tous, si justes et si équitables, ont eu, pourtant, des fortunes très diverses : relativement aux travailleurs recrutés au dehors, elles ont fait école. Quant aux règles concernant les travailleurs recrutés sur place, et à la réglementation du contrat de travail, elles ne se sont pas généralisées. A peine, même, ont-elles été appliquées dans les quatre colonies pour lesquelles elles avaient été faites.

En sorte que, aujourd'hui, nous n'avons dans la plupart de nos colonies nouvelles, aucune législation d'ensemble, réglementant le contrat de travail.

C'est là une lacune des plus fâcheuses ; aussi a-t-on à enregistrer de nombreuses plaintes des colons français, qui, très justement, ne peuvent comprendre le retard apporté par l'administration à la solution d'une question aussi importante, et, d'où dépend, en définitive, pour une grosse part, l'avenir d'une colonie.

Au commencement de l'année 1897, la *Chambre d'agriculture* du Tonkin s'est légitimement émue de la situation faite à la colonie par cette absence de régle-

mentation (1). L'un des membres, ayant signalé la difficulté de recruter de la main-d'œuvre dans les plantations éloignées du Delta, par suite du peu de cas que font les indigènes des contrats signés avec les Européens, le Comité a formulé le vœu suivant :

« Le comité prie le Protectorat, d'étudier la question au point de vue administratif et judiciaire, et, de rechercher les moyens de rendre plus solides et plus durables les engagements des indigènes, embauchés pour travailler chez les colons (2). »

Rien n'était fait au milieu de l'année 1898, car nous voyons la Chambre de Commerce de Hanoï, dans sa séance du 16 mai 1898, s'associer au vœu émis par la Chambre d'Agriculture et tendant à ce que, la réglementation de la main-d'œuvre indigène « soit enfin arrêtée sur les bases fixées par la commission spéciale instituée à cet effet (3). »

La Chambre de Commerce de Hanoï n'a pas été davantage écoutée que la chambre d'agriculture du Ton-

1. Nous omettons volontairement de citer l'arrêté du 17 août 1896 (*Officiel. Indo-Chine*, 2^e partie, 20 août 1896) qui ne réglemente nullement le contrat le travail en Indo-Chine ; mais détermine seulement vis-à-vis de l'administration annamite, la situation des ouvriers agricoles indigènes établis sur des terrains ruraux concédés à des Français au Tonkin.

2. *Quinzaine coloniale*, 25 mars 1897.

3. *Quinzaine coloniale*, 25 juillet 1898,

kin et rien encore n'est venu donner satisfaction aux réclamations de nos compatriotes.

On peut s'étonner que l'attention du Gouverneur général de l'Indo-Chine ne se soit pas davantage portée de ce côté ; mais il est permis de croire que sous peu, nous aurons une solution.

Cette solution est d'autant plus probable, qu'un arrêté, pris à Hanoï le 16 septembre 1897, institue une commission, ayant à sa tête le président de la cour d'appel, chargée d'élaborer un règlement concernant les rapports des patrons européens avec leurs domestiques indigènes, et, de déterminer le mode d'application de ce règlement (1).

Du reste, toutes les parties de notre domaine colonial indo-chinois n'ont pas été, à ce point, négligée :

1. L'arrêté s'exprime ainsi dans sa première partie :

« Le gouverneur général de l'Indo-Chine :

Vu la pétition présentée par M. Deloustal, au nom d'un certain nombre d'habitants de la ville de Hanoï, à l'effet d'obtenir une juridiction spéciale pour régler les différends entre les Européens et les domestiques indigènes.

Vu la lettre en date du 13 août 1897 de M. le procureur général concluant à l'établissement d'une réglementation de travail entre patrons européens et domestiques indigènes sur la proposition du résident supérieur au Tonkin, etc... »

Ce ne sera évidemment qu'une réglementation toute spéciale, mais il n'en n'est pas moins vrai qu'un premier pas sera fait qui pourrait entraîner à des mesures plus générales.

Un arrêté du 5 novembre 1896, assure aux Européens et assimilés, qui se livrent à l'agriculture ou à l'élevage, en Cochinchine, le recrutement de la main-d'œuvre.

Les dispositions de cet arrêté peuvent se résumer ainsi :

1^o A partir du 1^{er} janvier 1897, exemption pour tout travailleur indigène au service d'Européen, *pendant la durée de son engagement*, de tout impôt.

2^o A cet effet, sur déclaration de l'engagiste, une carte de séjour ou d'identité avec lieu de résidence, et nom du patron au service duquel il est engagé, est remise à chaque indigène ;

3^o La déclaration de l'engagiste à l'administrateur ou au maire de Saïgon, doit toujours être accompagnée d'un exemplaire du contrat, passé entre lui et chaque engagé ;

4^o La carte spéciale délivrée à l'engagé, n'est valable, qu'autant qu'elle est renouvelée chaque année.

Cet arrêté, malheureusement, n'a pas tardé à soulever de vives objections. Les critiques se sont produites à l'occasion d'une circulaire du Lieutenant-Gouverneur du 24 juillet 1897, interprétant les dispositions de l'arrêté.

D'après la circulaire du 24 juillet « un inscrit contractant un engagement dans le courant de l'année doit acquitter les taxes locales et régionales pour lesquelles il aurait été porté sur les rôles. Le dégrève-

ment et le remboursement de droits perçus ne peut être accordé qu'en cas d'erreur de classement. »

Or, comme l'a très bien fait remarquer un des membres du *Comité des Planteurs de Cochinchine*, comité qui étudia la question dans ses séances des 3 et 9 août 1897, il semble qu'il y ait contradiction entre la circulaire du 24 juillet et l'arrêté du 5 novembre 1896. Elle tend à établir que les engagements ne peuvent être reçus qu'à une certaine époque, alors qu'ils sont valables à toute époque de l'année et pour une durée quelconque. D'après la nouvelle réglementation, il suffirait qu'un indigène eût été compris sur les rôles d'impôt, établis ordinairement en octobre ou en novembre, pour que, dans les trois premiers mois de l'année suivante, il dût payer, intégralement, les taxes afférentes à son inscription, quand bien même il aurait passé, depuis l'établissement des dits rôles, un contrat avec un colon français.

Tel n'est pas du tout, pensons-nous, l'esprit de l'arrêté de 1896, et vouloir lui donner ce sens serait aller absolument contre le but qu'il s'est proposé; entraver et supprimer peut-être les engagements alors qu'il est indispensable de les favoriser.

Aussi bien nous rallions-nous entièrement au projet d'arrêté adopté dans la réunion du 9 août 1897, par le *Syndicat des Planteurs* et dont les principales dispositions suivent: —

Art. 1^{er} — Les engagements peuvent être contractés

à toute époque de l'année pour une durée quelconque.

Art. 2. — L'engagé aura droit au remboursement ou au dégrèvement de l'impôt, proportionnellement à la durée de l'engagement ; il ne pourra, pendant ce même temps, être recherché pour aucune corvée ni prestation en nature.

Art. 3. — Tout engagé, quittant avant l'expiration du contrat, le service de l'engagiste, sera astreint au paiement de la totalité des impôts incombant, pour l'année suivante, aux inscrits du village où il sera admis. Les notables ne pourront l'inscrire qu'après la résiliation du contrat.

De la sorte, non seulement tout équivoque disparaîtrait, mais, les colons par l'article 3, seraient protégés contre les tentatives de rupture du contrat de la part des travailleurs, et, pourraient compter ainsi, sur une main-d'œuvre, à la discrétion de laquelle ils ne seraient pas entièrement soumis (1).

En avril 1898 malgré une promesse antérieure (2) du Gouverneur général, rien n'était encore officiellement décidé, relativement à ces contestations. Voici, à ce sujet, ce que nous dit la *Quinzaine Coloniale*, dans son numéro du 10 juillet 1898 : « Le Comité des Planteurs européens dans la séance du 22 avril dernier

1. En sens contraire voir l'article de la *Quinzaine coloniale* du 15 octobre 1897.

2. *Quinzaine coloniale*, 10 décembre 1897.

s'est occupé des négociations engagées avec le Gouverneur général pour l'emploi des coolies, amenés d'Annam en Cochinchine. M. Paris, président, a donné lecture à ce sujet, d'une lettre de M. Josseline, qui se plaint vivement des lenteurs administratives apportées à la réalisation de la promesse faite par M. Doumer.

M. Josseline, cite, pour comparaison, l'exemple de cette colonie modèle, les Indes Néerlandaises où les exploitations françaises qui y existent, sont assurées de ne jamais manquer de main-d'œuvre, grâce aux précautions prises par l'administration. Nos plantations dans nos propres colonies, végéteront, et échoueront, au contraire, tant qu'une législation de la main-d'œuvre n'aura pas été édictée ».

Ces observations n'ont pas besoin de commentaire ; nos compatriotes installés en Cochinchine, sont mieux placés que quiconque pour déplorer le tort considérable, que leur cause cette sorte de réglementation batarde du contrat de travail.

Il faut espérer que leurs réclamations ne tardent que le moment de recevoir un accueil favorable et que leurs vœux seront, sous peu, sanctionnés.

Madagascar est la seule colonie où l'on ait procédé à une réglementation légale du contrat de travail.

Elle a son point de départ dans un arrêté du général Gallieni en date du 27 décembre 1896 (1), et, depuis,

1. *Journal officiel de Madagascar*, 6 novembre 1896.

toute une série d'arrêtés est venue introduire une réglementation semblable dans différentes provinces de l'île.

« La faible densité de la population, son naturel apathique, ses besoins limités, ne permettaient pas de compter sur l'offre spontanée, pour assurer à nos entreprises commerciales, industrielles et agricoles, les bras nécessaires. La suppression de l'esclavage coïncidant avec les débuts de la colonisation rendait d'autant plus urgente l'adoption de dispositions destinées à augmenter la stabilité et la quantité de la main-d'œuvre, et, même, il importait, vu l'état troublé du pays, de renforcer les règlements ayant pour objet la sûreté générale. C'est à ce double but que répondait l'acte du 27 décembre 1896, base de la législation actuelle du travail indigène à Madagascar » (1).

Le projet de cet arrêté fut élaboré par une Commission instituée par la circulaire du 5 novembre 1896, et composée d'officiers, de fonctionnaires, de colons et de notabilités indigènes.

Les mesures contenues dans l'arrêté du 27 décembre 1896 (2) peuvent se ramener à trois chefs principaux :

1° Tous les indigènes, du sexe masculin, de 16 à 60 ans. sans subsistance, sont soumis à une formalité

1. *Rapport d'ensemble du général Gallieni, sur la situation générale de Madagascar*, tome I, page 434.

2. *Journal officiel de Madagascar*, 2 janvier 1897.

spéciale, destinée à permettre à l'autorité, de savoir quelle est leur situation, au point de vue du travail. Cette formalité consiste en l'obligation, pour chaque employé, d'avoir un livret individuel qu'il est tenu de présenter à toute réquisition. Ce livret doit mentionner, en toutes lettres, le salaire mensuel de l'employé, approuvé par l'émargement de celui-ci, ainsi que les sommes pouvant être dues par l'employé à l'employeur où réciproquement. Il spécifiera également, le mode d'engagement, la durée du contrat, le prix fixé, et tous les renseignements relatifs à l'ouvrier, (art. 1 et 2). « Autant que possible, les livrets individuels devront porter, collées sur la case réservée à cet effet, les photographies des détenteurs (art. 3). »

2° A l'imitation du décret de 1852, des prescriptions sont édictées en vue d'empêcher les indigènes de se soustraire à l'obligation de travailler. Tout indigène qui n'a pas un livret parfaitement en règle et à jour (le livret ne doit pas rester plus d'un mois sans être signé par l'employeur), est considéré comme « vagabond » ne pouvant justifier de ses moyens d'existence.

Il est passible d'une peine de 3 à 6 mois de prison, et, classé à l'expiration de son emprisonnement, dans la catégorie des travailleurs employés sur les chantiers de l'état, où il resie un temps, dont la durée est triple de celle de sa peine (art. 2, art. 7).

3° Enfin le décret du 27 décembre 1896 réglemente

le contrat de travail au triple point de vue des clauses, des obligations et des sanctions.

Tout contrat doit s'expliquer : 1° sur la durée de l'engagement qui peut être :

a) D'un an au moins.

b) D'un an, ou plus, avec maximum de cinq années, renouvelables au gré des deux parties.

2° Sur le mode et le délai de paiement du salaire, (art. 4).

Un certain nombre d'obligations sont imposées à l'employeur quel que soit le contrat :

1° Au cas où l'employeur fournit le logement, celui-ci devra se trouver dans des conditions de salubrité et d'hygiène telles, que la santé de l'employé ne puisse en souffrir.

2° Dans les exploitations agricoles de plus de 25 ouvriers, les médicaments doivent être fournis par l'employeur.

3° La somme de travail qui pourra être demandée aux ouvriers, ne devra pas dépasser dix heures par jour (1).

Les sanctions pénales sont organisées, dans l'arrêté du 27 décembre, d'une façon particulière : tandis que le décret de 1852, gardait une symétrie parfaite entre

1. Bien que l'arrêté ne rende le travail obligatoire que pour les hommes, les employeurs pourront utiliser les femmes qui recevront un livret, si elles le demandent.

la situation de l'indigène et celle de l'employeur européen, l'arrêté qui nous occupe, s'écarte absolument de cette voie.

Si l'inexécution du contrat provient de l'indigène, une sanction pénale très énergique lui est appliquée : « Tout employé ou ouvrier s'absentant sans motif valable, de 1 à 5 jours, perdra le salaire du nombre de jours double à la durée de l'absence. Tout individu s'absentant pendant plus de 5 jours sera déféré devant les tribunaux compétents ».

Jusqu'à-là, l'arrêté ne fait que se conformer aux précédents, et, nous avons admis qu'il était indispensable pour la sécurité des colons d'édicter de semblables règles. Mais nous avons reconnu également, qu'il était équitable de prescrire une peine à l'employeur, manquant à ses obligations. Or, nous ne trouvons rien dans l'arrêté qui puisse donner satisfaction sur ce point ; la seule sanction au cas où le patron n'exécuterait pas le contrat, est le droit pour l'employé d'en requérir l'annulation (art. 5, § 4).

Il y a là, évidemment, quelque chose d'anormal et de choquant, au premier abord, mais il ne faut pas oublier avant de critiquer un arrêté qui réunit, en somme, dans la majorité de ses articles toutes, les qualités d'une parfaite réglementation du contrat de travail, l'époque et le milieu où il fut pris. Actuellement, la pacification de Madagascar est une chose à peu près accomplie, l'esclavage complètement disparu : Il en

était tout autrement à la fin de l'année 1896 ; il s'agissait alors de fournir, coûte que coûte, la main-d'œuvre nécessaire aux travaux de la colonie, et, on ne pouvait atteindre ce but, qu'en édictant des peines spéciales contre le vagabondage, et qu'en sanctionnant sévèrement, les manquements au contrat de travail.

Ainsi s'expliquent ces dernières dispositions qui, comme nous allons pouvoir le constater bientôt, sont sur le point d'être remaniées.

L'arrêté du 27 décembre 1896 n'était pour ainsi dire que le premier jalon, posé par le général Gallieni, sur la route si ardue de la colonisation à Madagascar ; c'était, en quelque sorte, la première pierre sur laquelle le Gouverneur-général espérait édifier une réglementation définitive de la main-d'œuvre.

Il suffit, en effet, de feuilleter le *Journal officiel de Madagascar*, pour voir avec quel soin et quel souci des moindres détails le général Gallieni a procédé. Actuellement, une quinzaine de provinces de Madagascar, sont pourvues d'une réglementation particulière du contrat de travail. Ces différents arrêtés s'inspirent tous, il est vrai, assez directement de l'arrêté de décembre 1896 ; mais chacun, cependant, a son caractère propre et parfaitement approprié au milieu pour lequel il est fait.

Il serait peut-être intéressant d'en rechercher les particularités, d'en noter les points principaux ; mais cela nous entraînerait trop loin ; nous ne pouvons que

renvoyer à ce sujet au *Journal officiel de Madagascar*, on y trouvera tous les actes dont nous parlons (1).

1. Voici la nomenclature de ces arrêtés avec la date des Journaux officiels qui les contiennent:

1. — Arrêté 467 du 8 mars 1897, réglementant le travail des indigènes dans la circonscription de *Diégo-Suarez* (*officiel Madagascar*, 17 mars 1897).

2. — Arrêté 529, du 24 mars 1897 réglementant le travail des indigènes dans le cercle de *Moramenza* (*off. Mad.* 31 mars 1897).

3. — Arrêté 597, du 14 avril 1897, réglementant le travail des indigènes dans la province d'*Andévorante* (*off. Mad.* 17 avril 1897).

4. — Arrêté 660, du 3 mai 1897, réglementant le travail des indigènes dans la province *Betsiléo* (*off. Madag.* 11 mai 1897).

5. — Arrêté 922, du 25 août 1897, réglementant la main-d'œuvre dans la province de *Majunga* (*off. Mad.* 31 août 1897).

6. — Arrêté 923, du 25 août 1897, fixant la main-d'œuvre dans la province de *Farafangana* (*off. Mad.* 31 août 1897).

7. — Arrêté 933, du 26 août 1897, réglementant le travail des indigènes dans la province de *Mananjary* (*off. (Mad.* 7 septembre 1897).

8. — Arrêté 973 du 10 septembre 1897, réglementant le travail des indigènes dans la province de *Vohémar* (*off. Madag.* 16 septembre 1897).

9. — Arrêté 1088, du 28 octobre 1897, réglementant le travail des indigènes dans la province de *Nossi-Bé* (*off. Mad.* 4 novembre 1897).

10. — Arrêté 1304 du 31 décembre 1897, réglementant la

Ce n'est pas là, cependant, l'œuvre complète du général Galliéni, ni l'ensemble de ses travaux sur la réglementation de la main-d'œuvre. A cette délicate question du recrutement des travailleurs et à la mission si ardue qu'il s'était donnée de procurer des ouvriers aux colons de la Grande-Ile, il s'adonna avec un zèle si grand et un désir si marqué, que nul obstacle ne parvint à le décourager ni même à ralentir sa marche.

Nous verrons dans le chapitre qui va suivre quels abus il dut combattre et comment il sut s'en rendre maître. Pour l'instant, il nous appartient de connaître les toutes récentes dispositions, qui, sous son désir, vont modifier très prochainement, la réglementation actuelle.

main-d'œuvre dans le cercle d'*Anatalava* (*off. Mad.* 11 janvier 1898).

11. — Arrêté 1394, du 23 janvier 1893, portant réglementation du travail des indigènes dans le cercle annexe de *Fort Dauphin* (*off.* 10 février 1898.)

12. — Arrêté 1458, du 9 février 1898, réglementant le travail dans la province de *Maroantsetra* (*off. Mad.* 3 mars 1898.)

13. — Arrêté 1858 du 6 juin 1898, portant réglementation du travail dans la province de *Tamatave* (*off. Mad.* 11 juin 1898).

14. — Arrêté 1913, du 28 juin 1898, portant réglementation du travail des indigènes et des contrats de travail dans la province de *Fénérive* (*off. Mad.* 5 juillet 1898).

15. — Arrêté du 26 juillet 1898, réglementant le travail des indigènes dans la province de *Tuléar* (*off. Mad.* 22 septembre 1898).

Le 25 février 1899 (1) le Général Galliéni « considérant que l'expérience de deux années, avait montré que des progrès étaient à réaliser et les réformes à faire » instituait une Commission, composée de neuf membres, chargée de réviser la réglementation de la main-d'œuvre en Emyrne.

Le *Journal officiel de Madagascar* du 22 avril 1889, nous apprend que la Commission a terminé ses travaux. Après une dernière discussion, dans une séance générale où avaient été convoqués les colons présents à Tananarive, la commission a arrêté un projet de Décret, que le gouverneur général a adressé au Ministre des colonies, pour être soumis à la sanction du Président de la République.

Ce projet de décret, comprend 6 titres et 38 articles (2).

Comme le décret de 1896 et pour les mêmes raisons, il soumet d'abord tous les indigènes valides, du sexe masculin, à l'obligation d'un livret individuel ; seulement, le délit de vagabondage est caractérisé ici d'une façon plus particulière, et ne résulte pas tout à fait des mêmes causes : « Tout indigène valide, du sexe masculin dit l'art. I du Projet, âgé de 16 à 60 ans, qui ne paie pas 6 francs d'impôt foncier au maximum, qui n'est

1. *Journal officiel Madagascar*, 11 mars 1899.

2. Dans l'analyse de ce projet, nous laisserons de côté, pour en parler dans le chapitre suivant, tout ce qui a trait aux dispenses des prestations.

pas porteur engagé, ouvrier d'art, ou n'exerce pas une profession patentée *est considéré comme vagabond et astreint au travail.* »

Le titre II, qui traite des *conventions de travail*, renferme également des dispositions toutes nouvelles.

Tandis qu'antérieurement, le contrat de louage de service était le seul adopté, sont réputés, dorénavant, engagements de travail, les conventions faites par des ouvriers avec un employeur :

1° Pour louage de services, d'ouvrages ou d'industrie ;

2° Pour fermage :

3° Pour colonage partiaire (1) (art. 4).

Les contrats de louage de services d'ouvrages ou d'industrie doivent prévoir :

1° La durée de l'engagement qui, comme dans le décret de 1896, ne peut être supérieure à 5 années ;

2° Le nombre de journées de travail par mois, qui ne peut être inférieur à 20.

3° Le nombre d'heures de travail journalier, sans que ce nombre puisse être supérieur à 10 ni inférieur à 6.

Tout les contrats doivent être visés par les chefs de

1. Nous trouvons ainsi mise en pratique la circulaire du général Galliéri du 22 janvier 1899 : nous ne pouvons que renvoyer au passage que nous avons cité (p. 47) et dans lequel étaient indiqués les avantages de ces deux nouveaux modes de cultures.

province ou leurs délégués, et seulement, après que ceux-ci se seront assurés que les engagés ont pleine connaissance de leurs obligations, des avantages offerts et les acceptent (art. 6)

Les ouvriers vont donc pouvoir fournir leur travail en toute sécurité : leurs obligations sont, du reste, strictement déterminées. Le titre IV, tout entier, est consacré à la matière :

L'employé est obligé de travailler pour l'employeur, jusqu'à la résiliation ou fin de son engagement (art. 13) sinon il peut être déclaré en état d'*absence*. Si l'absence résulte de l'autorisation de l'employeur, d'un cas de force majeure, d'une maladie ou d'un ordre supérieur quelconque, elle est *légale* et par conséquent non reprehensible. Dans tout autre cas, au contraire, elle est *illégal*e et constitue si elle se prolonge plus de 5 jours la *désertion* ; si la désertion dure plus de 20 jours, l'employé est réputé en *état de vagabondage*.

Des obligations non moins précises sont imposées à l'employeur (titre V).

1° Il doit tenir le livret de l'employé à jour et le viser dans certains délais (art. 21 et 22).

2° Il est obligé, sauf le cas de force majeure, de régler au plus tard, dans les six premiers jours de chaque mois, les salaires de ses employés :

3° Il ne peut opérer aucune retenue sur le salaire des engagés si ce n'est : a) pour le remboursement des amendes, frais de justice, etc... encourus par les enga-

gés et dont ils auraient été déclarés civilement responsables; b) pour les journées d'absence légale ou illégale; c) pour le remboursement des avances en argent; d) pour le paiement des dommages, auxquels l'employé peut avoir été condamné, pour perte d'outils, dégâts sur la propriété, etc...

Les susdites retenues ne pourront, dans tous les cas, s'effectuer, qu'à raison du tiers du salaire acquis pendant le mois.

Les peines édictées contre les indigènes « vagabonds » sont, quoique légèrement aggravées, sensiblement les mêmes que celles de l'arrêté de 1896 : Tandis que sous l'empire de l'arrêté du 1896, elles variaient entre 3 et 6 mois de prison, avec la nouvelle législation elles seront de 15 à 100 francs d'amende et de 1 à 6 mois de prison, ou de l'une de ces deux peines seulement (art. 30).

En outre, tout engagé coupable de désertion, ainsi que tout indigène non muni de livret, ou dont le livret n'est pas à jour, est passible d'une peine de 5 à 15 francs d'amende et de 8 jours à un mois de prison ou de l'une de ces deux peines seulement. (art. 31).

L'absence illégale est, de même, punie d'une retenue de salaire calculée, d'après le double des journées d'absence.

La même disposition existait dans l'arrêté de 1896, mais ce qu'il y a de nouveau ici, c'est que cette retenue de salaire, peut être attribuée à l'employeur, à titre de dommages-intérêts (art. 32).

Enfin, autre innovation : quiconque, par dons ou menaces, aura déterminé ou excité des gens de travail à abandonner l'exploitation ou l'atelier auquel ils étaient attachés, sera puni d'un emprisonnement de 3 mois à un an, et d'une amende de 50 à 250 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

Mais ce ne sont pas là les sanctions pénales les plus intéressantes : nous reviendrons, au chapitre suivant, sur ce projet, et nous verrons que cette fois, l'employeur n'échappe plus aux responsabilités qu'il pourrait encourir vis-à-vis de ses employés.

Tels sont, sommairement analysés, les seuls règlements de travail appliqués dans nos colonies d'exploitation.

Le résultat, certes, est loin de répondre aux vues d'une politique coloniale avisée et prévoyante. La mise en valeur du sol ne peut avoir quelque chance d'aboutir, que si l'employeur européen est assuré de rencontrer dans la colonie, des hommes sur lesquels il puisse compter, non seulement pendant plusieurs jours, ou plusieurs mois, mais pendant tout le temps nécessaire à ses travaux.

Les entreprises coloniales sont particulièrement longues et délicates. Les avances de capitaux qu'elles exigent, sont parfois considérables, les risques auxquels elles exposent, toujours très grands. Si, à ces difficultés inhérentes à l'opération, s'ajoute pour l'entre-

preneur, l'incertitude d'avoir à sa disposition une main-d'œuvre sûre, on arrive à couvrir d'obstacles infranchissables, une route hérissée déjà d'aspérités nombreuses.

Aussi bien les plaintes de nos compatriotes sont-elles vives; l'écho nous en arrive bien atténué en France, mais pourvu que l'on veuille bien réfléchir, et que l'on se donne la peine d'envisager la situation, on ne tarde pas à s'apercevoir qu'elles sont pleinement justifiées. Evidemment, la tâche des pouvoirs publics est loin d'être sans difficultés, mais, — et l'exemple de Madagascar le prouve bien, — elle n'est pas non plus irréalisable : et peut-être suffirait-il d'un peu plus de stabilité chez les hauts fonctionnaires coloniaux, et de plus de continuité de vues, à l'Administration centrale, pour la mener à bien.

CHAPITRE V

La main-d'œuvre libre mais forcée.

La corvée : son application dans nos colonies et
pays de protectorat.

Il existe aux colonies, en outre des ressources de travail fournies librement par les indigènes, une forme de main-d'œuvre toute particulière, qui se rencontre même dans les sociétés avancées ; nous voulons parler de la *corvée*.

La corvée consiste en prestations en nature imposées à certains individus, soit au profit de l'Etat, soit au profit d'un chef de village ou de tribu.

Sans présenter, en aucune façon, les inconvénients de l'esclavage, — car on oblige seulement ici les gens à distraire de la gestion de leurs intérêts particuliers, un temps relativement court, — la corvée, réunit au premier chef, les qualités essentielles de la main-d'œuvre coloniale : le bon marché et la sûreté. Les services en

effet, ne sont pas rémunérés et les obligations sont sanctionnées par la loi.

Une nation colonisatrice se trouve-t-elle en présence d'une telle institution? Elle devra, évidemment, en faire disparaître les abus, éliminer de ses procédés tout arbitraire; mais, elle devra bien se garder de la supprimer systématiquement, sans en tirer parti, et surtout sans essayer de l'ériger en service organisé sur des bases justes et équitables.

Ce sens pratique ne nous a pas fait défaut, et, dans nos colonies, nous nous sommes inspirés, relativement à ce dernier mode d'organisation du travail, d'une politique prudente et sage.

Dans certaines parties de notre Soudan, la corvée avait donné lieu à de tels abus, qu'elle était devenue odieuse aux populations. Nous n'avons pas hésité à la supprimer. Nous l'avons conservée, au contraire, dans la Guinée française (1).

Du reste, sur presque toute la côte occidentale d'Afrique, la corvée existe, mais elle n'est pas réglementée. Les administrateurs, quand ils ont besoin de faire exécuter un service public, réquisitionnent des noirs, mais aucun texte ne détermine les obligations réciproques des parties (2).

1. M. Leseur. Cours de législation et économie colon. 1897-1898.

2. Renseignements fournis par « l'*Office Colonial* ».

Il en est tout autrement dans nos autres colonies d'exploitation :

En Annam, la corvée existait de longue date ; avant la conquête française, l'administration annamite n'avait pas d'autre procédé pour assurer, tout au moins d'une façon régulière, l'exécution des travaux publics. La loi ne fixait pas le nombre de jours de corvée, elle se bornait à interdire aux mandarins de requérir les ouvriers, sans utilité, ou de les employer pour leur service personnel, sous peine du bâton ou autres châtimens plus graves ; elle défendait, en outre, de les convoquer aux époques où tous les bras sont nécessaires à l'agriculture (1).

Le contingent de journées à fournir par chaque commune (2) était fixé par l'autorité supérieure pro-

1. Luro. *Le pays d'Annam. Etude sur l'organisation politique et sociale des annamites*, p. 180 et suiv.

2. Le groupement communal est la base de l'administration annamite ; dans l'Annam, la commune s'administre elle-même et n'est point soumise à la tutelle de l'Etat. Elle donne son avis sur la répartition de l'impôt et c'est elle qui le perçoit ; elle fait, avec ses propres ressources, et, après en avoir pris l'initiative, les travaux d'utilité publique qui l'intéressent et qui lui sont nécessaires.

La population de la commune se divise en deux classes : les gens *inscrits* sur les rôles d'impôts (Dzau-Bô) et les gens *non inscrits* (Dzau-Laù). Les premiers seuls prennent part aux affaires communales.

(Pour de plus amples détails, voir M. de Lanessan. *L'Expansion coloniale de la France*, p. 531, et Luro, ouvrage cité).

portionnellement au nombre des inscrits. Le maire et les notables spéciaux conduisaient les travailleurs à la corvée et les y surveillaient. Tout inscrit corvéable, avait d'ailleurs le droit de se faire remplacer par un serviteur.

Telles quelles, les corvées nous ont rendu les plus grands services. Dans son ouvrage sur la *Colonisation française en Indo-Chine*, M. de Lanessan nous signale de quelle utilité elles nous ont été : « Pour les digues et les routes du Delta, dont une quantité considérable a été faite en 1892, 1893 et 1894, on a utilisé les corvées indigènes. En 1892 et en 1893, il a été construit par les corvées plus de 100 kilomètres de digues neuves, et réparé plus du triple de digues anciennes, d'une valeur totale estimée par les services techniques à 290.000 piastres pour les travaux neufs, et 208.000 piastres, pour les travaux d'entretien, soit une valeur d'environ 500.000 piastres... Sur les 886.000 piastres représentant la valeur et les travaux de routes exécutés, 400.000 piastres seulement furent payées en argent, 272.000 piastres en dégrèvements accordés aux villages : le reste représente les corvées gratuites (1). »

Nous avons dû, toutefois, dans ces dernières années, introduire dans ce mode de travail, certaines modifications. Si la corvée, mettait, en effet, à notre dispo-

1 De Lanessan. *Colonisation française en Indo-Chine*, p. 301 et suiv.

sition, un stock considérable de travailleurs, il restait, néanmoins, à exécuter un grand nombre de travaux publics pour lesquels des ressources en argent eussent été préférables. Aussi, l'arrêté du 30 octobre 1897 (1) vint-il apporter d'assez profondes modifications.

Tandis que, jusque-là, l'impôt des corvées qui, du reste, n'avait été l'objet d'aucune réglementation de la part de l'administration française, pesait inégalement sur les populations, et variait avec chaque région, l'arrêté du 30 octobre 1897, fixe à trente, le nombre de journées de travail, à fournir, en Annam, par inscrit et par an (art. 1).

Mais ce qu'il y a de particulièrement curieux dans cet acte, et aussi de tout nouveau, c'est que, sur ces 30 journées (10 étant abandonnées aux communes pour les travaux de petite vicinalité), il en est 10 dont le rachat, est non pas facultatif, mais *imposé*, moyennant un taux officiel de 10 cents par journée. Les villages ont, en outre, la faculté de racheter au même taux, la moitié ou la totalité des 10 journées restantes (art. 2). Le recouvrement du montant du rachat des corvées est effectué dans chaque province, en deux termes, par les soins des résidents, sous la responsabilité des autorités communales.

1. *Journal officiel de l'Indo-Chine française*, 2^e partie, 9 novembre 1897.

Comme on voit, la réforme était des plus intéressantes ; les résultats en furent très appréciables.

Une réorganisation complète du régime financier de l'Annam, qui eut le très grand avantage, de confier à l'administration française, la perception des impôts et la comptabilité publique, vint changer de nouveau la législation à cet égard. Le 4 août 1898 (1). M. Doumer, prenait un arrêté rapportant les précédentes dispositions, et une Ordonnance du roi d'Annam, du 15 août 1898, rendue exécutoire par l'arrêté du 22 août (2) de la même année, consacrait la réforme : Considérant que « l'organisation financière du Royaume est défectueuse et que la perception des impôts donne lieu à de nombreux abus », le roi d'Annam, décide qu'à dater du 1^{er} janvier 1899, les impôts seront *seulement* perçus en argent. L'impôt personnel et l'impôt du rachat des corvées, donnant lieu, jusqu'à ce jour, à une double perception, ne formeront plus qu'un seul impôt.

« Les corvées sont complètement supprimées, dit l'Ordonnance, puisqu'elles sont rachetées par le paiement de l'impôt. »

On ne peut que louer le Gouverneur Général de l'Indo-Chine d'un tel résultat, car bien évidemment, ce n'est qu'en mettant aux mains de la France, les finan-

1. *Bulletin officiel de l'Indo-Chine français*, 2^e part., p. 1311.

2. *Bulletin officiel de l'Indo-Chine française*, 2^e partie, p. 1363-1364.

ces de l'Annam, que nous pourrions mener à bien la constitution de l'outillage économique indispensable à la prospérité de la colonie.

De plus, les avantages de la corvée subsistent toujours, car il est très adroitement spécifié dans l'ordonnance du 15 août 1898 que « pour un travail d'intérêt général décidé par le Résident supérieur et le Comat, les villages devront fournir des coolies au taux du rachat de la journée de corvée, soit à 0 piastre 10 par journée. »

Au Tonkin, proprement dit, la législation relative à la corvée est des plus intéressantes à étudier. Aujourd'hui, il est vrai, comme en Annam, sa suppression est une chose accomplie, mais elle a été pendant de longues années si soigneusement réglée, elle a fourni une main-d'œuvre si précieuse qu'il ne paraît pas possible de n'en pas parler.

Dès les premières années, sinon de la conquête, du moins de la colonisation proprement dite, une Ordonnance (1) du Kinh-Luoc venait réglementer les corvées à fournir par les villages : l'Ordonnance du 18 octobre 1886 fixe à 48 le chiffre des journées de corvées dues, par an et par inscrit ; le rachat par les villages est toujours possible, mais ceux-ci ne peuvent se

1. Gautier. *Recueil de législation. Annam, Tonkin*, 1895, p. 127.

libérer que de la moitié au plus de cette contribution et au prix de 5 tiens par journée.

La corvée, cependant, manquerait son but, si sous le prétexte de faciliter les travaux publics, elle désorganisait les cultures et les entreprises privées; l'Ordonnance évite soigneusement l'écueil, en stipulant que dans la mesure du possible, les corvées « doivent être réquisitionnées, aux époques où les grands travaux du labourage, du repiquage de la moisson et du battage du riz, sont terminés ».

Il est enfin recommandé aux fonctionnaires indigènes, de veiller, d'accord avec les chefs de canton, à ce que les corvées réquisitionnées, soient inscrites régulièrement pour chaque village, et à ce que leur chiffre réglementaire, ne soit jamais dépassé.

Le souci de la mise en valeur de la colonie, de la création et de l'entretien des voies de communication, l'organisation du travail la plus profitable à établir, se rencontrent, exposées quelques années après, dans une Circulaire du 7 août 1888 (1) adressée aux Résidents au sujet « des routes et des corvées ».

Il importe, dit en substance, la note dont nous parlons, d'exiger intégralement les prestations en nature, dues à l'Etat par les Annamites, et de les consacrer exclusivement, à des travaux d'utilité publique. Toutefois, pour ne rien négliger, on laissera à la disposition

1. Gautier. *Ouvrage cité*, p. 127.

de chaque village, 4 ou 5 journées, par inscrit, et même plus, s'il y a nécessité, pour la création ou la mise en état de viabilité des chemins destinés à relier ces villages à la grande artère la plus proche.

Dans tous les cas, le travail à la tâche doit être employé de préférence. Si le travail à exécuter est important et demande, par exemple, à l'estimation, plus de 20 jours, il ne faut pas hésiter à promettre aux corvéables intéressés, la libération complète pour toute l'année après l'achèvement de leur tâche. Quand le travail sera de moindre importance, cela ne devra nullement empêcher de déterminer les tâches, en évaluant très largement le travail fait, dans le décompte des journées dues ; de la sorte, on pourra compter en moyenne une journée de travail à la tâche, pour 3 corvées.

On peut difficilement tracer de meilleur programme de l'organisation du travail et intéresser davantage l'indigène à fournir son activité pour le plus grand bien de la colonie. Aussi, un arrêté du 23 février 1889 (1); venait-il, peu de temps après, sanctionner quelques-unes de ces prescriptions, tout en introduisant plusieurs innovations sur certains points.

Les prestations dues à l'Etat, tout en restant toujours fixées à 48 journées de corvée, par inscrit et par an, ne sont plus réparties de la même façon: sur ces 48 journées, 4 sont désormais réservées pour les besoins

1. Gauter, *ouv. cité*, p. 128.

des villages, les 44 autres étant attribuées aux services du Protectorat. Le rachat des corvées dues au Protectorat est toujours permis, mais les 4 journées dues aux villages, doivent être fournies en nature et non en argent.

Jusqu'alors cependant, si nous avons vu l'obligation de payer les corvées en nature, nous n'avons nullement rencontré l'obligation du rachat. Pour la première fois, cette mesure apparaît au Tonkin, dans l'arrêté du 30 juin 1899 (1) modifiant celui du 23 février 1889.

Cet arrêté réglemente, du reste, l'impôt des corvées, sur des bases toutes nouvelles, et ne laisse subsister, pour ainsi dire rien, des précédentes dispositions ;

Le nombre de journées de travail, qui auparavant était de 48, est réduit à 30 par inscrit et par an (art. 1) ; par contre, le nombre de journées réservées aux villages, augmente, et est porté de 4 à 10 ; ces 10 journées devront être employées, sous le contrôle des Résidents et des mandarins provinciaux, à l'amélioration des petites voies de communication, parmi lesquelles l'arrêté cite : les sentiers d'exploitation, les sentiers reliant chaque village aux villages voisins, les chemins reliant chaque village au chef-lieu de canton, les petites digues etc..., (art. 2). Quant aux 20 autres journées, elles seront *obligatoirement* rachetables au taux de 0 piastre 10 cents par journée, et le produit en sera affecté à la

1. Gautier. *Ouvrage cité*, p. 129.

création de voies de communication d'intérêt général, à l'entretien et à l'amélioration de celles existantes, (art. 3 et 7).

Les corvées avaient donc une organisation solidement établies et on s'explique aisément les services qu'elles ont rendus.

Tous les inscrits, du reste, n'étaient pas aveuglément soumis à l'impôt, et, dans certaines circonstances, d'heureuses exemptions savaient récompenser les travailleurs, et, faciliter aux colons, le recrutement de la main-d'œuvre. C'est d'abord, une Décision prise par le gouverneur général, M. de Lanessan, le 4 janvier 1892 (1), déchargeant de l'impôt du rachat des corvées tous les corvéables ayant pris part à l'établissement des routes du Delta; puis une Circulaire du 14 novembre 1893 (2) qui prescrit d'exonérer de la réquisition, les indigènes employés dans une exploitation agricole.

Depuis quelque temps, en effet, le *Syndicat des planteurs du Tonkin* était en instance auprès du Résident supérieur, pour obtenir que les ouvriers agricoles stables dans leurs concessions, ne fussent pas réquisitionnés; il y avait, pour les employeurs, un intérêt de premier ordre à obtenir satisfaction: mais il y avait aussi de la part des pouvoirs publics, le plus grand soin à apporter pour éviter la fraude et les abus.

1. Lettre adressée par le gouverneur général de Lanessan à S. E. le Kinh-Luoc du Tonkin. (Gauter. *Ouvrage cité*, p. 129).

2. Gauter, *Ouvrage cité*, p. 129.

Aussi, après avoir fait droit à la demande des colons, le Résident supérieur du Tonkin, prescrivit-il une série de mesures destinées à empêcher, autant que possible les fausses déclarations :

1° Chaque résident doit avoir soin de mentionner sur les certificats de présence, délivrés aux ouvriers par les employeurs, que le porteur du dit certificat ne peut être réquisitionné, pendant la durée de validité du certificat.

2° Il est tenu un cahier d'enregistrement des certificats, et les planteurs sont invités à prévenir les résidents de toutes les mutations qui surviendraient parmi les ouvriers, et à signaler ceux d'entre eux qui quitteraient la plantation, en emportant leurs certificats.

Toutes ces précautions n'empêchèrent pas les abus de se produire ; sous prétexte de travailler à des exploitations agricoles, et, au moyen d'un véritable trafic de cartes, un grand nombre de contribuables réussirent à se soustraire induement, au paiement de l'impôt. D'un autre côté, les exemptions injustifiées de l'impôt personnel, entraînant une répartition inégale des charges, le mode de perception de cet impôt donnait lieu à de nombreuses critiques, si bien que le Gouverneur Général, prit le 2 juin 1897 (1), un arrêté réorga-

1. Les indigènes employés, dans une exploitation agricole, qui par la Circulaire du 14 novembre 1893 étaient exonérés de la réquisition, ne figurent pas sur la liste des dispensés.

nisant l'impôt personnel indigène et le fondant en quelque sorte, avec la corvée : « L'impôt personnel indigène au Tonkin, dit l'article 2, est dû, sous la réserve des exemptions (1) et des dispenses énoncées au présent arrêté, par tout homme valide âgé de 18 ans à 60 ans révolus. Il est fixé, par année, *y compris le montant du rachat des 20 journées de corvées obligatoirement rachetables qui cessera d'être perçu à titre distinct* :

a). — Pour les inscrits, à deux piastres, cinquante cents (2 fr. 50).

b). — Pour les non inscrits, à 30 cents (0 fr. 60).

Il est payable, en entier, dans le courant du premier semestre de chaque année. Quant aux 10 journées réservées au village, l'arrêté n'en parle pas, ce qui permet de croire qu'elles subsistent toujours et continuent à être affectées aux travaux d'utilité communale.

Dans le Bas-Laos, des nécessités budgétaires, et, en même temps, le désir de donner à ceux qui voudraient racheter les journées de corvées, la facilité d'un versement en espèces, ont suscité l'arrêté du 30 juin 1897 (2) qui, après avoir autorisé le rachat, fixe le versement, pour les 10 journées de prestation de chaque année, à la somme de 2 piastres.

1. *Journal off. de l'Indo-Chine*, 2^e p., n° 7, juin 1897.

2. *Journal officiel de l'Indo-Chine*, 2^e partie, 31 décembre 1897.

Par l'analyse rapide de tous ces textes, il est facile de voir, qu'en Indo-Chine, la législation semble évoluer, sinon vers la suppression de la corvée, du moins vers sa réduction aux travaux d'ordre secondaire et intéressant surtout les villages.

L'avenir dira si réellement la nouvelle législation est un bien ; en attendant, on ne peut oublier les immenses services rendus par les corvéables et les œuvres durables qu'on leur doit.

A Madagascar, comme dans les différentes parties de l'Indo-Chine que nous venons de passer en revue, nous avons trouvé à notre arrivée dans l'Ile, la corvée organisée, régie par de vieilles coutumes malgaches, et fonctionnant tant bien que mal. Nous ne l'avons cependant pas supprimée ; nous en avons seulement changé la dénomination : les anciennes corvées malgaches sont devenues les *prestations* et nous en avons par de nombreux arrêtés, réglementé l'institution, de façon à les utiliser au mieux de nos besoins et de nos intérêts.

L'impôt des prestations, a été établi à Madagascar, par l'arrêté du 21 octobre 1896 (1).

Aux termes de cet arrêté, tout habitant valide, de 16 à 60 ans, du sexe masculin, à quelque classe de la société et à quelque corporation qu'il appartienne, à l'exception des militaires, miliciens et douaniers, en acti-

1. *Journal officiel de Madagascar*, 6 novembre 1896.

tivité de service, est appelé à fournir chaque année, une prestation de 50 jours au maximum, pour le service des travaux publics (art. 1).

En principe, les prestations sont dues en nature : sont seuls autorisés à les racheter, au tarif de 0 fr. 50 par journée :

a) Certaines catégories de fonctionnaires et d'employés du Gouvernement, désignés dans l'art. 2 :

b) Les gens âgés de 40 ans et au-dessus, etc.

c) Ceux qui auront un certificat de connaissance de la langue française :

Les prestations peuvent être faites à la journée, et, dans certains cas, à la tâche : quand elles sont à la journée, la durée du travail est fixée, à neuf heures au maximum par jour, non compris les heures de repos et de repas (art. 7 et suiv.) Lorsque les travaux sont effectués à la tâche, le taux de conversion de ces travaux en journées de prestation est déterminé par les chefs de province. Les travaux mal exécutés ou non achevés dans le délai fixé, ne représentent qu'un nombre de journées de prestations, déterminées par les résidents ou commandants de cercles (art. 9).

Tout en réglementant avec le plus grand soin, les prestations des indigènes, cet arrêté avait le défaut de ne pas établir assez d'exemptions et par ce fait même, d'empêcher les colons de disposer de toute la main-d'œuvre dont ils pouvaient avoir besoin ; aussi n'eut-il pas une bien longue application, et, quelques mois seule-

ment après l'arrêté du 27 décembre 1896, que nous avons étudié antérieurement, un nouvel Arrêté du 19 janvier 1897 (1), venait apporter des modifications assez sérieuses, au fonctionnement des prestations.

L'intérêt général était alors, comme nous l'avons vu, de favoriser les contrats de longue durée entre Français et indigènes ; il fallait, en outre, éviter, le plus possible, aux grandes exploitations, l'inconvénient absolu qui pouvait résulter de la réquisition simultanée d'une trop forte proportion de leurs ouvriers. Ces résultats ne pouvaient évidemment être atteints, qu'en permettant à un très grand nombre d'indigènes, de racheter leurs prestations, et, de mettre, par cela même, leur activité au service des Européens. L'arrêté du 19 janvier 1897 répond tout à fait à ces diverses considérations.

En outre des catégories énumérées dans l'art. 2 de l'arrêté du 21 octobre 1896, pourront, désormais, racheter leurs prestations :

1° Les employés et ouvriers qui auront satisfait pendant un an, au moins, au contrat d'engagement conclu avec un Français (art. 2).

2° Les employés, ouvriers, domestiques au service des administrations, sociétés et particuliers français, notamment les porteurs, domestiques, jardiniers, planteurs, employés de commerce, gens de maison de haut ordre, sans que le nombre total puisse excéder 10.

1. *Journal officiel, Madagascar*, n° 30, janvier 1897.

Et pour ne pas priver, au même moment, les colons, de tous les ouvriers nécessaires à leurs entreprises, l'article 3, décide que, sur la demande des intéressés, dans une même exploitation française ayant plus de 10 et moins de 200 travailleurs, il ne pourra être prélevé plus du $\frac{1}{5}$ des travailleurs régulièrement engagés : plus du $\frac{1}{10}$ si le chiffre des travailleurs est de 200 et au-dessus. Dans ce cas, les chefs d'exploitation seront responsables pécuniairement du rachat des prestations des ouvriers pour lesquels ils auront demandé le bénéfice de cette disposition.

Cependant, avec la pacification de l'île, les colons affluaient de plus en plus; les exploitations agricoles augmentaient dans de fortes proportions, et il devenait du plus haut intérêt pour la colonisation de l'île, la mise en œuvre rapide de ses richesses minières, industrielles et agricoles ainsi que pour le développement de son commerce intérieur et extérieur, de faciliter aux planteurs français, le recrutement des travailleurs et de la main-d'œuvre indigène indispensable à leurs entreprises.

Dans ce but, le général Galliéni, encouragé, du reste, par les vœux exprimés par plusieurs Chambres Consultatives de la colonie, crut bien faire, en continuant et en augmentant même les faveurs accordées aux travailleurs indigènes par le règlement du 19 janvier 1897; et il prit successivement deux Arrêtés à cet effet.

Le premier, en date du 31 août 1897 (1), dispense des prestations, les indigènes, au service, soit de colons fonctionnaires ou négociants français, soit des administrations ou établissements publics français, pourvu qu'ils puissent justifier d'un contrat d'engagement d'une année au moins. (Art. 1 et 2). Si les engagés rompent leur contrat avant l'expiration du premier semestre de l'année, ils doivent en faire la déclaration à l'autorité française, et, acquitter, les prestations ou droits dont il ont été exemptés, sous peine d'une amende de 50 francs, sauf le bénéfice des circonstances atténuantes (art. 4 et 5).

Cet arrêté, eut, dans certaines parties de l'île, les plus heureux effets; dans un très intéressant rapport au Gouverneur Général, sur la réglementation du travail dans sa circonscription, M. Besson, administrateur de la province de Fianorantsoa, s'exprimait ainsi : « Dans ma région, les contrats réguliers entre Européens et indigènes n'ont commencé à se généraliser, qu'à compter du jour où le contrat d'un an a dispensé l'employé des prestations. Par suite de cet avantage, la plupart des engagements ont été passés pour une durée minime d'un an : ils sont tenus de part et d'autre avec régularité, et les obligations qu'ils comportent entre employeurs et employés, sont scrupuleusement remplies. » (2)

1. *Journal officiel Madagascar*, 11 septembre 1897.

2. « C'est surtout dans l'exemption des prestations qu'il faut voir la cause de l'empressement dont firent preuve les indi-

Ces renseignements, ne pouvaient qu'engager le gouverneur général à protéger de plus en plus les colons : la dispense des prestations avait considérablement augmenté les engagements d'une année ; il estima qu'il devait chercher à rendre les contrats de plus longue durée, et fut amené ainsi à prendre l'arrêté du 29 octobre 1898 (1) :

L'engagement d'un an suffit toujours à dispenser l'indigène, des prestations, seulement, si ce dernier contracte, dans les conditions prévues par l'arrêté du 27 décembre 1896, un engagement régulier de 5 ans avec un colon français, il sera dispensé, non seulement des prestations, mais encore de tout service militaire, ainsi que de l'exonération (2).

Pour être admis au bénéfice de cette exemption, les indigènes employés chez des particuliers, devront

gènes à entrer au service des colons français. A l'appui de cette assertion, on peut noter l'indifférence, la mauvaise volonté montrées par les travailleurs à s'engager, jusqu'au jour où l'exemption des prestations leur fut accordée, et, en outre, la rareté des condamnations prononcées en vertu de l'art. 7 de l'arrêté du 27 décembre 1896. » (Rapport d'ensemble du général Galliéni sur la situation générale de Madagascar. Tome I, p. 440 et 441).

1. *Journal off. Madagascar*, 5 novembre 1898.

2. L'exonération du service militaire avait été autorisée par l'arrêté du 26 mai 1898 (*Officiel Madag.* 28 mai 1898), moyennant un versement dont le montant variait entre 50 et 150 francs suivant la durée du service.

présenter leur livret à l'autorité compétente lors de l'examen du cas de dispense, et ce livret, ne pourra lui-même conférer la dispense, que s'il porte une attestation spéciale, apposée avant l'examen et constatant qu'elle est donnée en vue de la dispense. (Art. 3).

Tout indigène qui aura rompu son contrat avant cinq ans, sera astreint au service militaire sans préjudice des pénalités prévues par l'arrêté du 27 décembre 1896, sur le travail des indigènes. (Art. 4) (1).

Il est, enfin, particulièrement recommandé aux commandants de cercle et de territoire, de s'assurer que les dispensés, fournissent bien un travail effectif; et, sous peines de simple police, aux employeurs et employés, de déclarer, dans un délai de trois mois, la rupture de tout contrat ayant entraîné la dissolution des engagements.

Toutes les précautions paraissaient prises, tout semblait devoir marcher à souhait, quand au bout de quelque temps, on s'aperçut que de nombreux abus se commettaient journellement. Un certain nombre de

1. Les Hovas étaient ici particulièrement favorisés : afin d'encourager leur expansion en dehors du plateau central, et, notamment, leur émigration vers les provinces côtières pour en mettre en exploitation les nombreuses parties encore incultes, quoique très fertiles, un engagement de 3 ans seulement, suffisait pour les dispenser du service militaire et de l'exonération.

colons besogneux, profitant du désir assez naturel des Malgaches, d'échapper aux prestations et au service militaire, n'avaient trouvé rien de mieux que de leur faire signer des contrats d'engagement, en échange, soit de quelques journées de travail gratuites, soit pour quelques-uns, d'une rémunération en argent. De même, des entrepreneurs embauchant beaucoup plus d'ouvriers d'art que ne l'exigeait leur industrie, avaient réussi à accaparer, grâce à l'exemption des prestations (1), des maçons, tailleurs de pierre, menuisiers, charpentiers, etc., et avaient provoqué des réclamations nombreuses, aussi bien des concurrents, que des divers services publics chargés des constructions. Ces procédés n'avaient pas tardé à nuire, non-seulement aux colons sérieux, qui, de la sorte, rencontraient d'insurmontables difficultés à se procurer la main-d'œuvre dont ils avaient réellement besoin, mais aussi à la colonie elle-même, qui était privée ainsi, soit de recettes appréciables, soit de travailleurs dont le concours était indispensable à la confection de l'outillage économique, et, en particulier, des voies de communication.

De plus, les nouveaux colons qui arrivaient dans la colonie, éprouvaient ainsi, les plus grandes difficultés

1. A la suite des mesures de faveur dont nous venons de parler, les contrats d'engagement pour les seules circonscriptions de Tananarive, d'Arivaminamo et Tsiafahy avaient atteint un total de près de 40,000 (*Quinzaine coloniale*, 25 février 1899).

à se procurer des travailleurs, puisque ceux-ci étaient déjà engagés, en grande partie, par quelques-uns de leurs devanciers.

Frappé de tels faits, le général Galliéni manifestait son intention de confier à une Commission (1) composée de fonctionnaires, d'officiers en service dans les cercles du plateau central, et de colons, le soin de rédiger une nouvelle réglementation de la main-d'œuvre à Madagascar. Mais, en attendant qu'une solution intervienne, il décidait que les exemptions de prestation, et les dispenses de service militaire accordées aux indigènes titulaires de contrats d'engagement, seraient suspendues (2). Néanmoins, les administrateurs devaient continuer à servir d'intermédiaires aux colons, pour la recherche des travailleurs dont ils auraient besoin, et étaient tenus de veiller, notamment, à ce que les Malgaches, employés au service d'un même patron, ne soient appelés que par fractions, afin de gêner le moins possible les entreprises de colonisation (3).

Nous avons vu, dans le chapitre précédent comment fut constituée la Commission de révision; ses travaux, nous le savons, aboutirent au Projet de décret du 22

1. Circulaire du 31 décembre 1898. (*Officiel de Madagascar*, 3 janvier 1899).

2. Arrêté du 31 décembre 1898. (*Officiel de Madagascar*, 3 janvier 1899).

3. Circulaire du 31 décembre 1898. (*Officiel de Madagascar*, 3 janvier 1899).

avril 1899. Il nous reste à dire le sort réservé aux prestations, dans la nouvelle réglementation et les différentes sanctions punissant les fraudes et les engagements fictifs :

Les indigènes, ayant contracté avec les colons européens ou les services publics, un engagement d'un an au moins, sont dispensés, pendant la durée du contrat, non plus, de la totalité, mais seulement de la moitié de leurs prestations. La moitié restant à fournir, peut être payée, soit en nature, soit en argent ; dans ce dernier cas, la somme à payer par chaque engagé ne peut dépasser 15 francs, quel que soit le taux officiel du rachat. Cependant, comme il importe avant tout d'assurer l'exécution des travaux publics, le Gouverneur général, se réserve le droit de prescrire, par arrêté, aux indigènes engagés, et, au cas où l'administration manquerait de main-d'œuvre, de fournir exclusivement en nature les prestations dont il seraient redevables, cela autant que possible après entente avec les employeurs, de façon à ce que les appels aient lieu par fractions.

Tous les engagés ne sont pas, du reste, indistinctement soumis à la même règle : s'ils sont domestiques au service d'Européens, ils ne bénéficient de l'exemption que jusqu'à concurrence de six par famille, s'ils sont engagés dans des exploitations agricoles, (1), ils sont

1. Au terme du projet de décret, sont considérées comme exploitations agricoles, les plantations forestières pendant les trois premières années de leur établissement à condition que le nombre des arbres atteigne 400 à l'hectare.

exemptés de la totalité des prestations jusqu'à concurrence de 2 ouvriers par hectare cultivé, les autres restant soumis à l'obligation de fournir la moitié de leurs prestations. Dans tous les cas, le nombre des exemptions accordées par province ne peut dépasser les $\frac{4}{5}$ du chiffre total : lorsque ce nombre est atteint, il est fait mention sur les contrats enregistrés, dans la suite, que l'engagé ne bénéficie pas de la faveur dont nous parlons (Art. 11 et 12).

Restait à sanctionner ces dispositions, à prévenir la fraude, et à empêcher le retour des nombreux abus qui s'étaient produits. Tout une série d'articles est consacrée à ce double but :

En premier lieu, les employeurs sont toujours responsables, vis-à-vis de l'administration, du prix de rachat des prestations, ou de la fourniture en nature dûes par leurs employés. (Art. 25).

De plus, tout employeur dont les employés bénéficient de l'exemption de prestations, doit, en cas d'inexécution ou de rupture du contrat d'engagement par l'employé, aviser l'administration, dans le délai de huitaine, à partir de la constatation de l'inexécution ou de la rupture, faute de quoi l'employeur est passif d'une amende de 15 à 100 francs, sans préjudice de l'annulation du contrat. (Art. 24 et 33).

Enfin, lorsqu'un engagement aura été concerté entre deux parties, dans l'intention bien arrêtée, non pas de s'obliger, mais d'échapper aux obligations de la loi du

travail, ou de s'assurer frauduleusement le bénéfice des exemptions, les parties contractantes, employeurs et employés, seront punis d'emprisonnement d'un mois à un an, ou d'une amende de 100 à 500 francs ou de l'une de ces deux peines seulement. Les mêmes peines frapperont tout individu convaincu de fausses déclarations, délivrances de certificats de complaisance ou de pièces illégales, délivrance abusive de livrets ou de tout autres manœuvres frauduleuses commises dans le but ci-dessus indiqué. (Art. 34).

Ainsi, à Madagascar, la corvée, après avoir subi bien des vicissitudes, subsiste toujours, et la place qui vient de lui être faite dans le Projet d'avril 1899, montre mieux que tout autre considération, qu'elle est loin de sa complète disparition. Son utilité, en effet, n'est pas contestable, et le général Galliéni a si bien compris les services qu'elle pouvait rendre, que malgré la tendance, aujourd'hui bien marquée, de substituer à la corvée un impôt en argent, il s'est formellement réservé le droit, au cas où l'administration manquerait d'ouvriers, de faire appel aux corvéables pour qu'ils fournissent en nature les prestations dont ils demeureraient redevables.

C'est là une sage précaution, d'autant plus qu'en prenant cette mesure, le général Galliéni s'est efforcé de donner en même temps satisfaction aux colons européens. Au reste, ne sera-ce pas une des moindres

dres qualités du Gouverneur de Madagascar, d'avoir
su toujours concilier les intérêts généraux et les intérêts
privés sans jamais les sacrifier l'un à l'autre inutilement.

APPENDICE

Aperçu sommaire sur la question de la main-d'œuvre pénale, dans les nouvelles colonies d'exploitation françaises.

La question de la main-d'œuvre pénale dans les colonies d'exploitation dont nous venons de nous occuper, peut être étudiée sous deux aspects tout à fait différents : on peut se demander d'abord s'il est possible d'envoyer dans certaines de ces colonies, des condamnés européens que l'on emploierait à la mise en valeur du sol ou aux travaux publics ; ensuite, si l'on peut mettre, dans une certaine mesure, à la disposition des colons ou de la colonie, les condamnés indigènes.

Nous allons envisager successivement ces deux points de vue.

Devant la médiocrité des résultats obtenus par la transportation française, en présence du contact dont semble souffrir celles de nos possessions où est utilisée la main-d'œuvre pénale, beaucoup d'esprits distingués, de criminalistes éminents ont cherché si, parmi nos colonies, il n'y en aurait pas où l'on pourrait utiliser cette main-d'œuvre, selon un mode plus profitable. La

Nouvelle-Calédonie, disent-ils, et cela est indéniable, ne répond pas aux espérances qu'on était en droit de fonder sur un territoire, qui avait tout pour être prospère. Elle n'a pas assez d'étendue pour pouvoir contenir des éléments aussi dissemblables que ceux fournis par la colonisation libre et par la colonisation pénale qui à tout instant risquent de se heurter et de détruire leurs efforts respectifs : il importe donc, de remédier, sans délai, à une telle situation. Quant à la Guyane, malgré les circonstances atténuantes que peut lui valoir son climat, l'insuccès de la colonisation pénale, y est un fait malheureusement reconnu de tous.

C'est ainsi que l'on a été amené à chercher quelle colonie pourrait recevoir les condamnés européens, dans des conditions telles, qu'il leur serait non seulement impossible de nuire à la population civile, mais de contribuer, au contraire, à l'exécution des grands travaux publics. Immédiatement l'on songea à l'Ouest Africain, où l'activité coloniale des vingt dernières années a accompli ses plus grands efforts (1). Le Sénégal, le Soudan, le Congo français, en effet, réclament des travaux publics ; là, peut-être plus que dans aucune de nos possessions, la question des travaux publics est primordiale,

1. M. J. Delafosse. Chambre des députés, séance du 18 janvier 1898, *Jour. Off. de la Rep. fran. Chambre, in extenso*, année 1898, page 90.

car elle est le meilleur moyen d'assimilation, et le plus sûr garant d'un avenir de paix.

Dans ces régions, on peut tout d'abord affirmer, que la colonisation pénale appliquée, à la mise en valeur du sol, n'a que peu de chance de réussir, car chacun reconnaît que, sous ce climat, l'Européen ne peut guère sans danger se livrer aux travaux de la terre ; en outre, les habitants de ces contrées, étant, comme nous avons eu l'occasion de le dire, essentiellement agriculteurs, il n'est besoin que de les diriger pour en faire une main-d'œuvre des plus satisfaisantes. Restent l'éducation industrielle des noirs et l'exécution des grands travaux publics ; or, dans ces deux cas, on peut semble-t-il, affirmer, en tenant compte des considérations humanitaires et budgétaires, que la colonisation pénale serait d'une grande utilité.

L'éducation industrielle des noirs, a, du reste, été tentée. Quelques hommes, à qui leur situation de détenus libérés, rendait tout travail à peu près impossible en France, ont consenti à s'expatrier « au titre d'ouvriers d'État, pourvus de livrets leur garantissant l'existence matérielle, avec une prime de début de 2 francs par jour ». Cet essai, renouvelé plusieurs fois, par le colonel Galliéni, a réussi, et ces hommes disséminés sur notre ligne de postes, ont apporté le concours d'une main-d'œuvre forte, et, la plupart du temps, intelligente au travail de colonisation, dirigé par le commandant supérieur du Soudan français. On a même cité l'exemple

de l'un d'eux, un maçon, qui, après s'être affranchi de la tutelle de l'État, se mit à travailler, pour son propre compte, à ses risques et périls. De petites concessions accordées par l'administration attachaient du reste ces individus au pays; en leur inspirant le sentiment de la propriété.

Quant aux travaux publics à exécuter, soit au Sénégal, soit au Soudan, soit même au Congo, on ne voit pas pourquoi on n'y appliquerait pas les condamnés ou les récidivistes européens. Nos possessions de la côte occidentale d'Afrique, attendent toutes, la réalisation d'ouvrages indispensables, pour la plupart, à leur développement.

Au Sénégal, c'est l'entrée du Fleuve qui, par suite de sa faible profondeur, est interdite aux navires d'un fort tirant d'eau (1) ; c'est la ligne de Dakar à Kayes toujours à l'état de projet, l'établissement du chemin de fer du Baol allant de Tivaouane, une des stations de la ligne de Dakar-Saint-Louis, et, se dirigeant dans les régions de N'Bayad et de Sambé, l'installation de lignes télégraphiques, la construction du pont de Guet N'Dar (2), l'amélioration des ports de Dakar et Rufisque, etc. etc.

1. Elisée Reclus, *ouvrage cité*, page 192. Cet inconvénient évidemment très sérieux, pourrait cependant disparaître. On a proposé d'y remédier en fixant l'entrée du fleuve, au moyen d'une jetée curviligne qui formerait le prolongement de la rive gauche. (Proposition-Bouquet de la Grye).

2. *Quinzaine coloniale*, année 1898, page 276.

Ne pourrait-on pas employer la main-d'œuvre pénale à cet outillage des plus urgents ?

Pourquoi ne l'emploierait-on pas aussi au Soudan, où les grandes voies de pénétration de Kayes à Bamakou, de Dioudeba à Bamakou-Toulimandio, s'imposent absolument ? Enfin, au Congo, pourquoi les condamnés ne participeraient-ils pas à l'établissement des grandes voies de pénétration qui remplaceraient, non pas les routes mais les simples pistes suivies actuellement par les caravanes (1).

De tous côtés, malheureusement, on ne veut voir qu'obstacles et difficultés. Envoyer des condamnés européens dans ces contrées, dit-on, c'est vouloir leur permettre de s'évader dès leur débarquement ; veut-on à la rigueur écarter ce danger, l'insalubrité du climat empêchera toute tentative d'aboutir ; et dans tous les cas, il faudra toujours reculer devant le péril financier, qu'amènera fatalement cette nouvelle méthode.

A les examiner de près, ces objections, bien qu'émisses par de savants auteurs, nous semblent exister surtout en apparence et disparaître à peu près dans la réalité.

On ne doit être nullement arrêté, d'abord, par la crainte des évasions, ni par l'idée de trouver dans les évadés, des hommes capables d'entraîner les indigènes à des insurrections contre la domination française. Les

1. *Notice à l'usage des émigrants. Le Congo-Français*, page 11.

condamnés qui quitteraient isolément le pays, seraient, à n'en pas douter, dans l'impossibilité de pourvoir à leur existence. S'aviseraient-ils de partir en groupes pour essayer de soulever les populations contre nous ? Les noirs ne tarderaient certainement pas à repousser ces auxiliaires, qui ne pourraient que leur inspirer une méfiance promptement justifiée.

Quant aux dangers du climat, il suffit de remarquer, que, s'il faut un personnel pour l'exécution ou la surveillance des travaux, ce personnel sera toujours soumis à ces influences malsaines, quelle que soit la classe des travailleurs, dans laquelle il sera recruté. Nos officiers et nos soldats vivent bien dans ces régions et y travaillent, il serait au moins étrange de s'apitoyer outre mesure sur les dangers que pourront courir des hommes frappés par des lois, et, qui se sont mis en rébellion contre la société (1).

En 1886, lors de la mise en vigueur de la loi sur la relégation, on a proposé aux colonies de recevoir les condamnés : le Sénégal a refusé énergiquement ; on

1. « Sans doute, pour beaucoup, ce sera la guillotine sèche écrit M. Girault dans ses *Principes de colonisation*, mais il y a une œuvre civilisatrice qui doit être accomplie ; après tout, il n'est pas exhorbitant de demander à des gens qui ont une dette à payer à la société, d'expier leur faute, en courant des dangers que nos explorateurs et nos soldats affrontent chaque jour pour l'avenir de la civilisation et de la Patrie ».

n'en veut pas dans les villes. Mais jamais personne n'a prétendu les utiliser dans les agglomérations !

On a fait enfin observer que, « l'installation de 5 à 600 relégués collectifs coûterait 1.000.000 de frais d'établissement, et 7 à 800.000 francs, de dépenses annuelles » (1). Il faut bien admettre ces chiffres, puisqu'on nous les donne comme certains, mais on ne doit pas oublier non plus, qu'à côté du relégué collectif il y a le relégué individuel, qui, employé suivant le système mis en pratique par le colonel Galliéni, ne coûterait relativement que peu de chose. « Ces relégués pourraient être installés sommairement dans des gourbis ; rien n'empêcherait d'ailleurs de les autoriser à construire des cases en pisé comme les Bambars, cases suffisamment confortables. Affectés individuellement aux travaux qui préparent la colonisation, ils pourraient à l'occasion et temporairement, être employés aux travaux publics comme les disciplinaires ».

Le rôle du condamné dans ces régions, doit être, en outre celui du précurseur du colon et du commerçant : il doit leur préparer les voies, leur ouvrir les portes où passeront plus tard les produits et les richesses que leur activité aura su développer. Rien n'empêcherait même, de récompenser la conduite des condamnés, par des concessions de terre et une liberté relative, leur permettant de contribuer ainsi à la mise en valeur de la colonie.

1. Congrès colonial national, 1889, Rapport Binger, p. 159.

Il faut éviter, en Afrique comme ailleurs, du reste, de faire de la relégation selon le système employé en France. Ce système coûte trop cher : la société ne doit pas indéfiniment la nourriture aux individus manifestement pervers. Son devoir est de les isoler, d'en débarrasser le métropole, et de les placer dans des conditions telles, qu'ils aient la vie matérielle assurée par le travail ; en leur ôtant tout espoir de retourner en France, elle les forcera à s'installer sérieusement dans le pays et à s'y créer des ressources.

Nous ne prétendons pas qu'il faille, sans tâtonnements et sans de sérieuses épreuves, transporter en masse les condamnés dans l'Ouest Africain ; mais il est permis de croire cependant, qu'il serait louable de tenter un essai dans ce sens et d'en généraliser l'application s'il réussissait.

Ce vœu a du reste été formulé par le Congrès National colonial (session 1889-1890), qui, après un rapport de M. le capitaine Binger, a émis l'avis « qu'il y avait lieu d'envoyer au Soudan français des européens condamnés à la transportation et à la relégation ».

Les colonies de l'Afrique Occidentale ne sont pas les seules à qui l'on ait songé pour ce nouveau mode de colonisation. La question s'est également posée relativement à Madagascar, au lendemain de la conquête. En 1896, M. Chautemps, ministre des colonies, voulut savoir quel avenir pouvait attendre la transportation dans

l'île Malgache et s'il était possible d'établir un pénitencier dans une petite île située sur la côte Ouest en face du pays des Mahafaly. Après un rapport du Directeur de l'Intérieur, le Gouverneur général, M. Laroche, répondit au ministre, que le pays où il proposait l'organisation d'un pénitencier, ne contenait pas de source pour assurer de l'eau potable, et, que la transportation était du reste, sans utilité, dans la Grande-Ile.

Il serait peut-être prématuré de vouloir donner, dès maintenant, son avis, sur une aussi grave question ; nous sommes depuis trop peu de temps en possession de Madagascar. Cependant, il n'est pas permis de ne pas songer aux difficultés de toutes sortes que le général Galliéni a dû vaincre, pour recruter la main-d'œuvre indigène. Telle qu'elle est organisée actuellement, suffira-t-elle à la confection des travaux publics qui assureront mieux que tout autre chose notre domination dans l'île ? Si oui, que l'on n'y fasse pas de transportation, puisque les deux gouverneurs qui se sont succédé à Madagascar n'ont pas cru devoir y songer. (1) Si, au

1. « En raison de la faible densité de la population de Madagascar, il est à désirer dans l'intérêt de l'accroissement de la richesse du pays, que l'administration soit mise en mesure de détourner le moins possible les indigènes des travaux agricoles et des entreprises de colonisation, pour des travaux d'utilité publique, dont l'exécution s'impose cependant de plus en plus impérieuse. L'emploi de la main-d'œuvre pénale, allégerait sensiblement les charges qui pèsent

contraire, les ouvriers manquaient, il ne faudrait pas hésiter, nous semble-t-il, à y envoyer des condamnés européens. De nombreux travaux ont été déjà faits dans l'île, mais il en est de très importants qui restent encore à exécuter. Tamatave doit être doté d'un port ; Mananjari, sur la côte orientale, prendrait une importance considérable grâce au trafic des caoutchoucs, si les navires pouvaient s'en approcher et si une route mettait ce centre de commerce en communication avec le Bétsiléo ; des travaux militaires indispensables sont projetés à Fort-Dauphin et à Diego-Suarez. Du port de Voémar des routes nombreuses doivent rejoindre l'intérieur. Enfin un chemin de fer de 350 kilomètres doit relier Tamatave à Tananarive, un autre, Fianarantsoa à la mer. Et nous ne citons, on le comprendra, que les travaux les plus urgents réclamés par la majorité des colons (1).

à cet égard sur les Malgaches. Sans doute à cause de l'insalubrité du climat de la grande partie des régions de l'île; et pour sauvegarder d'ailleurs notre dignité aux yeux des indigènes, on ne saurait songer ainsi que je l'ai déjà exposé au département à introduire ici des condamnés européens ». (*Rapport d'ensemble du général Galliéri sur la situation générale de Madagascar*. Tome I. pages 446 et 447.)

1. « Si dès les premiers jours de l'installation de notre protectorat à Madagascar nous avons pris soin de créer des routes dont l'utilité était reconnue par tout le monde, si plus tard, nous avons sur l'une de ces routes placé une

Il y aurait certainement là un but utile, pour la main-d'œuvre pénale, que l'on pourrait organiser par exemple comme les équipes des transportés russes, à l'île de Sakhaline, dont parle Tchetchov (1) équipes s'échelonnant le long des voies en construction.

On comprendra que nous n'ayions pas à examiner ici, les graves et multiples questions que soulève le problème de la colonisation pénale, que nous ne voulions pas examiner, entre autres choses, jusqu'à quel point la coexistence dans une même colonie des éléments honnêtes, libres, venus spontanément de la mère patrie et les éléments pénaux, obligés au travail colonial, est favorable ou non aux uns ou aux autres. Nous ne parlerons pas non plus du système si ingénieux « des brigades volantes » qui enrôlant les transportés par groupes, les enverrait, selon les nécessités du moment, dans les colonies où les appellerait l'exécution des travaux publics. Ces études à elles seules demanderaient de longs chapitres; traiter un sujet aussi complexe en quelques lignes, risquer de négliger un seul

voie ferrée, l'expédition militaire de 1895 aurait pu être évitée : nous aurions économisé plus de 5.000 000 et la vie de 5 à 6000 hommes et il est probable que nous n'aurions jamais eu besoin d'entretenir dans le pays les 6 ou 7000 soldats que déjà l'on trouve insuffisants et qui nous coûtent plus de 15.000.000 par an ». (De Lanessan. *Principe de colonisation*, page 177).

1. Tchetchov, Ostrov, Sakhaline.

de ces éléments serait le défigurer et en fausser la solution.

Nous avons voulu simplement montrer l'utilité qu'il y aurait, pour certaines de nos colonies, à employer la main-d'œuvre des condamnés de la métropole. Sans doute, ce que nous demandons, répond assez mal à cette philanthropie venue d'on ne sait où, et à ce besoin de sentimentalisme, quand même, depuis trop longtemps acclimaté en France, mais par contre, cette méthode, tout en épargnant la vie de nos soldats, concourrait au premier chef à l'œuvre de l'expansion coloniale, qui exige les efforts les plus énergiques et la plus grande persévérance.

Si l'on envisage maintenant, le second aspect de la question, et, que l'on se demande, s'il est bon d'astreindre les condamnés indigènes à un travail utile à la colonisation, il semble qu'il n'y ait pas lieu d'hésiter un instant à répondre par l'affirmative. Ici, en effet, les choses sont singulièrement simplifiées, il n'y a plus à craindre les dangers du climat, puisque les hommes qui travailleront seront, pour la plupart, des individus nés sous les tropiques. On aurait tort également de voir dans ce procédé une charge budgétaire, car non seulement les condamnés n'occasionneront pas les frais que leur séjour dans une maison de correction aurait exigé, mais ils pourront être pour la colonie une source de revenus; enfin, pour qui sait comment sont

surveillés les indigènes, les risques d'évasion n'existent pas.

Il était donc tout naturel, que l'on vienne à songer à cette main-d'œuvre toute particulière dans nos colonies d'exploitation, et pour y accomplir des travaux publics et pour y travailler au compte des particuliers. Toutes nos colonies, malheureusement, n'ont pas eu recours à ce moyen; il n'y a aujourd'hui que l'Indo-Chine, qui ait, à proprement parler, une réglementation de la main-d'œuvre pénale, ou tout au moins, quelques textes réglant la question.

Au Tonkin, l'emploi de la main-d'œuvre pénale est réglementé par l'arrêté du 1^{er} mars 1898 (1); Aux termes de cet arrêté, les indigènes valides, condamnés à une peine comportant détention dans les prisons provinciales du Tonkin, en vertu de jugements des tribunaux indigènes, sont astreints à un travail journalier. Les travaux auxquels doivent être employés ces prisonniers sont les suivants : construction, entretien, empierrement, nettoyage des routes et chemins : entretien des immeubles appartenant à l'administration, service de transport des eaux, balayage des rues, etc...

Les travaux auxquels seront affectés les prisonniers devront toujours revêtir un caractère d'intérêt public : ils seront effectués sous la surveillance des Linh-co, ou gardes civils, en nombre suffisant pour assurer un travail continu et empêcher les évasions.

1. *Journal off. Indo-Chine*, 2^e part., 25 avril 1898.

La main-d'œuvre pénale n'a cependant pas été toujours attribuée, exclusivement, aux travaux publics, en Annam-Tonkin; une entreprise privée a pu également en profiter, grâce à une mesure très curieuse prise par le Gouverneur général, dans la circonstance suivante :

La répugnance des Annamites aux travaux des mines, surtout quand il s'agit de galeries profondes de plusieurs centaines de mètres, menaçait de créer de sérieux embarras à une Compagnie privée, la Société de Keksao, qui avait des contrats passés avec San-Francisco pour d'importantes fournitures de charbon et qui risquait faute de main-d'œuvre, de ne pouvoir tenir ses engagements. Le Gouverneur général de l'Indo-Chine n'hésita pas à intervenir, et, après accord avec le Directeur de la Compagnie du Keksao, mit à la disposition de la Société, à charge par celle-ci d'assurer leur garde, leur logement, leur nourriture et leur entretien, tous les prisonniers valides, condamnés à des peines excédant un an. La Société s'est engagée à verser au compte des condamnés, en vue de leur constituer un pécule, une redevance quotidienne de un cent et à payer la même somme au Protectorat.

« Cette convention fera sans doute, nous dit la *Quinzaine coloniale* (1) qui donne ces intéressants détails, bondir les philanthropes qui se sont fait une spécialité de réclamer pour les malfaiteurs le droit au *far niente*

1. *Quinzaine colon.* n° 10, septembre 1897.

et au bien-être. On nous permettra, cependant, d'ajouter à leur indignation, de penser qu'une mesure qui assure l'existence d'une industrie vitale pour le Tonkin, tout en allégeant le budget d'une charge considérable, est une mesure de bonne politique colonisatrice et de sage administration. »

Cette intelligence si nette des besoins de la colonisation, fait présager du parti que ne manquera pas de tirer le Gouverneur général, des condamnés indigènes, dans la construction des voies ferrées de la péninsule indo-chinoise.

En Cochinchine, la main-d'œuvre pénale fait l'objet d'un arrêté du Lieutenant-gouverneur, du 3 avril 1897 (1).

Les indigènes et asiatiques étrangers, dit en substance l'arrêté, condamnés par des décisions passées en force de chose jugée depuis le 1^{er} juin 1896 ou qui le seront par la suite, soit à la peine des travaux forcés, soit à la réclusion, pourront être employés à l'exécution des travaux publics entrepris par l'administration, dans l'intérêt général de la colonisation.

La répartition des condamnés, sur les divers points du territoire de la Cochinchine, où leur présence sera jugée nécessaire, aura lieu par arrêté du Lieutenant-gouverneur, appuyé d'un état nominatif. Cet état devra être établi de façon à permettre aux préposés de l'autorité administrative, de suivre exactement l'exécution

1. *Journal off.* Indo-Chine, 1^{er} partie, 15 avril 1897

des peines et d'éviter les détentions arbitraires ou illégales.

La peine accessoire de la relégation sera subie conformément aux prescriptions de la loi du 27 mai 1885. Toutefois les relégables pourront être appelés à subir dans la colonie et dans les conditions plus haut spécifiées, la peine principale qui aura donné contre eux ouverture à l'application de la peine accessoire de la relégation.

A Madagascar, nous n'avons trouvé aucun document ayant trait à la matière.

Plusieurs fois, le général Galliéni, a mis à la disposition des colons européens établis à Tananarive, de la main-d'œuvre pénitentiaire, à des conditions de prix très avantageuses (1), mais nous pouvons dire qu'actuellement ce procédé est à peu près abandonné. Les condamnés indigènes sont, la plupart du temps, occupés à la confection des travaux publics, (2) auxquels ils travaillent embrigadés, et sous la direction de sous-officiers français.

Mais ils sont assez peu nombreux à Madagascar, aussi, le général Galliéni, crut-il devoir, il y a quelques mois, demander au département de mettre à la disposition de l'administration locale de l'île, 2.000 condam-

1. 0,20 à 0,30 par jour (*Quinz. coloniale*, 10 fév. 1897).

2. Renseignements fournis par M. l'administrateur colonial Guyon.

nés asiatiques punis des travaux forcés à perpétuité (1). Le gouverneur général de l'Indo-Chine, a, paraît-il répondu qu'il lui était impossible de donner satisfaction à ce désir.

Malgré la valeur du motif (2), invoqué par M. Doumer, on ne peut que regretter cette décision, qui prive Madagascar d'une main-d'œuvre indispensable à la réalisation de ses grands travaux de colonisation.

1. Rapport d'ensemble sur la situation générale de Madag. Tome I, p. 447.

2. La transportation à Madagascar serait pour les annamites une aggravation de peine.

DEUXIEME PARTIE

Les colonies à main-d'œuvre locale insuffisante.

Dès le début de la colonisation on reconnut que la population autochtone des Antilles, de la Guyane et de la Réunion ne se prêtait que très difficilement au travail : de bonne heure, il fallut demander au dehors les bras nécessaires à la mise en valeur du sol et aux diverses exploitations.

Il y aurait eu évidemment le plus grand intérêt à ce que ces travailleurs fussent des Européens, mais les cultures tropicales de ces colonies s'y opposaient, et sans vouloir dire, qu'il n'y ait pas dans ces régions, certaines contrées où une colonisation européenne puisse être tentée, dans la majorité des cas, cela n'est pas possible : le climat ne le permet pas.

On se trouva donc dans la nécessité d'aller demander cette main-d'œuvre, à des races habitant la zone tropicale, d'avoir recours exclusivement à des travailleurs exotiques. L'importation de la main-d'œuvre exotique, dans les colonies dont nous allons désormais nous occuper, s'est présentée sous deux formes, qui se sont

succédé dans le temps : *l'esclavage colonial* et *l'immigration réglementée*.

Le principe de la traite était des plus simples : des Compagnies allaient prendre des travailleurs sur la côte occidentale d'Afrique, et, après les avoir transportés en Amérique, les échangeaient contre des produits coloniaux aux planteurs Européens dont ils devenaient les esclaves. Aux avantages incontestables de bon marché et de sûreté de la main-d'œuvre, l'esclavage joignait des inconvénients très graves ; le décret du 27 avril 1848, le supprima.

Cette abolition, n'eut nullement pour effet de résoudre la question du travail dans nos quatre vieilles colonies : partout, les noirs affranchis manifestaient la répugnance la plus vive pour les travaux de la terre, si bien que les producteurs coloniaux, devant l'insuffisance de l'immigration ordinaire et du travail créole, se trouvèrent dans la nécessité de demander des bras à des pays plus favorisés. Et, pour faciliter l'introduction de travailleurs étrangers dans nos colonies, pour maintenir la régularité de leurs services et leur en assurer la rémunération, on donna au recrutement la forme toute nouvelle de *l'immigration réglementée*.

Ces deux grandes phases de l'organisation du travail dans nos colonies, fourniront la matière de la seconde partie de notre étude. Après une section première, consacrée au régime de l'esclavage, nous exposerons dans une deuxième section, les principes de

l'immigration réglementée, ses applications aux Antilles, à la Guyane et à la Réunion, et dans un appendice, nous verrons brièvement son emploi, dans deux de nos nouvelles colonies : en Indo-Chine et à Madagascar.

SECTION I

Importation de la main-d'œuvre servile.

De nombreux ouvrages ont été écrits sur l'esclavage, surtout vers le milieu du siècle. Nous n'avons nullement la prétention, d'en relaire au cours des pages qui vont suivre une histoire nouvelle. Cependant, et tout en laissant soigneusement de côté les questions philosophiques et philanthropique nées de l'esclavage, il nous a paru indispensable d'exposer le recrutement tout particulier de la main-d'œuvre servile, les conditions de son existence, les conséquences de son emploi.

Si l'on veut bien songer en outre, que l'esclavage a été pendant des siècles, la base de l'édifice social aux colonies, à tel point que les mœurs se ressentent encore de l'influence qu'il a exercée, on s'apercevra qu'il aurait été difficile de ne pas relater les conditions les plus intéressantes de son fonctionnement.

Aussi bien, cet historique n'aurait-il pour résultat que de permettre une plus facile comparaison entre les deux modes de travail, successivement employés aux colonies qu'il ne serait pas déplacé.

CHAPITRE I

La Traite. — Les pays de la traite.

L'esclavage dans les colonies françaises (1), date du xvii^e siècle. D'abord pratiqué par les Espagnols et les Portugais, il ne tarda pas à se généraliser et à gagner successivement les Antilles, la Guyane, la Louisiane, Bourbon et l'Ile de France. Sans qu'il soit possible de lui assigner une origine absolument précise, nous savons cependant que dès 1625 il y avait à St-Christophe où les Français vinrent d'abord se fixer « des esclaves jusques au nombre de 40 ou environ » (2) et que, à partir de 1633 selon le P. du Tertre (3) qui fut un des premiers pionniers de la colonisation française aux îles d'Amérique, des navires de notre pays durent commencer à y apporter des cargaisons d'esclaves.

Faite plus ou moins régulièrement dans les premières années, avec l'approbation tacite du Gouvernement, la traite, à partir de l'avènement de Colbert aux affai-

1. Pour de plus amples détails se reporter à l'ouvrage si intéressant et si documenté de M. H. Blondel : *Le régime du travail et la colonisation libre dans nos colonies et pays de protectorat*. Paris, Berger-Levrault et Cie, 1896.

2. Peytraud, *L'esclavage aux Antilles avant 1789*, page 5. Citation tirée de Margry (*Origines Transatlantiques, Belain, d'Esnambug et les Normands aux Antilles*).

3. Du Tertre, *Histoire des Antilles habitées par les Français*.

res devient vraiment régulière et de beaucoup plus importante. Dans un ardent désir de voir la marine française et le commerce rivaliser avec les forces de la Hollande, et, dans l'impossibilité d'atteindre ce but, sans développer les colonies, Colbert va tout faire pour favoriser le trafic des nègres, qui, à ses yeux, sont d'excellents instruments de travail, capables de faire fructifier le sol et d'assurer d'importants bénéfices ; il va provoquer les mesures royales qui, dès lors, ne cesseront plus, jusqu'à la fin de l'ancien régime, d'être prises en faveur de la traite.

C'est sous l'empire de ces idées que fut promulgué l'édit du 28 mai 1664 portant établissement d'une *Compagnie des Indes Occidentales*, chargée, seule à l'encontre des compagnies étrangères, de faire la traite, et « d'envoyer en Guinée le nombre de vaisseaux nécessaires afin d'y charger des nègres » (1). Mais ce besoin de réglementation, ce système de privilège, alors en si grand honneur n'eut pas toujours, appliqué à la traite, de très bons résultats. Soit que ce trafic ne donna pas à la Compagnie des Indes les résultats espérés, soit que la Compagnie eût d'autres vues, un arrêt du Conseil d'État du 26 août suivant (2) et une Ordonnance Royale du 13 janvier 1672 (3), allouèrent des encouragements

1. *Archives Coloniales*, F. 247, p. 611.

2. Moreau de Saint-Mery, *Lois et constitutions des colonies françaises de l'Amérique sous le Vent de 1550 à 1785*, I, 197.

3. Du même auteur, même vol., I, 259.

sous forme de primes et d'exemptions de droits, à tous Français qui introduiraient en Amérique des esclaves de Guinée.

La Compagnie des Indes Occidentales, mal administrée, fut obligée de liquider en 1674. Ce fut la *première Compagnie du Sénégal* qui hérita de ses privilèges pour le commerce, tandis que le roi se chargeait de son passif (1). Lorsque la Compagnie du Sénégal eut obtenu de la Compagnie des Indes, la cession de ces droits, l'Ordonnance royale du 23 septembre 1683 (2) défendit « aux habitants des îles de l'Amérique, d'acheter aucuns nègres des Indiens, tant de la terre ferme que des îles Caraïbes », et réserva à ladite Compagnie, le droit de les porter dans les îles françaises de l'Amérique et à la côte de Saint-Domingue.

Cette protection, cependant, ne tarda pas à exciter des mécontentements : « le désordre plusieurs fois réitéré des diverses compagnies du Sénégal », dit un Mémoire du temps, (3) fit négliger la traite, et, pour remédier à l'insuffisance du nombre d'esclaves importé par la Compagnie du Sénégal, le roi établit en 1685 la *Compagnie de Guinée* (4).

1. *Archives Coloniales*, Cession au roi des dettes et effets de la Compagnie des Indes Occidentales du 26 octobre 1674, n° 35, liasse 207.

2. Moreau de Saint-Méry, I, 386.

3. *Arch. Colon.* Carton I. Série C°.

4. Moreau de Saint-Méry, I, 409

Elle devait avoir pendant une durée de 20 ans, le privilège exclusif du commerce des nègres, de la poudre d'or et autres marchandises, avec une gratification de 13 livres par tête de noir transporté dans les îles et colonies d'Amérique.

Malgré ces avantages, malgré l'envoi par le roi lui-même, de quelques *flûtes* en Gainée, il y avait toujours insuffisance de nègres aux Antilles ; les habitants de Cayenne en particulier, n'en avaient pas reçu depuis près de 4 ans. On essaya alors de s'en procurer par d'autres moyens ; on permit d'en acheter aux Hollandais (1) ; on tâcha d'en enlever aux ennemis, et, le 27 août 1692 le Ministre de la Marine écrivit au Gouverneur de Saint-Domingue, que le roi permettait aux habitants de rechercher où ils voudraient la main-d'œuvre dont ils auraient besoin (2). En même temps, et c'est là un précédent très curieux des mesures que nous avons étudiées au chapitre 2, le Gouvernement tâchait d'empêcher que les nègres introduits aux îles, n'en fussent exportés. Suivant une ordonnance du 28 avril 1694 « les capitaines qui laisseront s'embarquer sur leur navire des nègres des habitants des îles devront les payer à raison de 400 livres chacun de quelque âge et de quelque force qu'ils soient » (3). La même défense

1. *Arch. Col.* lettre au Ministre, 3 août 1687.

2. Moreau de Saint-Méry, I. 513.

3. Moreau de Saint-Méry I. 524.

leur fut renouvelée le 28 octobre suivant, sous peine de 6 mois d'interdiction, et de 500 livres d'amende en plus du paiement des nègres(1).

En mars 1696, est constituée la *Compagnie royale du Sénégal, Cap Vert et Côte d'Afrique* avec un privilège de 30 ans pour la traite (2).

Les résultats ne furent pas meilleurs ; le 27 mai 1698, un arrêt du Conseil d'Etat constatait que la Cie n'avait pas satisfait à ses engagements et que les planteurs des colonies, notamment de Saint-Domingue, passaient successivement avec des particuliers, des conventions pour l'introduction d'esclaves. Cette tolérance maintenue pendant quelques années au profit de certains armateurs, malgré le privilège nominal qui avait été conféré de 7 août 1701 (3) à la *Compagnie de l'Assiente et de Guinée*, mais soumise toujours à une permission préalable de ladite Cie, devint bientôt une règle générale : une Ordonnance royale du 20 novembre 1713, et des lettres patentes de janvier 1716, autorisèrent tous les négociants français à recruter des nègres en Guinée, sauf une redevance de 20 livres par tête d'esclave. Ce tarif ne tarda pas, du reste, à être modifié par la Déclaration du 14 septembre 1716, portant que « les négociants qui vont faire la traite des noirs à la côte de Guinée n'y paieront pour 3 né-

1. Moreau de Saint-Méry, I. 525.

2. *id.* 546. (*Lettres patentes du roi*).

3. *Arch. col.* F. 142

grions qui ont été ou seront débarqués en Amérique, que sur le pied de 2 nègres et de 2 négrites pour un nègre » (1) et pour assurer la perception de ce droit, une Ordonnance du 3 avril 1718 défendait aux capitaines des bâtiments négriers de descendre à terre ou d'y envoyer leurs équipages, sans en avoir obtenu l'autorisation des gouverneurs.

Le régime de liberté ne produisit pas les effets qu'on en attendait (2), et de nouveau, la Compagnie des Indes, constituée en septembre 1720 obtint le privilège exclusif de l'achat des noirs, pour la côte de Guinée, à la charge de faire transporter annuellement, au moins 3.000 nègres aux Antilles (3).

Elle était exemptée de la moitié de tous les droits pour son trafic, et recevait 13 livres de gratification par tête de nègre. Cet essai réussit mieux; cependant un édit de mars 1724 restreignit les droits de la Compagnie pour le commerce des nègres à la Louisiane.

Les choses paraissent rester momentanément en l'état, puis, ce sont de nouvelles plaintes des habitants au sujet de l'insuffisance des envois.

Le manque de nègres donnait parfois lieu à un trafic spécial; certains marchands allaient en acheter dans les îles étrangères puis venaient les revendre dans les îles françaises.

1. Moreau de Saint-Mery. II, 435.

2. *Id. ib.*, 692.

3. *Id. ib.*, 698.

Mais, dès le 12 décembre 1739, une Ordonnance royale (1) avait interdit « le transport des nègres entre les îles du Vent et Saint-Domingue sauf pour les navires négriers de France, lesquels auront la liberté, lorsqu'ils ne vendront point leurs nègres aux Iles du Vent, de les porter à Saint-Domingue. »

Les précautions les plus minutieuses continuent également à être prises en faveur de la traite française : deux Ordonnances locales des 18 mars 1752 et 9 mars 1754 (2) destinées à « empêcher la vente libre des nègres provenant du commerce étranger dont l'introduction paraît chaque jour plus fréquente » déterminèrent les conditions de la vente et du transport des esclaves de traite dans les divers quartiers de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Grenade et de Marie-Galande.

A l'époque où nous arrivons, il ne faut pas oublier que la Guadeloupe et la Martinique furent prises par les Anglais, la première en 1759, la seconde en 1762 ; en 1763 le traité de Paris nous les rendait, il est vrai, et les réduisait sur les côtes d'Afrique à nos Comptoirs de Gorée, et de Juda en vue de nous empêcher de soutenir la lutte comme autrefois pour le commerce de la traite. Alors que nous aurions eu besoin de réparer les pertes de la guerre et de développer l'exploitation du sol

1. Moreau de Saint-Mery, III, 580.

2. *Arch. Col. F.*, 258, page 753.

la traite française se trouvait presque anéantie et à reconstituer entièrement.

Les Compagnies et les particuliers paraissent renoncer à le faire, et, le Gouverneur de la Martinique en est réduit à demander que le roi y emploie ses propres vaisseaux ; mais le ministre trouve ce projet inacceptable « si les colons manquent de nègres c'est que les nègres anciens ne sont pas encore payés » (1), et, en effet, les habitants payant les nègres presque uniquement en denrées coloniales, en étaient réduits à faire attendre les marchands négriers, quand, par suite des ouragans, des cyclones si fréquents aux Antilles, ou des désastres de la guerre, leurs récoltes se trouvaient compromises.

Il importait, cependant, d'essayer autre chose. Le 31 juillet 1767, fut rendu un Arrêt du Conseil d'Etat (2), déclarant la Compagnie des Indes déchue de son privilège et permettant à tous les négociants et armateurs du royaume de faire, librement, à l'avenir, le commerce et la traite des noirs sur la côte d'Afrique. En même temps, le roi permettait, à Cayenne, la liberté du commerce des nègres pour 12 ans (3). A la Guadeloupe cependant, les esclaves continuent à faire défaut ; alors on revient au monopole et un arrêt du Conseil d'Etat

1. *Arch. col.*, B. 119. Lettre du 10 juin 1764 au marquis de Fénélon.

2. Moreau de Saint-Méry V, 126.

3. *Arch. col.*, F, 260 p. 979. Lettre ministérielle aux administrateurs de la Martinique, 24 août 1768.

du 14 août 1777 (1) accorde pour 15 ans à la *Compagnie de la Guyane française*, le privilège de la traite dans l'île de Gorée et sur les côtes d'Afrique, depuis le Cap Vert jusqu'à la rivière de Casamance « d'autant plus que ces régions sont à peu près abandonnées du commerce français. »

La traite française qui subsistait encore, s'était depuis 1763, détournée surtout vers Saint-Domingue, bien plus riche que les autres îles ; pensant la répartir plus équitablement, le Conseil d'État, par un arrêté du 3 juin 1783 (2) permit aux bâtiments étrangers arrivant directement des côtes d'Afrique avec des cargaisons de noirs, d'aborder dans le port principal de chacune des îles Martinique, Guadeloupe, Saint-Christophe, Sainte Lucie, Tabago, jusqu'au 1^{er} août 1786, et d'y vendre les dits noirs. Enfin, un nouvel Arrêt du Conseil d'État du 26 octobre 1784 (3), provoqué par la nécessité de donner plus d'extension à la traite, abolit toutes les redevances que les bâtiments négriers continuaient à payer au roi, et, convertit en une prime de 60 livres par tonneau de jauge, l'exemption du demi-droit accordée aux denrées coloniales, provenant de la traite des noirs.

Il est bon de constater, toutefois, que, même dans ces temps difficiles, les colons n'obtinrent jamais la per-

1. *Arch. Col. F.* 262. p. 123.

2. *Arch. Col. F.* 262, p. 793.

3. *Arch. Col. F.* 232. p. 833.

mission de faire eux-mêmes la traite. Une lettre du Ministre, aux administrateurs de la Guadeloupe, du 13 août 1785 porte défense à tout bâtiment des îles françaises de l'Amérique, d'aller chercher des nègres sur les côtes d'Afrique. En revanche, deux arrêts du Conseil d'Etat, du 17 juin et 10 septembre 1780, prolongent jusqu'au 1^{er} août 1789 le terme fixé pour l'introduction des noirs étrangers, aux Iles du Vent.

Quelque temps auparavant, s'était formée des débris de la Cie de la Guyane, une nouvelle *Compagnie du Sénégal*, qui par arrêté du 10 novembre 1786 (1) avait obtenu le même privilège qu'elle, pour le monopole de la traite jusqu'au 1^{er} juillet 1796, mais, elle ne tarda pas, elle aussi, à se ruiner.

Les primes avaient atteint, à la fin de l'ancien régime, jusqu'à 3 millions de livres ; ces sacrifices si considérables, de la part du gouvernement, pour protéger le commerce de traite, doivent s'expliquer, semble-t-il, par les grandes avances de fonds imposées aux armateurs et les risques multiples auxquels était exposée, à cette époque, la navigation.

Cependant sous l'influence des idées nouvelles, et, grâce à la propagande de la *Société des amis des noirs* (2) de Paris, toutes primes furent supprimées

1. Walkenaer. *Histoire générale des voyages*, t. V. p. 812.

2. Fondée en 1787 par Brissat ; elle comprit des hommes tels que Mirabeau, Lafayette, Lavoisier, l'abbé Grégoire, etc.

par deux décrets : celui du 11 août 1792 et celui du 27 juillet 1793 (1). Enfin la traite elle-même fut supprimée par le décret du 16 pluviôse, an II (13 février 1794) qui abolissait aussi l'esclavage (2). Ce texte fut entièrement appliqué aux Antilles, et le commerce des noirs n'eut plus lieu, du moins d'une manière légale, jusqu'à la loi du 30 mai 1802, qui, en rétablissant l'esclavage sur ses anciennes bases, autorisa à nouveau la traite. Un arrêté des administrateurs de la Martinique du 10 janvier 1803 alloua une prime de 150 livres (100 fr.) par tête de nègre de quelque âge ou sexe que ce fut, introduit dans l'île de Ste-Lucie que la guerre avait dépeuplée. Cette colonie ayant été prise à la France, en 1804, le gouvernement anglais autorisa jusqu'en 1806, et dans certaines limites, l'introduction, des noirs, mais les primes furent supprimées.

Le traité de Paris (30 mai 1814) promettait que dans un espace de 5 ans, le commerce des noirs n'existerait plus en France, et, l'année suivante (8 février 1815), une déclaration des plénipotentiaires des puissances réunies au Congrès de Vienne, annonçait que dans un court espace de temps, mais sans fixer d'ailleurs aucun délai, la traite des esclaves serait abolie chez toutes les nations chrétiennes.

Le premier pas fait par la France, dans cette voie,

1. Duvergier. *Collection des lois*. IV.359. VI. 71.

2. Id. VII. p. 36.

résulte d'une lettre du ministre, en date du 24 octobre 1815 : il y est ordonné de faire cesser, à la Martinique, le trafic des nègres par tous autres bâtiments que les navires français, partis de France pour la traite, avant le 1^{er} septembre 1815. L'année suivante une autre lettre annonce que le roi consent à supprimer la traite immédiatement et le 8 janvier 1817, une Ordonnance Royale, applicable à toutes nos colonies, prononce la confiscation des négriers français ou étrangers, qui tenteraient d'aborder, et décide que les noirs trouvés à bord seront employés aux travaux publics de la colonie.

Il fut bien difficile d'arriver à l'exacte observation des nouveaux règlements, et on assista à des tentatives constantes, de la part des armateurs, pour échapper aux mesures de répression édictées par le gouvernement. Aussi la traite continua-t-elle encore assez longtemps : à la Martinique, notamment, une dépêche ministérielle nous prouve qu'elle n'avait pas disparu au commencement de 1818.

Les mesures de surveillance devenaient cependant de plus en plus sérieuses : une loi du 15 avril 1818 vint prononcer la confiscation de tous les navires servant à la traite et de leur cargaison, ainsi que l'interdiction du capitaine, s'il était Français ; et, pour assurer d'une manière effective cette prohibition, une croisière fut établie sur le littoral de l'Afrique, afin de visiter tous les navires français aperçus sur les côtes, dans

les parages de nos possessions (Ordonnance Royale du 24 juin 1813).

Les règles répressives du commerce des noirs furent complétées par des dispositions administratives sur quelques autres points : la plus importante est la Note Ministérielle du 12 août 1823, qui autorisait nos navires de guerre à arrêter dans les eaux françaises de l'Afrique, tout négrier quel que soit son pavillon.

En 1827, une loi du 25 août, attribua la répression de la traite et des délits connexes, aux juridictions ordinaires, tribunaux correctionnels ou cours d'assises, selon les peines. Enfin, la dernière loi sur la matière, celle du 4 mars 1831, après avoir établi une graduation des peines, déclara les cours d'assises, seules compétentes, et décida que des amendes pourraient être prononcées et appliquées à améliorer le sort des nègres. Quant à ceux-ci, ils sont libres, sous la seule charge de servir l'Etat comme engagés pendant 7 ans.

Ainsi, et pour nous résumer, la traite fut de tout temps favorisée par le pouvoir royal, sous l'ancien régime, au profit exclusif des négociants du royaume et cela peut s'expliquer, semble-t-il, par la crainte du gouvernement de voir les colons, si la permission leur avait été accordée, faire avec l'étranger le commerce de leurs produits des îles et se soustraire ainsi aux conséquences du pacte colonial.

Si, maintenant, on se demande pourquoi malgré tous

les efforts des rois de France à encourager la traite, tantôt en la déclarant libre pour tous les armateurs, tantôt en en faisant l'objet d'un monopole, elle n'arrive presque jamais à fournir la quantité de noirs réclamés par les habitants, il faut, à n'en pas douter, en faire remonter les causes, d'abord à la difficulté que les Compagnies et les armateurs éprouvaient à se faire payer régulièrement ; ensuite aux risques divers que présentait ce genre de commerce, malgré les bénéfices importants qu'il pouvait procurer. Ces considérations peuvent servir à expliquer, par avance, que les colons se soient trouvés la plupart du temps, gênés pour la réalisation de leur fortune.

Quant au caractère immoral et inhumain de la traite en elle-même, personne, à l'époque, ne semble y avoir songé un seul instant : pour que l'on y prête attention, il faut que l'esprit du peuple, façonné et entraîné par les doctrines des philosophes, puisse se manifester à la faveur des idées d'égalité et de liberté.

II. — En général, les diverses nations de l'Europe occidentale vinrent toutes chercher les noirs sur les côtes d'Afrique ; mais, la traite française, se fit surtout au Sénégal, à Sierra-Leone, à la Côte-d'Or, dans le royaume de Juda qui n'est autre que la région désignée aujourd'hui sous le nom de Côte des Esclaves, dans la Guinée septentrionale, et enfin sur la Côte d'Angola dans la Guinée méridionale.

Les tribus de noirs, habitant ces régions, étaient alors, comme elles le sont aujourd'hui, d'ailleurs, innombrables, et sans vouloir entrer dans des détails ethnographiques, il nous paraît intéressant de distinguer les principales variétés qui furent exportées aux colonies françaises, ce qui nous permettra de constater en passant que ces races, dont nous nous sommes déjà occupés (1), avaient au siècle dernier les qualités de force et d'endurance qui en font aujourd'hui encore une très bonne main-d'œuvre.

Les esclaves de nos possessions françaises ont été décrits principalement par un observateur qui les a étudiés aux colonies pendant longtemps : Moreau de Saint-Méry. Pour sa *Description de Saint-Domingue*, il avait recueilli plusieurs volumes de notes manuscrites, donnant les renseignements les plus intéressants ; la plupart des détails qui vont suivre lui sont empruntés.

Les Sénégalais et leurs voisins les *Jaloffes* ou plutôt les *Ouoloffs* étaient « grands et bien faits, élancés, d'un noir d'ébène » ; ils étaient intelligents, « beaucoup plus difficiles à contenir que tous les autres » mais excellents au travail, quand on parvenait à les discipliner.

Les *Foules* que Mongo Park appelle *Foulahs* et qui ne sont autres que les *Peuhls*, étaient alors désignés vulgairement sous le nom de *Poules* ou *Poulards* ; « guerriers, industriels, spirituels et fins », ils ne se

1. Voir chapitre I, 1^{re} partie.

façonnaient, paraît-il, jamais à l'esclavage comme les autres nègres et leur étaient très supérieurs.

Au sud des Ouolofs, étaient les *Mandingues* qui d'après Bruce (1) auraient été les « meilleurs nègres d'Afrique pour le travail : robustes, dociles, fidèles, ils ne sont pas sujets, comme la plupart des nègres de Guinée à se désespérer de leur condition jusqu'à vouloir s'en débarrasser par la mort ou par la fuite ».

Les *Bambaras*, à l'est des Foules, dépassaient tous les autres par leur taille élevée : paresseux, mais gais et d'un caractère doux, ils portaient aux îles, nous dit Moreau de Saint-Méry (2), le sobriquet de voleurs de dindes et voleurs de moutons, dont ils étaient très friands.

Les nègres de la Côte-d'Or, étaient les plus aptes à la culture, mais leur caractère belliqueux et fier les rendait difficiles à diriger, citons parmi eux les *Ibos*, « le chagrin ou le mécontentement les porte au suicide », ce qui était évidemment une considération dont les acheteurs devaient tenir compte dans leur estimation,

Les *Congos* ou *Francs-Congos*, habitant la région comprise entre le cap Lopez et le cap Nègre, étaient les plus communs et les plus estimés à St-Domingue ; ils formaient de bons domestiques, des ouvriers adroits et des pêcheurs particulièrement habiles.

1. Relation de son sixième voyage, 1718.

2. Moreau de Saint-Méry. *Description de Saint-Domingue*,
T. 32.

A la Martinique et à la Guadeloupe, on préférerait surtout les nègres d'Angola, robustes et intelligents : mais, nous dit du Tertre « ils sentent si forts le bouquin que l'air des lieux où ils ont marché en est infecté plus d'un quart d'heure après. »

Nous pourrions citer encore les *Mondougues*, les *Foin*, les *Moyanbès*, les *Mombeque*, ces derniers originaires de la côte de Mozambique, mais c'étaient les moins prisés, et ils n'étaient guère exportés qu'à défaut des autres races plus fortes et plus habiles.

La « marchandise » connue, demandons-nous maintenant, comment s'opérait le négoce, de quelle manière se faisait la traite.

La plupart du temps, les esclaves sont conduits à la côte par des courtiers qui les amènent des contrées les plus éloignées de l'intérieur ; ces courtiers étaient, en général, des naturels du pays, qui, quelquefois même, élevaient des esclaves et en tenaient magasin pour les vendre ensuite. Les naturels, lorsqu'ils ont des esclaves à vendre, le signalent en général par des feux ; alors les navires envoient des barques sur les points de la côte où ils aperçoivent de la fumée, et le capitaine, après avoir payé des droits multiples aux intermédiaires, est admis à traiter avec les propriétaires des noirs.

Il est très difficile de savoir ce qu'étaient payés les captifs, car le commerce de troc était alors seul pratiqué, de même, d'ailleurs, que pour la revente des nègres aux planteurs coloniaux. Les objets d'échange

les plus ordinaires consistaient en eau-de-vie, tabac, poudre, fusils, sabres, pipes, quincaillerie, verroterie, émaux, étoffes de laine, de soie, toiles, coutils, indienne etc., etc., toutes marchandises d'une qualité le plus souvent inférieure.

Il y avait des tarifs établis, mais souvent les vendeurs se refusaient à les accepter, ce qui amenait de grandes variations dans la valeur et le nombre des objets nécessaires à l'achat d'un nègre. Citons cependant, d'après Le Brasseur (1) la note suivante acquittée par un capitaine, en 1783, pour 18 captifs :

2 fusils.	Pour 1 captif
10 boîtes de poudre de 30 livres.	— 2 —
20 onces de cauris.	— 4 —
3 onces de Siamoises communes et gros rouge.	— 1 —
5 pièces de toile à robes.	ensemble 10 onces pour 2 captifs
5 — guinées bleu.	
3 — méganepaux (sorte d'étoffe).	
80 — platilles (10 onces).	— 2 —
30 — ancras d'eau-de-vie pleines	— 5 —

De différents documents consultés et de calculs faits (2), il résulterait que le prix des nègres a pu varier suivant les lieux, les époques et les individus entre 30 et 4 à 500 livres.

1. Arch. Col. F. 161. *Détails historiques et politiques sur la politique, sur la religion, les mœurs et le commerce des peuples qui habitent la côte occidentale d'Afrique*, par M. Le Brasseur, 1779.

2. Peytraud, *Ouvrage cité*, p. 102.

Le plus souvent, on faisait des lots d'hommes, de femmes, d'enfants, de jeunes, de vieux, de robustes et de malingres, on établissait un prix moyen et après un examen des plus minutieux, car les moindres infirmités étaient cause d'une très forte baisse de prix, on les embarquait pour les îles.

Arrivés à destination et après une visite sanitaire obligatoire, la vente commençait.

De bonne heure, s'étaient constitué, dans nos colonies, des intermédiaires achetant en gros pour revendre en détail, mais ce système de *requetage* (c'est ainsi que l'on appelait le commerce des revendeurs) après avoir suscité de nombreux abus et de graves inconvénients, fut supprimé, et la vente eut lieu directement aux propriétaires. Aussitôt après la vente, les nègres étaient *étampés* : le propriétaire qui venait de les acheter, leur faisait imprimer, au fer chaud, ses initiales, avec une marque particulière sur les deux côtés de la poitrine.

De même que le prix d'achat aux côtes d'Afrique, le prix de revente des nègres variait beaucoup. Relativement peu élevés, tout-à-fait au début, parce que les noirs arrivaient en abondance et n'étaient pas encore très demandés, les prix montèrent considérablement, à mesure que la marchandise devint plus rare et fut plus recherchée.

Payés 200 livres la pièce en 1643, les esclaves étaient arrivés, à valoir, en 1716, 6 et même 700 livres et à

la fin de l'ancien régime une moyenne de 1500 livres (1)
Le bénéfice des négriers tout en tenant compte des
frais et droits supportés, était ainsi, des plus élevés ;
du reste dans le règlement d'une association pour la
traite des nègres fondée en 1767, il est dit que « la
traite des nègres a été dans tous les temps reconnue
comme un commerce des plus fructueux » (2).

1. Peytraud, *ouvrage cité*, p. 123 et suiv.

2. Id. *Ib.* p. 127.

CHAPITRE II

Du travail et de la condition matérielle des esclaves.

L'esclave est, avant tout, un instrument de travail ; les colons en assujettissant les noirs à travailler la terre sans relâche, n'ont voulu qu'une chose, n'ont eu qu'une unique préoccupation : s'enrichir promptement, obtenir le plus de produits possibles pour l'exportation.

Le régime de l'esclavage est particulièrement intéressant à étudier : nous allons essayer d'en esquisser les principaux traits dans les pages qui vont suivre.

L'article 6 du Code noir (1) s'exprimait ainsi : « Enjoignons à tous nos sujets, de quelque qualité et condition qu'ils soient, d'observer les jours de dimanches et de fêtes qui sont gardés par nos sujets de la religion C. A. et R. Leur défendons de travailler et de faire travailler leurs esclaves, aux dits jours, depuis l'heure de minuit jusqu'à l'autre minuit, à la culture de la terre,

1. Le code noir fut promulgué pour les Antilles, en mars 1685 ; il ne fut enregistré à Cayenne que le 5 mai 1704, puis rendu applicable par Lettres patentes de décembre 1723 et à la Louisiane par Édit royal de mars 1724.

à la manufacture des sucres et à tous autres ouvrages à peine d'amende et de punition arbitraire contre les maîtres et de confiscation tant des sucres que des esclaves qui seront surpris par nos officiers, dans le travail ».

A part cette garantie, rien n'est réglementé, quant au travail des esclaves ; l'esclave dépend absolument de l'arbitraire des maîtres ; le maître a le droit d'user de son esclave jusqu'à la dernière limite de ses forces.

Pour la culture du tabac et de la canne à sucre, les nègres travaillaient du lever au coucher du soleil, sans autre repos que le temps d'absorber leur maigre nourriture ; si par hasard, la fatigue semblait les gagner, le fouet du maître se chargeait de réveiller leur énergie et de leur faire donner quand même le maximum de leurs forces.

« On ne leur laisse, dit le P. du Tertre, que trois ou quatre heures pour dormir surtout à la saison du pécun (1). »

Cette récolte, cependant, n'était pas la plus pénible ; la culture de la canne à sucre, la fabrication du sucre demandaient d'autres peines et offraient d'autres dangers.

Le P. Labat, dans son *Nouveau voyage aux isles de l'Amérique* (2), nous fournit les détails les plus

1. Du Tertre, II, 524.

2. P. Labat. *Nouveau voyage aux isles de l'Amérique*, tome III, p. 408.

complets sur ces derniers points. Les cannes récoltées sont d'abord broyées par les moulins à sucre. Ce sont les négresses qui sont chargées de les mettre en rouleaux; or, si par inattention, elles avancent trop la main, à l'endroit où les tambours se touchent, elles sont entraînées et le plus souvent écrasées; dans certains cas, on a tout au plus le temps de couper la main ou le bras de la victime.

Comme le travail dure une partie de la nuit, on a soin d'obliger les nègres et les négresses à fumer et à chanter pour les empêcher de succomber au sommeil, sinon, en écumant les chaudières, ils risquent beaucoup de tomber au fond. Ils travaillent, en effet, dix-huit heures sur vingt-quatre. « Sur les six heures qu'ils ont en deux fois pour dormir, il faut qu'ils en ôtent le temps de leur souper et souvent celui d'aller chercher des crabes pour se nourrir. » Le lever a lieu une demi-heure avant le jour; quelques maîtres donnent alors un peu d'eau-de-vie, mais c'est l'exception. Les nègres qui sont employés aux fourneaux de la sucrerie y restent, sans sortir, jusqu'à six heures du soir; ils doivent s'arranger pour manger, sans que le travail soit interrompu.

Il n'est que juste de dire, toutefois, que ce régime était de beaucoup le plus dur : les nègres, employés comme domestiques sur de petites exploitations, les négresses occupées aux travaux du ménage, avaient

une existence bien moins pénible. Ceux-là, il est vrai, ne formaient qu'une infime minorité.

Si encore, le logement et la nourriture étaient venus les dédommager de ce labeur de tous les instants, ils auraient eu, au moins, une légère compensation ; mais de ce côté, encore, ils étaient des plus mal partagés. Ni le code noir, ni aucun règlement ne parle de la manière dont les esclaves doivent être logés ; mais nous trouvons à cet égard des renseignements très précis, dans des auteurs qui ont vu les choses de près et aux témoignages desquels nous avons dû recourir déjà : le P. du Tertre, le P. Labat et Moreau de Saint-Méry (1).

Les cases habitées par les nègres, ne sont jamais très loin du corps de logis principal, afin qu'on puisse à tout instant les surveiller. Habituellement, elles ont environ 10 pieds de longueur, sur 6 de large et 10 ou 12 de haut, elles sont composées de quatre fourches qui en font les quatre coins, et, de deux autres plus élevées qui « appuient la couverture qui n'est que de roseaux et que la plupart font descendre jusques au pied de terre ».

« Leur lit, dit le P. du Tertre, fait peine à voir et il n'y a personne qui ne le crût plus propre à faire souffrir

1. Bien entendu, nous n'indiquerons ici que les points les plus intéressants ; nous renvoyons, pour les détails, aux auteurs eux-mêmes.

un corps qu'à lui procurer le repos nécessaire pour réparer les forces. Ce lit est composé de branches d'arbres entrelacées en forme de claie et élevé de 3 pieds de terre, sur quatre gros bâtons. Mais il n'y a ni draps, ni paille, ni couverture ».

Assurément, il n'y a pas lieu de s'attendrir outre mesure sur l'insuffisance de ces habitations, car il est bien certain que dans leur pays d'origine, les nègres avaient des abris plutôt rudimentaires, mais ils n'étaient alors soumis à aucun travail, et, si leur case était peu confortable, ils pouvaient du moins y dormir et y manger à leur volonté.

Nous savons comment leur sommeil était réglé ; nous allons voir comment on les nourrissait.

Avant le code noir, il semble que rien de précis n'ait été ordonné à ce sujet. On recommande de nourrir les nègres, mais sans dire comment. Dès le 13 juillet 1648, une Ordonnance du Gouverneur de la Martinique (1) prescrit aux habitants, de « planter et cultiver des vivres » pour assurer la nourriture des esclaves, et aux officiers de milice, d'y veiller attentivement.

Mais du Tertre nous apprend que beaucoup de Français, pour se soustraire à cette obligation, préféraient donner à leurs esclaves, une certaine quantité de terre dont ils pouvaient vendre les produits « au marché les dimanches et les fêtes entre les deux messes » et ache-

1. Moreau de Saint-Méry. I. 68.

ter ainsi de la viande ou du poisson. Mais comme ils n'étaient pas assez bien « stylés à ce petit ménage » ils étaient contraints de voler ; c'est pourquoi l'on jugea utile de consacrer plusieurs articles du code noir à la réglementation de leur régime alimentaire. « Seront tenus les maîtres, dit l'art. 23, de faire fournir par chacune semaine, à leurs esclaves âgés de dix ans et au-dessus, pour leur nourriture, 2 pots et demi, mesure de Paris, de farine de manioc, ou 3 cassaves pesant chacune 2 livres et demie au moins, ou choses équivalentes, avec 2 livres de bœuf salé ou 3 livres de poisson ou autres choses à proportion, et aux enfants, depuis qu'ils sont sevrés, jusqu'à l'âge de 10 ans, la moitié des vivres ci-dessus ».

Art. 24. — « Leur défendons de donner aux esclaves, l'eau-de-vie de canne ou guildive, pour tenir lieu de la substance mentionnée en l'article précédent.

Art. 25. — « Leur défendons pareillement de se décharger de la nourriture et substances de leurs esclaves, en leur permettant de travailler certains jours de la semaine pour leur compte particulier (1) ».

A la rigueur, et toutes réserves faites sur la façon de fournir les esclaves de vivres pour une semaine entière, qui devait présenter de nombreux inconvénients, étant donnée l'imprévoyance des noirs, ces prescriptions

1. Cette disposition vise le procédé dont nous parlait du Tertre.

assuraient le nécessaire aux esclaves. Mais nous allons voir que, dans la pratique, les maîtres ne leur donnaient presque jamais les rations obligatoires. Ce qui le prouve bien ce sont les nombreux règlements ou édits, promulgués après le code noir, pour assurer la nourriture des nègres, car, si les prescriptions avaient été bien observées on eût pas eu besoin de les rappeler aussi souvent et d'en édicter de nouvelles. Ainsi, le 3 mai 1706 le Conseil de Leogane (1) ordonne qu'il sera planté « 150 pieds de manioc par chaque tête de nègres depuis l'âge de 10 ans jusqu'à 60, et 10 pieds de bananiers » ; le 14 mars 1707 le Conseil du Cap rend un arrêt (2) nommant des conseillers, pour vérifier avec les officiers de milice, si la quantité des vivres prescrite, se trouve plantée sur les habitations. A la Martinique le 19 août 1761, le Gouverneur Général constate dans une Ordonnance (3), que les mesures multipliées à ce sujet n'ont nullement eu l'effet qu'elles devaient produire ; une autre Ordonnance des administrateurs du 10 octobre 1762 (4), enjoint à chaque habitant de planter une quantité de terrain suffisante, pour la subsistance de ses nègres pendant 6 mois, d'emmagasiner des vivres chez lui au 1^{er} mai suivant, et de renouveler cette provision pendant 6 mois.

1. Moreau de Saint-Mery, II, 70.

2. Moreau de Saint-Mery, II, 73.

3. Moreau de Saint-Mery, IV, 401.

4. Moreau de Saint-Mery, IV, 506.

On se demande vraiment, par quel calcul d'économie sordide et par quelle imprévoyance, les maîtres en arrivaient ainsi à ne pas nourrir leurs esclaves ; n'était-ce pas pousser au vol, d'abord, puis inciter à la révolte et à la rébellion ces natures plutôt frustes et toujours prêtes à l'obéissance ?

La question des vêtements était de moindre importance, car le climat des colonies permettait de s'en dispenser, ou, tout au moins, de n'avoir pas une grande exigence sur ce point ; aussi ceux que les maîtres fournissaient à leurs esclaves étaient-ils des plus sommaires : un caleçon de grosse toile et un bonnet pour les hommes, pour les femmes une jupe de toile courte et rien sur la tête (1). A ce propos, du reste, le code noir était des plus laconique, « seront tenus les maîtres, disait seulement l'article 25, de fournir à chaque esclave, par chacun an, deux habits de toile ou quatre aunes de toile au gré des maîtres » ; un auteur nous apprend en outre que, de son temps, l'obligation relative aux vêtements n'était presque jamais exécutée à cause des trop grands frais qu'elle entraînait (2).

Les maîtres étaient tenus, en dernier lieu, de fournir aux malades infirmes et vieillards, les soins médicaux. L'article 27 du code noir, à cette occasion, s'exprimait ainsi : « les esclaves infirmes par vieillesse, maladie ou

1. *Du Tertre ouv. cit.* II, 520 ; ni les uns ni les autres n'avaient de chaussures ni de souliers.

2. Dessalles. *Nouveau voyage aux Isles.* III, 299.

autrement, soit que la maladie soit incurable ou non, seront nourris et entretenus par leurs maîtres, et en cas qu'ils les eussent abandonnés, les dits esclaves seront adjugés à l'hôpital auquel les maîtres seront condamnés de payer 6 sols par chacun jour pour la nourriture et l'entretien de chacun esclave ». Ces règles étaient-elles observées en réalité ? Nous n'avons pu trouver aucun document à ce sujet ; dans tous les cas, il est permis d'en douter, si l'on veut se rappeler surtout, du peu de cas, que les maîtres faisaient des règlements.

Les quelques articles du Code noir que nous venons de citer, sont, quoiqu'on en ait dit d'une grande humanité. Que Colbert ait été doux envers les esclaves par spéculation, ou pour toute autre cause, peu importe, le fait n'en existe pas moins, et, pour l'époque, il est assez remarquable, surtout si l'on veut bien songer à la législation qui existait, sur ce point, chez les autres nations.

Malheureusement, ces règles qui auraient pu faire aux esclaves une existence matérielle au moins aussi heureuse que celle qu'ils menaient en Afrique, étaient, comme nous l'avons vu, tout à fait négligées, ou laissées, la plupart du temps, à l'arbitraire du maître ; c'est pourquoi, malgré la législation, malgré les règlements, tout dépendait, en dernière analyse, de la bonne volonté du planteur, de sa plus ou moins grande humanité.

A la fin du XVIII^e siècle, cependant, les mœurs semblent changer ; l'influence des idées philosophiques

paraît se faire sentir jusque dans les colonies, et, la situation matérielle de l'esclave devient meilleure. Nous en trouvons une preuve très curieuse, dans une ordonnance du 15 octobre 1786 (1), concernant les îles du Vent; comme précédemment, le repos des jours fériés est obligatoire, mais, en outre, il est interdit de faire travailler les nègres de midi à 2 heures, comme avant le lever du soleil et après le jour tombé (Art. 1).

Chaque nègre et négresse ont droit à une « petite portion de l'habitation » qu'ils pourront cultiver à leur profit « ainsi que bon leur semblera »; malgré cela leur nourriture incombera toujours aux maîtres (Art. 2). Sur chaque habitation sera établie une case exclusivement destinée à servir d'hôpital. « Défend, Sa Majesté, l'usage pernicieux de laisser coucher les nègres à terre » (Art. 4).

Les négresses enceintes, où nourrices, ne travailleront que modérément après le lever du soleil jusqu'à 11 heures; elles reprendront à 3 heures et cesseront une heure avant le coucher du soleil. Sous aucun prétexte elles ne seront assujetties à des veillées (Art. 5).

Il est vrai que si nous consultions les auteurs qui de notre temps se sont occupés de l'esclavage, nous verrions que, même à l'époque dont nous parlons, la condition matérielle des nègres n'a pas cessé d'être misé-

1. Durand-Mollard, *Code de la Martinique, Saint-Pierre Martinique*, III, 696.

nable. Il faut donc se garder de trop d'optimisme, tout au moins quant à l'application de ces mesures.

Si les devoirs imposés aux maîtres vis-à-vis de leurs esclaves, restaient le plus souvent dans le domaine de la théorie, leurs droits étaient, par contre, à peu près illimités, et les moyens coercitifs dont ils disposaient pour forcer au travail ou organiser les châtiments, étaient empreints, le plus souvent, de la dernière barbarie. Et cela, était la conséquence malheureusement trop logique de la situation de l'esclave au point de vue juridique (1).

Légalement, l'esclave n'a pas d'état civil; il n'est ni citoyen, ni époux, ni père; corporellement, il est considéré comme un bétail. La loi en fait un meuble (2); il est une propriété. Il n'a rien en propre et ne peut contracter (3); tout ce qu'il laisse en mourant est à son maître; il n'a de volonté, vivant ou mort, que celle de son maître; s'il accomplit un acte c'est qu'il représente

1. Voir pour plus de détails Peytraud, *ouvrage cité*, chap. V.
Des esclaves considérés par rapport au droit civil.

2. Code noir. Art. 44. Il est vrai qu'un arrêt du Conseil d'Etat du 22 août 1687, nous apprend qu'avant 1685, les esclaves étaient réputés immeubles et traités comme tels. La matière est donc assez obscure; cependant, il est certain que presque tous les textes nous présentent les esclaves comme étant des meubles, mais soumis tantôt, aux règles des immeubles, tantôt à celles des meubles.

3. Art. 28 et 30 du Code noir.

son maître, il n'agit que par lui et pour lui. Dans la vie sociale, il est à l'écart de tout ; inadmissible aux fonctions publiques, il ne peut être, ni arbitre, ni expert, ni partie civile. Son témoignage ne sert que de mémoire pour aider les juges à s'éclaircir, d'ailleurs, « sans qu'on puisse tirer aucune présomption, conjecture, ni adminicule de preuve ». En un mot, les esclaves sont des choses, et, quand on leur reconnaît une personnalité, ce n'est que pour leur accorder les quelques protections toutes platoniques dont nous avons parlé, et surtout, pour les punir.

Le droit de punir était reconnu aux maîtres par l'article 42 du code noir : « pourront seulement les maîtres, lorsqu'ils croiront que leurs esclaves l'auront mérité, les faire enchaîner et les faire battre de verges ou cordes. Leur défendons de leur donner la torture, ni de leur faire aucune mutilation de membres, à peine de confiscation des esclaves et d'être procédé contre les maîtres, extraordinairement ». La formule est bien vague et laisse encore beaucoup de place à l'arbitraire, d'autant plus que l'article 43 permet aux juges d'absoudre « le maître qui aurait tué son esclave ».

On ne doit donc pas s'étonner, qu'en l'absence de dispositions plus précises, des abus se soient très fréquemment produits qui réduisirent à néant les intentions peut-être humanitaires, mais à coup sûr insuffisantes, des rédacteurs du code noir. Dès le 30 décembre 1712, une Ordonnance du roi témoigne qu'on s'était

ému des cruautés « inconnues même parmi les nations les plus barbares » que les maîtres infligeaient à leurs esclaves. La plupart des arrêts se rapportant à des cas de cette nature, montrent que l'impunité des maîtres était, en fait, à peu près complète ; leur pouvoir disciplinaire n'avait pas ou presque pas de bornes. Les Ordonnances royales du 23 décembre 1785 pour Saint-Domingue, et 15 octobre 1786, pour les îles du Vent, donnaient aux procureurs et économes des habitations, le droit de faire appliquer aux esclaves jusqu'à 50 coups de fouet (1). Les décisions royales des 14 mars 1741 1^{er} mars 1768 et 23 septembre 1763, autorisaient les gouverneurs de Saint-Domingue et de la Martinique à « commuer les peines capitales prononcées contre les esclaves en celle d'être marqués d'une fleur de lys à la joue, enchaînés et employés en perpétuité ou pour

1. « Le fouet, a écrit M. Schœlcher, est une partie intégrante du régime colonial ; le fouet en est l'agent principal ; le fouet en est l'âme ; le fouet est la cloche des habitations, il annonce le moment du réveil et celui de la retraite ; il marque l'heure de la tâche ; le fouet, encore, marque l'heure du repos ; et c'est au son du fouet qui punit les coupables qu'on rassemble, soir et matin, le peuple d'une habitation pour la prière. Le jour de la mort est le seul où le nègre goûte l'oubli de la vie sans le réveil du fouet ; le fouet, en un mot, est l'expression du travail aux Antilles. Si l'on voulait symboliser les colonies, telles qu'elles sont encore, il faudrait mettre, en faisceaux, une canne à sucre avec un fouet de commandeur. »

un temps, suivant les différents cas, aux fortifications où autres travaux ordonnés dans la colonie ». La déclaration du 1^{er} mars 1768, prononçait d'ailleurs la peine de mort, en cas de tentative d'évasion.

On essaie bien d'empêcher les excès des maîtres à l'égard de leurs esclaves, mais les châtimens sont tellement légers en regard des raffinements de supplices que subissaient les noirs, qu'ils n'ont aucun résultat. Ainsi, un lieutenant de milice avait fait arracher à un de ses nègres toutes les dents de la mâchoire supérieure, fait inciser les flancs d'un autre et couler dans ses plaies du lard fondu ; le Conseil de la Martinique se contenta de le casser et de le condamner à une amende de 4.000 livres de sucre (1). — Par arrêt du 10 mai 1671 (2), le sieur Brocard, est condamné à 500 livres de sucre d'amende pour « avoir excédé et fait excéder la négresse Anne, de plusieurs coups de fouet, ce qu'il lui a fait diverses grièves blessures en plusieurs parties de son corps, et, outre ce, pour lui avoir fait brûler avec un tison ardent, les parties honteuses. » Le châtiment n'est-il pas ridicule proportionnellement au crime, et, comment s'étonner, dès lors, des atrocités inouïes rapportés par les auteurs contemporains de l'esclavage ?

Quant à l'autorité compétente pour statuer sur les

1. Moreau de Saint Mery. I, 203. Dessalès III. 150.

2. Moreau de Saint Mery. I, 224.

peines à infliger aux esclaves, c'était, en dernier ressort, d'après l'Ordonnance du 20 avril 1711, les juges ordinaires, pour ceux qui encourent les peines du fouet, de la fleur de lys et des oreilles coupées seulement (1) ». Il faut bien savoir, du reste, que les juges sont presque toujours des colons, propriétaires eux-mêmes d'esclaves, ou alliés à des colons, qui ne manqueront jamais de traiter les accusés avec sévérité — enfin l'Ordonnance du 25 février 1769 déclare que les jugements sont exécutoires sans appel, en ce qui concerne les esclaves, jusqu'à la peine du fouet et du carcan inclusive-ment. Les Lettres Patentes du 3 septembre 1796 ordonnent, cependant, de surseoir aux jugements des esclaves de l'un et l'autre sexe, jusqu'à ce que le roi ait fait connaître ses intentions, par un nouveau règlement de police. Cela nous montre que le droit d'évocation devait s'exercer, quelquefois, à l'égard des procédures relatives aux noirs, et, donnait, malgré tout, à ces derniers, quelques garanties.

En somme, le régime de l'esclavage est, avant tout, le régime du bon plaisir du maître ; l'esclave est sa propriété, il en use à son gré ; tous ses efforts ne tendent qu'à ce but économique : obtenir le rendement maximum de ce capital vivant. Malgré les prescriptions du code noir et certaines ordonnances postérieures

1. Le droit d'appel n'existait, d'après l'Ordonnance que pour la peine du jarret coupé ou de mort.

res, l'esclave est réduit à l'état de machine humaine qui travaille jour et nuit, sans repos, et, sans même coûter au maître, son seul entretien ; car nous savons en quoi consistait le repos des nègres, les quelques heures passées sur un affreux grabat ; nous savons comment les maîtres comprenaient leur obligation de les nourrir, de les soigner, quand ils étaient malades, de leur venir en aide quand, par hasard, ils atteignaient la vieillesse. De droits, l'esclave en pratique n'en a pour ainsi dire pas ; la loi est faite surtout pour se garantir contre lui. La contrainte exercée par le maître sur son habitation, à l'aide du commandeur, constamment armé du fouet, ne suffit pas, les supplices les plus atroces sont imaginés, si bien que les rapports de maîtres à esclaves en arrivent à produire un véritable régime de barbarie, sans aucune règle, sans aucune sanction.

CHAPITRE III

L'abolition de l'esclavage.

Les conséquences de l'esclavage et de son abolition.

Les affranchissements, quoique plus libéraux dans leurs principes que dans leurs effets, furent la première étape sur le chemin de la liberté.

L'affranchissement qui permettait aux esclaves de jouir des mêmes droits, privilèges, et immunités que les personnes nées libres, pouvait résulter, d'après le code noir, de différentes causes. Aux termes des art. 55 et 59, les maîtres âgés de 20 ans avaient le droit d'affranchir leurs esclaves, par des actes entre vifs ou à cause de mort et « sans qu'ils soient tenu de rendre raison de l'affranchissement ».

En outre, les esclaves constitués légataires universels par leurs maîtres, ou nommés exécuteurs testamentaires ou tuteurs de leurs enfants étaient « réputés et tenus pour affranchis ».

Les rédacteurs de l'Édit de 1685, avaient certes, obéi ici aux sentiments les plus libéraux ; mais ils semblaient n'avoir nullement compté sur les passions humaines, qui ne tardèrent pas à provoquer des change-

ments dans la législation et en vinrent à dénaturer ainsi leurs intentions.

Les affranchissements consentis par les maîtres, parmi les esclaves de culture ou d'atelier étaient rares ; ils ne se produisaient guère que lorsque les maîtres voulaient spéculer sur cette opération : alors ils faisaient payer chèrement la liberté à leurs esclaves. Quelquefois, c'étaient des nègres indociles ou paresseux qui se procuraient par tous les moyens, et, particulièrement, par le vol, le prix de leur rachat ; quelquefois aussi, les maîtres affranchissaient, pour une somme déterminée, les ouvriers habitués déjà à travailler pour eux, moyennant une rétribution.

Aussi, ne tarda-t-on, pas à s'apercevoir des inconvénients de ces différents procédés. Dès le 15 août 1711, un règlement local vint défendre, d'une manière absolue, aux propriétaires, d'affranchir leurs esclaves sans autorisation. Puis, au bout d'un certain temps, on ne se contenta plus d'une autorisation, mais on s'efforça par des mesures fiscales et autres, de restreindre le nombre des affranchissements.

C'est ainsi que le ministre, par une lettre du 6 avril 1786, prescrit au gouverneur de la Martinique de se montrer très difficile pour accorder l'homologation des affranchissements faits par acte de dernière volonté : et par une seconde dépêche du 4 octobre 1786, il invite le gouverneur de la Guyane, à établir une taxe sur les affranchissements.

En réalité, cette question des affranchissements malgré des prescriptions multiples, ne put jamais être réglée d'une manière satisfaisante, car jamais, les restrictions apportées à la volonté des maîtres, après le code noir, ne furent rigoureusement appliquées (1).

Il ne faudrait pas croire, du reste, que l'affranchi bénéficiât d'une liberté absolue. La perte de la liberté était la punition qui menaçait sans cesse les affranchis ou même leurs descendants : ainsi, ils pouvaient être déchus de la liberté, non seulement pour des délits commis par eux-mêmes, mais pour avoir recelé des esclaves fugitifs, ou le produit de leur vol. En outre, un grand nombre des incapacités édictées contre les esclaves leur étaient également applicables (2).

Enfin, la distinction sociale entre les colons et les descendants d'esclaves fut maintenue par une série d'Ordonnances, dont l'une allait même jusqu'à imposer aux gens de couleurs libres de ne pas porter les noms des familles de blancs établies et connues dans l'île.

1. Rounellat de Cussac. *Situations des esclaves dans les colonies françaises*, pp. 88 et suiv.

2. Il leur était défendu, par exemple, à peine de 500 livres d'amende, pour chaque contravention et de punition corporelle suivant l'exigence du cas, d'exercer la médecine ou la chirurgie (Ord. du 30 avril 1764) ; sous peine de la même amende, pour la 1^{re} fois, et du double en cas de récidive, d'être employés comme clercs de greffiers, notaires, procureurs et huissiers, (l'Ord. du 9 juin 1765 et Ord. du 4 mars 1774).

Aussi, malgré la théorie en apparence très libérale, contenue dans les art. 57, 58 et 59 du code noir, les mœurs l'emportèrent toujours sur la législation, et, il y eut de tout temps, une barrière infranchissable entre les blancs et les gens de couleur, et jamais ceux-ci ne parvinrent à faire disparaître la tache originelle dont ils étaient marqués.

Aux premières années de la Révolution, cependant, les mesures libérales commencèrent réellement. Le 11 août 1792, un Décret supprimait la prime d'encouragement pour la traite des noirs, accordée par l'arrêt du Conseil du 10 septembre 1786. Le 27 juillet 1793 la Convention supprimait toutes les autres primes de même nature. C'était un pas énorme vers l'abolition de l'esclavage qui fut proclamée du reste, peu de temps après : le 16 pluviôse de l'an II (2 février 1794). Tous les habitants des colonies, sans distinction de couleurs devaient jouir, à l'avenir, comme citoyens français, de tous les droits assurés par la constitution.

Cette mesure ne fut guère acceptée par les colonies : les assemblées coloniales de Bourbon et de l'Île de France, qui se regardaient comme presque indépendantes, se refusèrent à exécuter le décret ; aux Antilles, la loi fut appliquée à la Guadeloupe seulement, la Martinique étant, à cette époque, occupée par les Anglais.

D'ailleurs, le décret fut bientôt abrogé par un arrêté

consulaire du 30 floréal an X (20 mai 1802) qui rétablit l'esclavage sur ses anciennes bases.

A partir de 1815, il est facile de remarquer deux ordres de mesures ayant pour but d'amener l'une et l'autre, à l'abolition lente et graduelle de l'esclavage, par la suppression de la traite d'une part, de l'autre, par les facilités données aux affranchissements.

Nous avons vu les premières lois qui successivement réagirent contre la traite : un progrès considérable fut réalisé par la loi du 8 mars 1831 ; les noirs trouvés à bord d'un négrier étaient déclarés libres, par le jugement qui condamnait le fait de la traite ; ils étaient seulement soumis à un engagement de sept ans vis-à-vis du gouvernement.

Les Conventions avec l'Angleterre, du 30 novembre 1831 et du 23 mars 1833, établissant le droit réciproque de visite et de capture vis-à-vis des navires rencontrés dans certaines zones de l'Océan, avec l'apparence d'un bâtiment négrier, eurent également de très grands effets.

A la même époque, les entraves apportées aux affranchissements, disparaissaient peu à peu : l'Ordonnance du 29 avril 1832, déclarait libre de plein droit, tout esclave ramené en France, dès qu'il aurait débarqué : la loi du 24 avril 1833, accordait la plénitude des droits civils et politiques aux affranchis, à compter du jour de l'affranchissement ; l'Ordonnance du 11 février 1839,

créait certaines catégories d'affranchissements *ipso facto*, etc...

En même temps, le régime de l'esclavage s'humanisait peu à peu, la peine de la mutilation et la marque étaient abolies, l'état civil des esclaves était établi ; en outre une cour spéciale était instituée, qui devait juger les délits commis par les propriétaires vis-à-vis de leurs esclaves.

Enfin, la loi du 18 juillet 1845, vint préparer les bases d'une émancipation graduelle, en donnant aux esclaves le droit d'être propriétaires et de se servir de leurs biens pour racheter leur liberté.

Les choses en étaient là, quand survint la Révolution de 1848 ; le Gouvernement Provisoire, composé précisément d'hommes, partisans convaincus de l'abolition de l'esclavage, n'hésita pas à mettre la réforme au premier rang de ses préoccupations, et choisit pour la mener à bonne fin, l'homme qui avait jusqu'alors consacré sa vie à combattre pour l'émancipation et la liberté : Victor Schœlcher. Sous ses auspices, un résultat immédiat ne pouvait se faire attendre. En effet, un décret du 4 mars 1848 créa une commission pour préparer l'émancipation dans le plus bref délai ; M. Schœlcher fut nommé sous-secrétaire d'Etat aux colonies et le 27 avril suivant un décret proclamait l'abolition complète de l'esclavage ; l'article 6 de la constitution du 4 novembre 1848 et l'article 1 du Sénatus-consulte du 3 mai 1854, en consacraient les dispositions, en disant

que l'esclavage ne pourrait plus exister, ni jamais être rétabli dans les colonies françaises.

Le régime aboli, demandons-nous quelles furent, en nous plaçant bien entendu sur le seul terrain économique, les conséquences (1) de l'esclavage. Elles peuvent, semble-t-il, se ramener à trois, toutes trois capitales : 1° développement de la grande propriété ; 2° remplacement de la charrue par des procédés de culture primitifs et routiniers ; 3° culture exclusive des produits de luxe et d'exportation.

L'extension de la canne à sucre, coïncida, dans nos colonies à esclaves, avec le développement donné par Colbert à la traite. A l'origine, le tabac, le roucou, le cacao et l'indigo étaient seuls cultivés, et, bien que les colons, eussent déjà des tendances à abandonner les cultures vivrières (2), les denrées d'exportation produites à cette époque, convenaient très bien à la petite et à la moyenne propriété ; mais on ne tarda pas à s'apercevoir que le sucre rapportait davantage, et, les plus riches propriétaires, commencèrent à acheter les terres de leurs voisins. En 1680, les Antilles ont déjà perdu « plus de 4000 habitants, dont les terres, sont à présent possédées, écrit l'intendant Patoulet, par 12 ou 15 sucriers seulement... l'habitation du sieur de

1. Nous étudierons ces conséquences, surtout aux Antilles, où elles furent de beaucoup les plus intéressantes.

2. Leroy-Beaulieu. *Colomisation chez les peuples modernes*, 4^e édit., p. 163.

Maintenon, la plus grande et la plus fructueuse, n'a qu'un économe blanc et plus de 150 nègres (1). » A Saint-Christophe, les gros propriétaires chassent les petits, par tous les moyens, et, malgré les plaintes des administrateurs, les instructions des ministères, le mouvement ne fait que s'accélérer et rien ne peut l'arrêter. Les terres sont bientôt l'apanage de quelques riches planteurs, propriétaires « d'habitation sucrières » qui exigent une grande étendue de terrains, d'énormes bâtiments, un personnel d'esclaves considérable.

Mais le développement de la grande propriété tient encore à une autre cause. Dans les colonies sucrières, les deux opérations agricole et industrielle, de la production de la canne et de la fabrication du sucre, étaient intimement liées et se faisaient dans le même établissement ; or, il n'est pas douteux que, si, certains propriétaires s'étaient contentés de cultiver la canne à sucre et d'autres de la transformer, jamais la propriété ne se fut concentrée en un aussi petit nombre de mains. L'expérience a prouvé, du reste, que cette division du travail, était des plus rémunératrices (2).

Cette extension de la grande propriété, eut elle-même pour conséquence, de faire reculer l'agriculture

1. *Arch. col.* c. 8, 11. Mémoire du 11 décembre 1680.

2. Schœlcher. *Abolition immédiate de l'esclavage*, p. 23 et *L'esclavage pendant les deux dernières années*, II, 377.

aux procédés les plus grossiers. La charrue, introduite par les premiers émigrants français, disparut dès que la main-d'œuvre fut tombée à vil prix : la houe de l'esclave (1) la remplaça et ce procédé, essentiellement primitif, maintint l'agriculture, dans la plus déplorable routine. Jamais on ne fit preuve de la moindre initiative pour améliorer les méthodes de culture, et on ne s'arrêta même pas, un seul instant, au danger que présentait la monoculture sans avoir recours une seule fois à l'alternance des récoltes.

Mais l'insouciance des créoles ne s'arrêta pas là : occupés uniquement des cultures d'exportation, ils en arrivèrent à négliger les cultures vivrières, destinées à leur propre alimentation et à celle de leurs esclaves, et plus d'une fois les Antilles furent exposées à la famine quand les arrivages de conserves importées de France firent défaut (2).

Enfin, un des résultats les plus funestes de l'esclavage, à un autre point de vue, a été l'avilissement du travail libre : toute besogne matérielle fut méprisée et

1. « Du jour où le rang social se mesura au nombre des nègres que l'on possédait, le dédain de tout autre instrument que la houe de l'esclave devint à la mode pendant deux cents ans, et, ce ne fut que vers la fin du siècle dernier, lorsque le régime de la servitude avait été ébranlé que reparurent quelques charrues » (Jules Duval. *Les colonies de la France*, p. 154).

2. Peytraud, *ouv. cité*, p. 452.

comme jadis, en Grèce ou à Rome, tout homme libre aurait cru déroger à sa condition, s'il eût creusé un sillon et cultivé la terre. C'est pourquoi, il a été si difficile, après l'émancipation, de réhabiliter la main-d'œuvre libre, et de recruter les bras nécessaires à la mise en valeur du sol.

Quelque légitime d'ailleurs que fût la suppression de l'esclavage, elle n'allait pas sans créer des difficultés, ni violer certains droits, et, des mesures de transition s'imposaient, soit à l'égard des esclaves, soit à l'égard des propriétaires. Le gouvernement provisoire s'en rendit parfaitement compte et prit toutes ses dispositions pour atténuer les conséquences de la nouvelle situation.

Le décret du 27 avril ouvrit des ateliers nationaux aux colonies, le même jour, un second décret édictait des peines spéciales contre le vagabondage et la mendicité, et obligeait les condamnés à travailler au profit de l'Etat, dans les ateliers de discipline. Les vieillards et les « infirmes devaient être conservés sur les habitations dont l'atelier voudrait donner au propriétaire une somme de travail équivalente à leur entretien, leur nourriture et leur logement ».

La loi du 30 avril 1849 accorda une indemnité aux propriétaires d'esclaves, dépossédés par suite de la disparition d'une partie de leur patrimoine, elle consistait : 1° en une rente de 6 millions en fonds 50/0; 2° en

une somme de 6 millions payable en numéraire ; un décret du 24 novembre fixa le mode de répartition de cette indemnité, dans les trois grandes colonies, un huitième de la somme à distribuer, fut prélevé pour servir à l'établissement d'une banque de prêt et d'es-compte (1) le règlement de l'indemnité fut définitivement arrêté par le décret du 14 août 1852, et, les sommes restant libres, furent acquises aux caisses coloniales.

Malgré ces dispositions, la crise provoquée par l'abolition de l'esclavage sévit très durement sur les planteurs, auxquels la main-d'œuvre fit subitement défaut : les affranchis ne voulurent plus travailler pour leurs anciens maîtres et préférèrent se livrer aux cultures vivrières, qui, moyennant moins de fatigues de leur part, suffisaient à satisfaire leurs besoins.

La situation, d'ailleurs, ne fut pas absolument identique dans toutes les colonies. Les Antilles, et, en particulier la Guadeloupe, où l'esclavage avait toujours existé, avec toute sa rigueur, eurent le plus à souffrir. A la Guyane, les autorités, sous le prétexte de retenir les nègres sur les plantations, furent amenées à prendre une série de mesures, qui aboutirent à des résultats désastreux et tout à fait contraires à ceux que l'on se proposait : on offrit aux noirs des concessions à des

1. Ce fut là l'origine des Banques Coloniales ; la loi du 11 juillet 1851 régla leurs statuts modifiés par la loi du 24 juin 1874.

prix exagérés, on chargea d'impôts la propriété immobilière, on supprima les écoles ouvertes dans les campagnes pour leurs enfants, enfin on organisa entre ouvriers et propriétaires, une sorte d'association, dont ces derniers avaient presque tous les bénéfices. Au bout de peu de temps, les noirs mécontents et dupés s'éloignèrent définitivement.

A la Réunion, au contraire, où l'esclavage avait été plutôt atténué et où les maîtres s'étaient toujours montré partisans résolus des réformes libérales de la Révolution, les rapports furent beaucoup plus faciles entre les deux races. Au lendemain de l'abolition de l'esclavage, grâce à une habile réglementation du travail et à de sages mesures contre le vagabondage, la plupart des affranchis restèrent comme domestiques chez les colons qui ne s'aperçurent ainsi, que fort peu, de la nouvelle situation.

Outre ces effets immédiats, la suppression de l'esclavage devait avoir d'autres conséquences. Posée à propos des esclaves introduits dans nos anciennes colonies, la question s'était élargie au cours du développement de notre domaine colonial ; on fut amené à se demander si le décret de 1848, s'appliquait à toutes les formes d'esclavage des colonies françaises, et la réponse ne laissa pas que de soulever de sérieuses difficultés.

Depuis le milieu du siècle, notre expansion coloniale a porté, en effet, sur les contrées où régnait l'escla-

vage indigène, d'un caractère très adouci, il est vrai, et se rapprochant beaucoup de la domesticité. Il s'agissait de savoir ce que nous devons faire de ce mode de travail qui s'offrait ainsi à nous et quels droits, nous donnait, à son égard, la législation de 1848.

La question, semble-t-il, ne peut se résoudre, sans faire de distinctions et sans tenir compte de la forme prise par notre expansion coloniale. S'agit-il d'un protectorat du droit des gens ? Alors, il paraît bien difficile d'appliquer le décret de 1848, et, de supprimer purement et simplement l'esclavage, sur le territoire protégé qui est, vis-à-vis de nous, un territoire étranger (1). Seulement la France restait absolument maîtresse d'essayer d'obtenir du pays étranger qu'il supprimât l'esclavage. C'est ce que nous avons fait pour le Cambodge : au Cambodge, l'esclavage a été aboli par l'art. 8 de la convention du 17 juin 1884 : tous les individus, esclaves, à cette époque, ont été libérés, en principe, par la décision du Gouverneur de la Cochinchine du 28 octobre 1884. Mais pour un grand nombre d'entre eux, ceux qui avaient été réduits en esclavage pour crimes et délits, l'esclavage a été transformé, en une peine d'emprisonnement ; pour d'autres, à qui des dettes avaient valu la servitude, l'esclavage a été remplacé

1. Le décret de 1848 est néanmoins applicable, dans un cas au pays protégé, c'est quand il interdit, dans son art. 8, à tout Français, le commerce d'esclave même en pays étranger.

par un engagement de travail au profit des créanciers.

Si notre expansion coloniale revêt, au contraire, la forme de l'annexion pure et simple, le territoire sur lequel elle porte est alors une colonie proprement dite, entrant dans la catégorie des colonies auxquelles s'appliquait le décret de 1848, entraînant la suppression de l'esclavage.

Est-ce à dire, cependant, que du jour de l'annexion, l'esclavage va se trouver aboli *ipso facto*? Nous ne le croyons pas. C'est en effet un principe de législation coloniale, que, les lois et décrets relatifs aux colonies, bien que promulgués dans la métropole par le Président de la République et publiés dans le *Journal officiel de la République française* ou dans le *Bulletin des Lois*, ne sont pas par cela seul, exécutoires dans la colonie. Il faut une seconde promulgation et une publication spéciale faites par le gouverneur de la colonie. Pourquoi ne pas appliquer ce principe au décret de 1848? Le gouvernement serait ainsi libre, et resterait seul juge de l'opportunité qu'il y a à supprimer ou non l'esclavage.

Dans une circonstance assez récente, la question posée devant la Chambre des députés, a été cependant résolue autrement. Lors de la conquête, nous avons trouvé à Madagascar, l'esclavage domestique, parfaitement organisé. Quand, en octobre 1895, le gouvernement avait cru devoir modifier notre forme d'expansion

dans la Grande-Ile, il s'était préoccupé de l'esclavage, et, partant des principes que nous indiquons, il s'était décidé pour une politique de suppression graduelle, quand, le 20 juin 1896, la question de la suppression immédiate fut posée à la Chambre des députés. On venait à peine de voter et d'adopter l'article unique déclarant « Madagascar et les îles qui en dépendent, colonies françaises » que M. Denécheau proposait l'article additionnel suivant : « l'esclavage est supprimé à Madagascar ». C'est alors que l'on vit des députés. M. Denys Cochin, entre autres, développer cette thèse, qu'il était inutile de s'expliquer davantage, que Madagascar étant terre française, « toute terre française libère les gens qui y sont », et que, par le fait de l'annexion, le décret de 1848 y était applicable de plein droit. La Chambre se prononça dans ce sens et l'ordre du jour suivant : « L'esclavage étant aboli à Madagascar, par le fait que l'île est déclarée colonie française, le gouvernement prendra des mesures pour assurer l'émancipation » fut voté par 544 voix sur 544 votants et 22 abstentions (1).

Le résultat de cet ordre du jour, fut l'arrêté, pris le 26 septembre suivant, (2) par le Résident général, M. Laroche. Partant de l'idée que l'esclavage est aboli

1. Pour de plus amples détails, lire la Séance du 20 juin 1896, à la Chambre. *Journal officiel* 1896, Chambre *in extenso*, p. 100 et suiv.

2. *Journal officiel Madag.* 27 septembre 1896, p. 2 et 3.

à Madagascar, l'arrêté déclare que tous les habitants de l'île sont libres (art. 1), que le commerce des personnes est désormais interdit (art. 2) et que des secours, sous forme de concession territoriale, pourront être accordés aux propriétaires dépossédés, qui seraient reconnus dans le besoin (art. 6).

Grâce aux mesures très habiles, prises par le général Galliéni, grâce aux nombreux arrêtés réglementant le travail des indigènes que nous avons eu l'occasion d'étudier ou de citer, ce brusque affranchissement n'a pas, comme on était en droit de le supposer, augmenté, les bandes de dévastateurs ou ralenti beaucoup le recrutement de la main-d'œuvre. Il ne semble pas que l'on ait trouvé chez les libérés, cette répugnance pour les travaux agricoles qui est la caractéristique des anciens esclaves.

Dans un rapport sur la situation commerciale et agricole de la province de Betsiléo et du sud de l'Irririme, le général Galliéni, signale le fait, et constate que ce sont précisément les anciens esclaves qui, dans ces contrées, fournissent la meilleure main-d'œuvre (1).

1. « La population indigène... s'est montrée reconnaissante à notre égard de l'affranchissement de la domination hova, et manifeste des tendances à se rapprocher d'autant plus de nous; actuellement, et malgré la densité relative de la population, les colons éprouvent encore quelques difficultés à se procurer la main-d'œuvre nécessaire à leurs exploitations, mais on peut espérer que l'application régulière

Il y a enfin, une troisième forme d'expansion coloniale, moins connue que les deux premières, de nature sensiblement différente du Protectorat du droit des gens et de l'annexion coloniale pure et simple, et, au regard de laquelle, peut encore être discutée la question de l'abolition de l'esclavage. Nous voulons parler de cette combinaison résultant de traités passés depuis le milieu du siècle, avec des groupes sociaux rudimentaires, dans certaines parties du Sénégal, du Soudan, de la Guinée, de la côte d'Ivoire et du Congo. Ces traités ne sont, évidemment pas des traités de protectorat ordinaire, car ils sont signés avec des tribus barbares, incapables d'en comprendre les conséquences : ce ne sont que des pierres d'attente, des moyens de jalonner une région dans la perspective d'une occupation ultérieure.

Quelle conduite tenir alors vis-à-vis de ces régions où subsiste encore l'esclavage indigène ? La question s'est posée relativement à certaines contrées du Sénégal qui étaient précisément dans ce cas.

Au Sénégal, dans les parties protégées, le gouvernement français ne possède, d'après les traités, aucun

des règlements sur le travail des indigènes, mettra fin à cette situation. *Il faut, du reste, faire une exception, à ce point de vue, en faveur des anciens esclaves*, très nombreux dans le Betsiléo, et qui, ayant pris en Immerina, de par leur état de servitudes, des habitudes de travail, les ont conservées et les exercent aujourd'hui pour leur propre compte ». (*Général Gallieni, Revue coloniale*, janvier 1898, p. 16).

droit pour mettre fin à cette situation. Dans les territoires annexés, les traités nous obligent à respecter et à maintenir l'organisation du pays. Cependant, les lois, ou ce qui en tient lieu, étant faites autrefois par les chefs, et le gouverneur français s'étant substitué à eux, rien ne serait plus facile que de décréter la suppression de l'esclavage. On a dû s'arrêter ici devant certaines considérations qui rendraient dangereux un tel parti. Le sort des esclaves, au Sénégal, est très doux (1) ; ils sont nourris à la même table que le maître, ils font presque partie de la famille et sont tellement dans les mœurs, qu'on ne saurait, sans inconvénient, les libérer immédiatement. Mais on devrait se préoccuper, dès maintenant, d'arriver peu à peu à la libération, en adoptant, par exemple, le système proposé par un auteur éminent et en substituant à ce servage, « un louage obligatoire, pendant un certain temps, qui servirait à constituer le pécule actuel » (2).

1. *Congrès colonial national*, 1889-1890, 2. 154 et suiv.

2. Dislère. *Traité de législation coloniale*, 2^e édit. 1. p. 111.

SECTION II

L'immigration réglementée.

L'abolition de l'esclavage, ainsi que nous l'avons dit, n'avait pas été une mesure prévue ni préparée de longue main. Les discussions quelquefois laborieuses qui précèdent le vote des lois, et servent en quelque sorte d'introduction à leur application, avaient manqué ; la proclamation de la liberté des esclaves était venue surprendre les colons et leur enlever, tout d'un coup, la presque totalité de leurs ouvriers noirs. D'autre part, il faut bien le reconnaître, les colonies intéressées, pas plus qu'elles n'étaient préparées à ce brusque changement, n'étaient outillées pour y porter remède. Les grands propriétaires n'avaient pas de capitaux, ne disposaient d'aucun moyen de transport, et manquaient surtout de l'initiative nécessaire, pour amener jusque sur leurs habitations les travailleurs indispensables à la mise en valeur de leurs entreprises.

Ces diverses raisons poussèrent le gouvernement à intervenir, et, dès le lendemain de l'abolition de l'esclavage, il n'avait pas hésité à entreprendre l'importation dans les colonies, des travailleurs exotiques et à

régler les conditions de leur engagement. Aujourd'hui quoique fortement critiquée, l'immigration réglementée subsiste toujours, et, il est particulièrement intéressant d'en étudier, d'abord sa législation générale, d'en examiner ensuite le régime dans chacune de nos colonies et de discuter, enfin, la valeur du procédé.

CHAPITRE I

Historique et Régime de l'Immigration réglementée.

Les réservoirs où les colonies françaises, dépossédées de main-d'œuvre, ont puisé des travailleurs exotiques, ont varié, selon les époques.

Elles pouvaient s'adresser, soit à l'Afrique, et en Afrique, ou bien à la côte orientale notamment à Mozambique, colonie Portugaise, ou bien à la côte occidentale, au Sénégal et au Gabon, colonies françaises, où depuis longtemps déjà elles avaient coutume de s'alimenter ; soit à l'Inde anglaise qui présentait le grand avantage de fournir des indigènes intelligents, maniables et en si grand nombre, qu'un administrateur, sir Georges Campbell, avait pu dire que les quelques contingents livrés au marché extérieur du travail, n'étaient, dans la masse de la population, que comme une goutte d'eau dans la mer.

Mais, aucun gouvernement n'était disposé à permettre que l'on vint ainsi prélever, dans ses colonies, ces troupes de travailleurs, sans exiger des garanties. Le gouvernement anglais devait de bonne heure intervenir ; nous verrons plus loin de quelle façon ; quant au gou-

vernement français, il avait pris quelques années seulement après la suppression de l'esclavage, en faveur des immigrants, des mesures qui se traduisirent de deux façons : d'abord, par son intervention dans les opérations de recrutement des travailleurs, ensuite par la protection dont il entourait le contrat de travail, à sa formation, pendant sa durée et lors de sa dissolution.

L'origine de la réglementation relative aux colonies françaises se trouve dans les 2 décrets des 13 février et 27 mars 1852. Les rédacteurs du décret du 13 février 1852, applicable aux Antilles, à la Guyane et à la Réunion, se proposaient un triple objet.

1° Encourager l'émigration des travailleurs dans les colonies, établir les conditions et les garanties de cette émigration.

2° Déterminer, le plus exactement possible, les obligations des travailleurs et des propriétaires et régler les rapports entre eux ;

3° Réprimer le vagabondage et assurer la police rurale qui était complètement à organiser.

Chacun des titres du décret du 13 février, sauf le dernier, qui contient des dispositions générales et pénales, est conçu en vue de répondre à un de ces points particuliers. Nous croyons inutile de revenir sur les règles spéciales concernant le vagabondage, les obligations des travailleurs et de ceux qui les emploient, l'institution du livret, dont nous avons déjà parlé. Voici cependant, rappelées brièvement les principales disposi-

tions du décret qui s'écartent du régime établi par le droit commun : 1° La définition du vagabondage, donnée par l'art. 16 de ce décret, est beaucoup plus stricte que celle résultant de l'art. 70 du code pénal : un immigrant peut être condamné pour vagabondage, même s'il possède un domicile certain ; 2° Tout immigrant manquant au travail pendant une journée est passible de la retenue d'une journée de travail supplémentaire ; 3° tout immigrant, à moins de dispense très rare, est soumis à l'obligation d'un engagement ; 4° l'immigrant est soumis au régime du livret individuel et aux conséquences diverses qu'entraîne la possession de ce livret.

Le titre I qui seul, va être répudié, se rapporte, tout particulièrement à l'immigration aux colonies.

Le décret du 13 février 1852, il faut bien le remarquer, ne distinguait nullement entre les travailleurs européens, africains ou asiatiques. L'art. 1 s'exprimait en ces termes : « Les émigrants, cultivateurs ou ouvriers qui seront engagés par les colonies, pourront y être conduits, soit aux frais, soit avec l'assistance du Trésor public ou les fonds du service local. » Et pour ne pas faire perdre à l'émigrant tout espoir de retour dans son pays d'origine, l'art. 2 ajoutait « qu'après l'expiration du nombre d'années de travail qui serait déterminée pour chaque colonie par le règlement à intervenir, l'immigrant introduit, soit aux frais, soit avec l'assistance du Trésor public ou de la colonie, aurait

droit, lorsqu'il n'aurait encouru aucune condamnation correctionnelle ou criminelle, au passage de retour pour lui, sa femme et ses enfants non adultes. » Afin de retenir les immigrants dans les colonies, le décret leur donnait, pendant l'année qui suivrait l'expiration de leur engagement, la faculté d'opter entre la jouissance de leur droit de rapatriement et une prime équivalente aux frais de leur rapatriement personnel ; cette prime ne leur était, du reste, allouée « qu'après justification d'un rengagement ou de l'exercice d'une industrie dans la colonie » (art. 2).

Les frais entraînés par les rapatriements et les primes étaient à la charge de la colonie et devaient figurer dans son budget, parmi les dépenses obligatoires (Art. 3). Il devait être perçu, dans chaque colonie, pour le compte du service local : a) un droit d'engagement (de la même valeur, soit que l'engagement concerne un individu, soit qu'il s'applique à une famille) sur l'engagement de chaque immigrant introduit aux frais où avec le concours de l'État ou de la colonie, et sur chaque transfert ou renouvellement dudit engagement ; b) un droit proportionnel au salaire de l'immigrant. Ces droits devaient être payés par le propriétaire ou patron envers qui l'immigrant se serait engagé ; ils cessaient d'être perçus à l'égard de chaque immigrant à l'expiration du délai fixé pour le rapatriement et variaient entre 30 et 20 francs suivant les colonies ; le droit proportionnel sur les salaires était fixé au 20/0.

Ainsi, les colonies avaient la possibilité d'introduire des immigrants volontaires sur leur territoire ; les droits que nous venons d'indiquer leur procuraient des ressources capables de favoriser et d'encourager le mouvement d'immigration.

Le second décret, celui du 27 mars 1852, ne fut en réalité qu'un règlement d'application du précédent, destiné à fixer les conditions du recrutement, du transport et du rapatriement des travailleurs d'Europe ou des contrées exotiques, toutes choses prévues par le décret du 13 février.

L'émigrant d'Europe qui veut être admis au bénéfice des subventions de l'État, doit produire aux autorités compétentes, un engagement de travail avec un propriétaire rural d'une des quatre colonies visées par le décret du 13 février.

Cet engagement doit contenir « pour l'engagiste l'obligation de fournir à l'engagé outre la rémunération convenue : 1° la nourriture pendant la première année de son séjour, une case et un jardin ; 2° les outils et les instruments nécessaires au travail pour lequel il est engagé ; 3° les soins médicaux et les médicaments en cas de maladie ; 4° les prestations déterminées dans les paragraphes précédents pour sa femme et ses enfants s'il est accompagné de sa famille » (art. 2). De son côté « l'immigrant, chef de famille, devra comprendre dans son engagement, celui de sa femme et de ses enfants, si ceux-ci ont plus de 10 ans. » (Art. 3).

Aucun projet d'engagement ne donne droit aux allocations de l'État, qu'après approbation du Ministre de la Marine, qui règle, par un arrêté le montant de la location pouvant être accordée à chaque individu soit comme frais de passage soit comme secours de route. (Art. 5). Le secours de route sera remis à l'immigrant au port d'embarquement ; « aussitôt après son embarquement dûment constaté, versement sera fait entre les mains de l'engagiste ou de son représentant, du montant de l'allocation de passage » (art. 6). Ce dernier article montre bien la pensée du législateur et le souci qu'il avait de favoriser la création et le développement des agences de recrutement : l'allocation que les passagers devaient verser entre les mains des agences, était, en quelque sorte, une avance qui leur était faite et dont il était très facile, semble-t-il, de tirer bénéfice.

Malgré cette réglementation si minutieuse pour procurer de la main-d'œuvre aux colonies, et, peut-être un peu aussi, comme il a été dit « pour faire jouer à l'émigration dans la politique intérieure de la France le rôle de soupape de sûreté » (1), le résultat obtenu fut nul. Les émigrants d'Europe, redoutant, probablement, des formalités et des sanctions pénales exagérées, ne répondirent pas à l'appel de l'administration. Les propriétaires, de leur côté, dans la crainte de donner des sa-

1. Institut colonial international de la Haye, 1895, rapport Chailley. Bert. p. 157.

lares élevés, ne manifestèrent aucunement le désir d'embrigader des ouvriers d'Europe.

Quant aux travailleurs recrutés hors d'Europe, le décret du 27 mars 1852, prenait à leur égard les dispositions suivantes :

Leur émigration, décidait l'art. 7, ne pouvait avoir lieu qu'après autorisation du ministre de la marine et des colonies ; cette émigration était sous la surveillance constante d'un agent spécial, créé à cet effet et résidant au lieu où elle s'effectuait. « Cet agent veillera, dit l'art. 8 aux opérations de recrutement et à l'embarquement des travailleurs, il leur fera connaître la nature des contrats de travail qu'ils sont appelés à souscrire dans la colonie, les garanties d'exécution qui leur sont assurées et les conditions de leur rapatriement. Il enregistrera les enrôlements et ne délivrera de permis d'embarquement aux émigrants que si, interrogés individuellement, ils déclarent consentir, en pleine connaissance de cause, à se rendre dans la colonie pour laquelle ils sont recrutés. Cette déclaration sera faite devant deux témoins qui en attesteront la vérité suivant le procès-verbal dressé à cet effet.

En outre, et, toujours dans le même ordre d'idées, le décret ajoute (art. 9), que « les émigrés âgés de moins de 21 ans, seront représentés, auprès de l'agent de l'émigration, par leurs parents ou tuteurs. Ceux qui seront âgés de moins de 15 ans, n'obtiendront leur permis d'embarquement que s'ils accompagnent leur père ou

mère ou un parent du deuxième degré. L'enrôlement des individus infirmes ou âgés de plus de 40 ans, est formellement interdit ».

L'agent d'émigration devra tenir un registre matricule sur lequel les formalités prescrites ci-dessus seront mentionnées et les indications signalétiques propres à constater l'identité des émigrants, consignées. Au départ du navire, il dressera également l'état nominatif avec toutes les indications signalétiques des émigrants embarqués et en fera une double expédition dont l'une « sera remise au capitaine et l'autre adressée au Gouverneur de la colonie à destination de laquelle est faite l'opération ». (Art. 10). Si le recrutement se fait en pays étranger, le décret confie à l'administration coloniale ou à l'agent de recrutement, le soin de pourvoir « au mode d'enrôlement, à la police des agents de recrutement et à tout ce qui sera nécessaire à la protection des émigrants ». (Art. 11).

Le transport des émigrants (titre II du décret), est réglementé, en apparence, avec assez de soin : le décret fixe le nombre maximum d'émigrants, suivant le tonnage du navire, les approvisionnements à embarquer, l'emplacement auquel ont droit les passagers, les mesures de précautions à prendre en vue de leur sécurité, etc. Quelques-unes de ces dispositions manquent cependant de précision : citons seulement l'art. 16, qui indique la manière dont doivent être calculés les approvisionne-

ments, mais ne prescrit pas la composition minima de la ration.

Un commissaire spécial, délégué par le Directeur de l'Intérieur de chaque colonie, devra assister à l'arrivée des navires et « recevra s'il y a lieu les plaintes des immigrants sur la manière dont ils ont été traités à bord du navire. » Les gouverneurs pourvoieront alors « à toutes les mesures de protection que pourra réclamer la situation des immigrants et notamment quand il y aura lieu, (et c'est là une disposition bien curieuse) à l'organisation des syndicats destinés à leur servir d'intermédiaires auprès de l'administration et d'ester pour eux en justice, à fin d'exercice de leurs droits, envers leurs engagistes et le recouvrement de leurs salaires ou de leurs parts dans les produits » (Art. 36).

Les conditions du rapatriement, sont réglées par les articles 37 et 38 : les immigrants auront droit au rapatriement après 5 ans de séjour dans la colonie « sans préjudice du droit qu'ils se seront réservés par leur contrat d'engagement, d'être rapatriés dans un délai plus bref aux frais des colonies au service desquelles ils se seront engagés ». La colonie était investie du droit de rapatrier d'office les immigrants auxquels elle ne croirait pas devoir appliquer les dispositions repressives du vagabondage.

Enfin, les immigrants, qui voudraient être rapatriés à leurs frais, pourraient requérir à cet effet l'interven-

tion du commissaire spécial qui traiterait en leur nom avec les capitaines ou les armateurs (Art. 38).

On voit que le décret du 27 mars 1852, entourait de toutes les garanties désirables, les contrats d'engagement; il donnait, autant que possible, le bien-être aux immigrants lors de la traversée; pendant le séjour aux colonies, la sécurité des travailleurs était assurée, lors de la cessation du contrat, leur rapatriement soigneusement réglementé. Aussi, sous l'influence de ce décret, les agences de recrutement des travailleurs pris hors d'Europe, ne tardèrent pas à se multiplier et à importer dans nos colonies un très grand nombre d'Africains et d'Indiens. Malheureusement, sur la côte d'Afrique surtout, se produisirent de bonne heure des abus considérables; une véritable traite fut organisée, si bien que l'on dut placer l'émigration africaine sous l'action directe du gouvernement. Le 14 avril 1857, le Ministre de la Marine signait avec la maison Regis de Marseille, un traité par lequel cette maison s'engageait à introduire 10.000 Africains à la Martinique et à la Guadeloupe. La Martinique refusa son concours et le nombre d'engagés fut réduit à 7.500. Malgré le soin que l'on prit d'appliquer strictement aux engagements, les dispositions du décret du 27 mars 1852, la maison Regis ne put recruter qu'un nombre infime d'engagés volontaires. Alors, le gouvernement crut devoir l'autoriser à racheter des esclaves africains qui aussitôt après le rachat, devaient être affranchis et étaient

tenus d'accepter un contrat d'engagement de 6 ans.

Les émigrants affluèrent, mais les abus reprirent plus graves peut-être qu'en 1852.

A la suite de l'incident du *Charles-Georges*, navire de la Réunion, saisi comme négrier par les autorités portugaises de Mozambique, l'opinion publique s'émut et une enquête fut ordonnée : elle eut pour résultat l'interdiction formelle de l'immigration Africaine, prononcée dans une lettre du prince Napoléon, alors ministre de l'Algérie et des colonies, au Gouverneur de la Réunion, en date du 6 janvier 1859.

On songea alors à l'Asie. Quelques travailleurs furent recrutés en Chine ; malgré leur remarquable qualité d'endurance, ils avaient de tels inconvénients, au point de vue moral, que l'on dut renoncer presque aussitôt à cette immigration (1).

C'est alors que l'on se tourna du côté de l'Inde : mais comme la population de nos établissements dans cette région n'était pas assez nombreuse pour fournir à nos colonies la quantité de travailleurs dont elles avaient besoin, nos agents d'immigration commencèrent à en recruter sur le territoire anglais. L'Angleterre protesta ; des négociations furent engagées entre le gouvernement français et le gouvernement Britannique et aboutirent à deux Conventions, à peu près semblables, celle

1. Nos Colonies n'ont guère reçu que 3200 Chinois, (Réunion 2100, Martinique, 1000, Guyane, 100).

du 25 juillet 1860 promulguée par Décret Impérial du 18 août de la même année, qui permet à la Réunion de recruter des travailleurs au Bengale, et, celle du 1^{er} juillet 1861, qui assure l'enrôlement d'émigrants dans les possessions anglaises de l'Inde et leur importation dans nos colonies à culture.

Voici les principales dispositions de la Convention franco-anglaise du 1^{er} juillet 1861 : le recrutement des immigrants Indiens « sujet de Sa Majesté Britannique » est confié à des agents spéciaux, choisis par le gouvernement français et agréés par le gouvernement anglais (art. 2). Dans les ports Britanniques d'embarquement, les émigrants sont assistés par des agents anglais préposés à cet effet ; dans les ports français de débarquement, ils sont reçus par un agent consulaire anglais (art. 5). Aucun embarquement ne doit avoir lieu sans qu'on se soit au préalable, assuré que le contrat de travail est librement consenti par l'immigrant et que ce dernier accepte et comprend les conditions de son engagement (art. 6). Ce contrat doit, du reste, stipuler, la durée de l'engagement, le nombre des jours et des heures de travail, les gages et rations, le chiffre du salaire pour tout travail extraordinaire, la nature du travail, la longueur de la journée, le repos et la liberté garantis à l'engagé, la durée de l'engagement, etc., etc. (art. 9-10). Dans la répartition des travailleurs, aucun mari ne doit être séparé de sa femme, aucun père et aucune mère de ses enfants âgés de moins de 15 ans (art. 21). Chaque contingent

doit comprendre une proportion déterminée de femmes (art. 16). En outre, à l'expiration du contrat d'une durée de 5 ans (1), chaque engagé a droit, avec sa famille, à être rapatrié gratuitement; s'il consent à contracter un nouvel engagement, il peut bénéficier d'une prime et conserve toujours le droit au rapatriement à l'expiration de second engagement (art. 9).

Et ce ne sont là que les stipulations les plus importantes. Cependant, malgré toutes ces garanties, malgré toutes les précautions prises pour éviter les abus et veiller à la liberté des engagements, l'Angleterre crut devoir demander davantage.

Elle exigea l'insertion, dans la Convention, d'un article additionnel, l'article 26, qui mettait purement et simplement, entre ses mains, le sort de nos colonies. Cet article, en effet, stipule que la Convention aura une durée de 3 ans 1/2, qu'elle restera de plein droit en vigueur si elle n'est pas dénoncée dans le courant du mois de juillet de la troisième année, puis il ajoute : « néanmoins le gouverneur général de l'Inde Britannique en son conseil aura..... *la faculté de suspendre en tout temps l'émigration pour une ou plusieurs des colonies françaises*, dans le cas où il y aura lieu de croire que dans cette ou ces colonies les mesures convenables n'ont pas été prises, soit pour la protection des émigrants immédiatement à leur arrivée ou pendant le temps

1. Réduit à 3 ans, quelques années après.

qu'ils y ont passé, soit pour leur retour en sûreté dans l'Inde, soit pour les pourvoir du passage de retour à l'époque à laquelle ils y ont droit. Dans le cas cependant, où il serait fait usage, à quelque moment que ce soit de la faculté ainsi réservée au gouverneur général de l'Inde-Britannique, le gouvernement français aura droit de mettre fin immédiatement à la Convention tout entière, s'il juge convenable d'agir ainsi.... ».

A la suite de la Convention de 1861, des Agences d'immigration furent successivement créées à Calcutta, Yanaon, Pondichéry, Karikal et Mahé, puis à Madras et à Bombay. Les Agences de Calcutta, de Pondichéry et de Karikal, ces deux dernières réunies sous une même direction, existent seules en ce moment.

Le fonctionnement de ces agences, a été réglé par un arrêté du Gouverneur de l'Inde, du 1^{er} juillet 1862 approuvé par le Ministre des colonies le 13 mai 1863, encore en vigueur, sauf quelques légères modifications. Il est intéressant d'en noter les principaux traits.

Le recrutement des immigrants est fait par des agents experts, nommés par le gouvernement français et agréés par le gouvernement anglais. Un « Commissaire du gouvernement près l'immigration » les surveille et sert d'intermédiaire entre eux et le gouvernement local. Chaque agent est lui-même aidé, dans ces opérations de recrutement, par des *sous-agents* ou *mestrys*. Lorsque les sous-agents ont recruté un certain nombre de travailleurs et que ceux-ci sont passés

devant un magistrat anglais qui s'assure de l'identité de l'engagé et de la sincérité de l'engagement, et, devant un médecin qui les soumet à une visite rigoureuse, l'agent d'émigration fait prévenir le Commissaire du gouvernement, qui va surveiller lui-même les engagements des émigrants admis. Il est assisté, dans cette opération, à laquelle on a donné le nom de « passe », de l'agent consulaire anglais qui interroge ses nationaux pour s'assurer, à nouveau et par lui-même, s'ils comprennent bien la nature de leurs obligations et les clauses du contrat.

En même temps, sont payées aux engagés, les avances auxquelles ils ont droit, et qui, d'après un arrêté du 22 juillet 1865, doivent représenter 3 mois des salaires stipulés à leur profit. Cette avance, qui est remboursable dans la colonie, par voie de prélèvement mensuel sur les gages des engagés, leur sert à rembourser aux sous-agents de recrutement les frais de nourriture, de logement et de conduite qu'ils leur ont occasionnés. Les avances payées, l'émigrant est dirigé sur une infirmerie spéciale ; après y avoir subi une quarantaine de 5 jours, il est interné au dépôt.

Le dépôt est une sorte de grande cité comprenant des logements spéciaux pour chaque catégorie d'émigrants ; (gens mariés, émigrants des deux sexes) ; un vaste hangar, servant de cuisine, où chaque émigrant prépare ses repas à sa guise, et un marché approvisionné des denrées et ingrédients composant la nour-

riture ordinaire des Indiens. Tous les jours l'administration fait distribuer aux individus adultes 75 centilitres de riz en nature, 0 fr. 10 centimes en espèces et 15 litres d'eau douce. La ration est diminuée de moitié pour les enfants. A la porte du marché, un tarif indique le prix auquel doit être vendu chaque produit. Chaque jour, le dépôt est visité par l'agent d'émigration qui s'assure que toutes les mesures sont prises et les prescriptions suivies ; l'agent consulaire anglais et le Commissaire du gouvernement français, y font, de leur côté, de fréquentes tournées d'inspection, questionnent les coolies, procèdent à de courtes enquêtes et reçoivent les plaintes qui pourraient leur être faites. Les réclamations sont examinées avec la plus grande attention et les sanctions strictement appliquées (1).

Du reste, si l'immigrant manifeste l'intention de renoncer à son engagement, il peut immédiatement quitter le dépôt ; seulement, il doit rembourser les avances qu'on lui a faites et les dépenses qu'il a occasionnées.

Quand les navires destinés à conduire les émigrants dans les colonies françaises, sont affrétés, une Commission, composée du Commissaire de l'Inscription ma-

1. S'il est reconnu qu'un recruteur a trompé un coolie, le coolie est congédié immédiatement aux frais de l'agent et conserve à titre d'indemnité, les avances qu'il a reçues. Quant au recruteur, il est, suivant la gravité du cas, ou puni du retrait de sa licence, ou déféré devant les tribunaux.

ritime, du capitaine de port, du Commissaire du gouvernement près l'émigration, d'un médecin de la marine et de l'agent consulaire anglais, se rend à bord pour juger du nombre de passagers que peut transporter le navire et fait prendre les dispositions nécessaires à l'embarquement. Quelques jours après, la Commission vient de nouveau visiter le navire et s'assurer que ses ordres ont été exécutés. Avant l'embarquement, un dernier examen médical a lieu : le médecin de bord, le Commissaire du gouvernement français et l'agent consulaire anglais ont, chacun le droit, de ne pas admettre les engagés dont la santé ne leur paraîtrait pas suffisamment bonne.

Enfin, lors de l'embarquement, on procède à une contre-visite, dans les mêmes conditions ; à ce moment, une interpellation est adressée individuellement, à chaque coolie, pour savoir s'il persiste dans son engagement et s'il consent à s'embarquer ; un appel nominal a lieu et les émigrants prennent place à bord du transport. Des listes signalétiques, dressées en quadruple expédition, sont remises par l'agent d'émigration au capitaine du navire, au médecin de bord, au Commissaire du gouvernement près l'émigration et à l'agent consulaire anglais. Procès-verbal est dressé de ces diverses opérations.

Quand il s'agit de mineurs et de femmes, on redouble de vigilance, s'il est possible, pour que leur liberté, soit dans tous les cas sauvegardée : leurs engagements

doivent être, non seulement consentis par leurs parents, mais ils ne sont valables, que si, antérieurement à leur conclusion, une liste des noms a été affichée à la porte des dépôts : malgré tout, les réclamations des émigrants sont toujours admises, et, si le moindre doute surgit, quant à la validité de leur engagement, le commissaire du gouvernement ou l'agent consulaire anglais, doivent immédiatement les tenir comme non-engagés, les faire sortir du dépôt, sans avoir de compte à rendre à l'agence qui leur a fait des avances en argent ou en nourriture. Du reste, quand les déclarations des engagés sont en contradiction avec celles des recruteurs, on a coutume d'ajouter foi à la parole des engagés : à la moindre plainte de ces derniers, quelque peu fondée, le contrat est rompu.

On voit avec quelle minutie, avec quels détails fastidieux parfois, était réglée l'émigration des coolies indiens, à destination des colonies françaises. La Convention franco-anglaise pêchait, précisément, par un excès de réglementation ; il était de toute évidence qu'une rigoureuse observation de tous ces points n'était pas possible ; le Gouvernement anglais ne devait pas tarder à profiter de la situation.

Quelques mois à peine après la signature de la Convention du 10 août 1861, des difficultés de toutes sortes surgirent entre plusieurs de nos colonies et le Cabinet de Londres. L'art. 26 de la convention du 1^{er} juillet 1861, permettait, nous le savons, au gouvernement des Indes,

de priver à sa guise telle ou telle colonie, des travailleurs dont elle avait besoin. Il suffisait pour cela de rapports d'agents anglais, accueillant favorablement les plaintes de quelques émigrants. Or, rien n'était plus facile que de signaler des irrégularités, que de découvrir certains abus dans des opérations aussi compliquées et aussi délicates que celles dont nous venons de parler. Il ne restait plus au gouvernement anglais que de saisir ces prétextes pour supprimer l'immigration là où il le désirait. Aussi, bien que les coolies indiens fussent, en réalité, beaucoup mieux traités dans nos colonies que dans les possessions britanniques, le Cabinet de Londres, crut-il devoir interdire, en 1876, l'émigration des travailleurs, pour la Guyane ; en 1882 il appliqua la même mesure à la Réunion et n'offrit de rétablir l'immigration qu'à des conditions inacceptables (1).

1. Au cours d'une discussion, à l'*Institut colonial international de la Haye*, en 1895, relativement à l'engagement des coolies, lord Reay, ancien gouverneur de Bombay, ancien sous-secrétaire d'État pour les Indes, président de la Société royale asiatique, a prononcé les paroles suivantes :

« Il est vrai que dans certaines parties de l'Inde, il y a une plethore de population et que ce sont là des réservoirs de main-d'œuvre ; mais il ne faut pas perdre de vue que les indigènes refusent d'émigrer ; quand j'étais gouverneur de Bombay, j'en ai fait l'expérience. Le Puch Mahals est un district extrêmement fertile, très-peu peuplé ; mes efforts pour y attirer l'excès de population des résidences à congestion.

Relativement aux Antilles, l'Angleterre estima qu'il n'était pas besoin d'intervenir : il venait en effet de se former dans ces îles, un parti de plus en plus nombreux, hostile à l'émigration, qui devait même, en 1884, la supprimer complètement.

A la Réunion et à la Guyane, l'impossibilité de s'approvisionner de travailleurs indiens, créa, pour nos producteurs, une situation des plus difficiles : nous aurons à le constater dans les chapitres suivants, mais disons

ont échoué devant l'obstination des indigènes qui préféraient la gêne chez eux à l'aisance ailleurs. C'est là un fait capital qu'il ne faut pas perdre de vue. *L'Angleterre, j'insiste sur ce point, ne refuse pas de fournir la main-d'œuvre à d'autres nations ; elle a conclu des traités avec la France et les Pays-Bas pour régler les mesures à prendre et les garanties nécessaires dans l'engagement des coolies ; mais là où les abus ont été signalés par les agents aux pays de destination les traités sont inapplicables et la preuve que l'Angleterre est désintéressée, vous l'avez dans ce fait, que l'émigration a été de nouveau accordée aux Pays-Bas qui ont donné les garanties requises.*

... L'Angleterre ne refuse pas sa main-d'œuvre aux autres elle prend toutes les mesures de contrôle que l'humanité impose ; jamais elle n'y a mis de la mauvaise volonté, moins encore de la malveillance ».

Cette déclaration ne saurait nous donner le change ; nous savons trop, depuis quelque temps surtout, ce que valent les affirmations des diplomates anglais et quelle politique de pur égoïsme pratique l'Angleterre, en invoquant les grands principes d'humanité.

tout de suite, qu'après avoir tenté de puiser des travailleurs dans nos colonies d'Afrique, nous dûmes recourir à des réservoirs étrangers. Le décret du Gouvernement portugais du 23 juin 1881 autorisa l'émigration des travailleurs de Mozambique dans les deux petites îles de Mayotte et de Nossi-bé. Il est bon de remarquer, à ce sujet que le règlement pour l'exécution de ce décret (règlement du 14 octobre 1882) se contente de fixer l'organisation du recrutement à Mozambique et les sommes à payer au service local de cet établissement, sans nous imposer aucune des conditions auxquelles l'Angleterre nous avait habitué.

Le Gouvernement portugais, connaissant les sentiments humanitaires de la France, s'est borné à déclarer : « qu'il comptait d'avance et avec la plus grande confiance que le gouvernement français exercerait la protection et une vigilance convenables sur tous les émigrants ».

Nous nous sommes adressés, aussi, au gouvernement des Indes Néerlandaises : il nous a autorisé à importer de la main-d'œuvre javanaise à la Réunion.

Enfin, nous entamions en même temps des négociations avec le Gouvernement anglais pour qu'il consentît à rapporter la mesure suspendant l'immigration des travailleurs indiens à la Réunion. Le résultat de ces négociations nous a été favorable et en décembre 1897 nous en obtenions le droit.

Après avoir exposé la législation générale de l'immi-

gration réglementée, nous allons en examiner le régime dans chacune de nos quatre colonies, la Réunion, la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane et aussi en Indo-Chine et à Madagascar. Cela nous permettra de mieux juger des services que peut rendre cette institution et des critiques qu'elle peut mériter.

CHAPITRE II

Le régime spécial de l'immigration dans les anciennes colonies d'exploitation françaises.

Bien que donnant lieu, dans chaque colonie, à une législation spéciale, l'immigration réglementée, repose, partout sur les mêmes principes, et sur des bases à peu près identiques.

Sur les deux décrets fondamentaux des 13 février et 27 mars 1852 est venue se greffer toute une série d'arrêtés locaux et dans ces dernières années cette législation a fait l'objet d'un travail de codification, réalisé par de très nombreux décrets métropolitains.

Partout cette législation spéciale a des tendances générales très marquées, qui peuvent se rapporter à quatre objets :

1° elle prend des mesures pour prévenir les abus de recrutement des travailleurs.

En 1895, l'Institut colonial International s'est demandé s'il ne conviendrait pas que ce recrutement fût effectué par des agents officiels : dans la pratique on a recours, tantôt aux agences privées, tantôt aux fonctionnaires.

2° elle veille à assurer la protection et la surveillance des travailleurs engagés, par la création d'organismes spéciaux, chargés de prêter leur concours effectif aux immigrants.

3° Elle porte sur le contrat d'engagement lui-même : ses clauses, sa durée (en général de 5 ans), les obligations de l'engagiste et de l'engagé : les sanctions destinées à assurer l'exécution du contrat.

C'est, nous le savons, dans cette législation que l'on trouve la première application généralisée de ce système, qui consiste dans l'emploi des sanctions pénales, pour garantir l'exécution du contrat.

Au regard de l'engagé, ces moyens de contraintes varient avec les colonies. Tantôt les peines sont infligées par le législateur, tantôt elles sont prononcées par les tribunaux.

4° Enfin, elle s'occupe de la situation de l'engagé à l'expiration de son engagement. Il résulte d'une clause du contrat, que la colonie est obligée de rapatrier à ses frais, le travailleur, sur le territoire où il a été embauché.

Dans la plupart des colonies, on reconnaît à l'immigrant la faculté de contracter un engagement nouveau, alors, il conserve son droit au rapatriement gratuit, en outre les travailleurs peuvent solliciter l'autorisation de rester dans la colonie en qualité d'étranger ordinaire, mais en perdant leurs droits à la gratuité du rapatriement.

§ 1. — L'immigration réglementée à la Réunion.

L'immigration a toujours eu, à la Réunion, la plus grande importance ; au lendemain de l'abolition de l'esclavage, quand les habitations se trouvèrent subitement désertées par les esclaves, devenus libres, les planteurs se virent, dans l'absolue nécessité, de faire venir des bras du dehors, et, de chercher dans l'immigration libre, le remède à un état de chose qui menaçait de compromettre l'avenir de leur culture.

Pendant quelque temps, l'achat aux monarques africains de leurs esclaves, les opérations clandestines de traite sur la côte orientale d'Afrique et sur la côte occidentale de Madagascar, l'immigration volontaire de Chinois, fournirent à la colonie un certain nombre de travailleurs. De nombreuses révoltes survenues à bord des navires qui se livraient au transport des noirs, attirèrent l'attention sur les abus auxquels donnaient lieu ces opérations. A la suite de l'incident du *Charles-Georges*, la Lettre Ministérielle du 6 janvier 1859 et l'arrêté local du 18 mars suivant, prohibèrent l'immigration Africaine, Malgache et Comorienne.

Concurremment à cette immigration, les propriétaires de la Réunion faisaient tous leurs efforts, pour attirer les coolies indiens et organiser leur recrutement. De 1849 à 1854, les introductions de travailleurs de

cette race, furent particulièrement nombreuses (1) grâce à la constitution d'associations, créées à la Réunion, dans le but de servir d'intermédiaire, entre les négociants de Pondichéry et de Karikal, et les propriétaires de l'île. Afin de résister aux exigences de ces maisons qui, devant les compétitions, élevaient leurs prix à un taux déraisonnable, une Société anonyme se forma à la Réunion, le 18 janvier 1853, et obtint le privilège exclusif de l'introduction des coolies indiens dans la colonie. Un agent de la société procédait au recrutement à Pondichéry, et, à leur arrivée dans l'île, on répartissait les engagés moitié par tirage au sort et au prix de revient, moitié par voie d'enchères.

Ce mode de recrutement ne dura pas ; la société se dispensa bientôt d'avoir un agent spécial dans l'Inde et ne tarda pas à s'entendre avec les négociants qui seuls auparavant effectuaient le recrutement ; son privilège lui fut retiré le 27 décembre 1855 et, par les arrêtés des 27 novembre 1858 et 16 mars 1860, les propriétaires furent autorisés à introduire, directement, pour leur compte, les travailleurs destinés à leurs propres exploitations.

A ce moment, l'immigration fut entravée par un double concours de circonstances ; d'abord les travailleurs devenaient de plus en plus rares dans les territoires de Yanaon, Pondichéry et Karikal qui jusque-là

1. De Lánessan, *L'expansion coloniale de la France* page 217.

avaient fourni les émigrants, ensuite les Antilles et la Guyane, commençaient à demander leur part de la main-d'œuvre que la Réunion puisait seule dans nos établissements. On essaya bien alors d'étendre les opérations d'enrôlement aux territoires anglais du voisinage, mais le mauvais vouloir des autorités Britanniques nous empêcha d'en tirer le plus petit profit, et, à ce moment, les immigrants devinrent si rares que leur prix s'éleva parfois jusqu'à 1000 et 1200 francs.

En 1860, heureusement, la situation s'améliora. Un contrat passé le 22 février 1860 avec MM. Lebeaud et C^{ie}, permit l'introduction, dans le cours de l'année, d'Indiens, à raison de 170 francs. D'autre part la Convention conclue le 25 juillet 1860 avec l'Angleterre permettait de recruter au Bengale 6.000 coolies. Ce n'était évidemment pas encore suffisant pour faire face aux demandes des colons qui, de jour en jour, devenaient plus pressantes ; mais cela permettait, tout au moins, d'attendre le résultat des négociations qui se poursuivaient alors avec le cabinet de Londres et qui devaient aboutir à la Convention du 1^{er} juillet 1861.

Sous l'influence immédiate de cette Convention, l'immigration réglementée augmenta, à la Réunion, dans des proportions considérables. Mais deux années plus tard, le chiffre des immigrants commença de nouveau à diminuer ; à partir de 1863, en effet, la culture de la canne à sucre, qui pendant quelques années avait produit d'énormes bénéfices, commença à donner des résultats moins

bons, et, de ce fait, les travailleurs furent moins recherchés. Il faut dire qu'à cette époque le régime du travail dans l'île était réglementé par l'arrêté du 30 août 1860 : un service de l'immigration organisé sous les ordres du Directeur de l'Intérieur en surveillait le fonctionnement et, les enrôlements dans l'Inde s'opéraient comme nous l'avons indiqué précédemment. En 1872, l'immigration devint un peu plus forte ; malheureusement la situation toujours précaire de la colonie fut cause de désordres chez les travailleurs. Leurs plaintes furent si vives, leurs réclamations en paiement de salaire arriéré, si bruyantes, que la presse britannique en profita pour demander purement et simplement, la suppression de l'immigration Indienne vers la Réunion. En présence de ces faits, les gouvernements anglais et français, résolurent d'envoyer, dans l'Inde, un Commissaire de chaque nation, avec mandat d'étudier la situation et d'en indiquer les remèdes. L'enquête faite par la Commission internationale en 1877, apporta quelques éclaircissements et signala quelques abus qu'il était urgent de réprimer. La colonie prépara alors un projet de réglementation de l'immigration, dans lequel elle s'efforçait de donner satisfaction aux désirs du gouvernement anglais. Tout pouvait donc se régler sans conflit. Mais il ne devait pas en être ainsi ; et malgré la bonne volonté manifeste du gouvernement français, le Cabinet anglais, usant de l'art. 26 de la convention du 10 août 1861, interdit, en novembre

1882, le recrutement des Coolies pour la Réunion en invoquant comme motif, les prétendus mauvais traitements dont les travailleurs indiens auraient été victimes, l'insuffisance de protection qui leur était garantie pendant la durée de leur séjour dans la colonie, enfin, l'état de dénûment dans lequel ils revenaient, à l'expiration de leur engagement.

Privés des bras étrangers, les producteurs de la Réunion durent s'ingénier à remplacer le concours qui leur faisait si brusquement défaut ; ils pensèrent à substituer l'élément malgache à l'élément indien. Déjà on était entré en pourparlers, et l'immigration allait commencer entre la grande île africaine et notre colonie, quand, de nouveau, l'Angleterre vint faire remarquer que ce recrutement était contraire aux lois en vigueur dans le pays, et incompatible avec le rôle qui nous était créé par les traités, à Madagascar. Une fois de plus le gouvernement français céda, et dans le cours de l'année 1886 parut à *l'Officiel* une note ainsi conçue : « MM. le Résident Général de France à Madagascar et le Commandant de division navale ont informé M. le Gouverneur de la Réunion, que conformément aux ordres des ministres de la marine et des affaires étrangères, tout recrutement ou engagement de travailleurs malgaches sur quelque point des côtes de Madagascar que ce soit est *rigoureusement interdit*. »

A peu près à la même époque, des négociations étaient entamées avec le Portugal, et, le 24 novembre

1887, un arrêté du Ministre de la marine et des colonies de ce pays, accordait à la Réunion, l'autorisation de recruter des travailleurs noirs dans la province de Mozambique. Les opérations de recrutement ne donnèrent pas les résultats que l'on était en droit d'espérer :

Les Cafres, en effet, préféraient se rendre au Natal où ils étaient plus vite arrivés et avaient des salaires plus élevés, ou bien, rester dans la colonie portugaise qui occupait alors de nombreux ouvriers à l'accomplissement de travaux publics importants.

A la fin de 1892, on comptait à la Réunion, 33.048 immigrants, se répartissant en 20.644 indiens, 11.904 malgaches et africains et 500 indigènes du Mozambique. C'est alors que, devant les difficultés du recrutement en Afrique et à Madagascar, l'administration eut l'idée d'utiliser les bras créoles : « J'ai mis à l'étude, écrivait le gouverneur de la colonie en 1893, au Conseil général, les mesures à prendre pour favoriser l'utilisation des bras créoles. J'ai pensé qu'il serait possible, tout en respectant la liberté individuelle des travailleurs, de les attirer, en promettant des concessions définitives de terrain à ceux qui, pendant un certain temps, donneraient à une même propriété le concours de leur travail. Je sais pouvoir compter sur les intentions généreuses et bienveillantes des membres de la Chambre d'agriculture, mais pour que les dispositions arrêtées produisent leur plein effet, il nous faudra le concours des communes qui devront... organiser une

sorte d'office du travail centralisant les demandes de bras que pourraient leur adresser les propriétaires et industriels des quartiers. Les bureaux de bienfaisance devront rejeter toute demande de secours de ceux qui peuvent travailler. Il faudra aussi que les maires veuillent se montrer plus sévères au sujet des dégrèvements ».

Il est permis de s'étonner d'une semblable proposition de la part du Gouverneur de la Réunion ; car s'il est une vérité acquise, un fait devenu banal à force d'avoir été répété et démontré, c'est l'incapacité complète du créole aux cultures tropicales de la canne à sucre ou du café, qui sont les grandes ressources de la colonie.

Le créole vit de peu, pour ainsi dire de rien ; il n'a pas de besoins qui ne soient immédiatement satisfaits, presque sans travail, par la fertilité du sol et la douceur du climat. Le plus petit lopin de terre lui suffit, et rien certainement ne lui sera plus indifférent que l'offre, sous forme de prime, d'une plus ou moins grande quantité de terrains. Du reste, consulté à ce sujet, le Syndicat agricole de Saint-Denis, a été unanime dans ses réponses et a déclaré :

1° Que le travailleur créole était réfractaire à toute besogne donnant un peu de peine et exigeant du temps ;

2° Qu'il était, en particulier, impropre aux travaux des usines auxquels il avait toujours refusé de s'employer

et pour lesquels on ne pouvait se passer d'immigrants.

La proposition du gouverneur de la Réunion n'était donc pas une solution ; ce n'était même pas un pis-aller ; aussi certains propriétaires de l'île essayèrent-ils, eux-mêmes, de repeupler leurs exploitations, et, faisant une nouvelle tentative du côté du continent Africain, un groupe de planteurs s'adressa à la fin de 1895 aux autorités Portugaises et put ainsi recruter en Mozambique dans un laps de temps relativement court 250 travailleurs environ.

Quelque temps après la colonie recevait un autre convoi de 300 indigènes de la grande Comore ; on put, de la sorte, reconstituer un certain nombre d'ateliers agricoles qui peu à peu avaient été abandonnés (1).

Malgré ces tentatives, auxquelles il est bon d'ajouter quelques essais d'immigrations tonkinoises et malgaches (2), l'immigration indienne n'était nullement perdue de vue.

Dès 1893, le Gouvernement Anglo-Indien avait confié à M. Muir Mackenzie, sous-secrétaire d'État du département de l'agriculture, la mission de procéder sur place, à une enquête, sur la situation des immigrants indiens à la Réunion. Plus tard, des commissaires furent nommés par la France et par l'Angle-

1. *Bulletin de l'Union coloniale*, 22 janvier 1896.

2. *Quinzaine coloniale*, 25 mars 1897.

terre pour étudier les conditions de la reprise de l'immigration. Après d'assez longs pourparlers qui eurent lieu au Ministère des affaires étrangères à Paris, les commissaires, dans la séance du 23 décembre 1897 (1), tombaient d'accord sur les bases à proposer à leur gouvernement respectif pour la conclusion d'une nouvelle Convention réouvrant l'Inde au recrutement des travailleurs nécessaires à la Réunion. Le mois suivant, le ministre des affaires étrangères et l'ambassadeur d'Angleterre signaient une Convention réglementant l'immigration à la Réunion des travailleurs Indiens.

Voici sur quelles bases était établi le nouvel accord avec l'Angleterre :

1° Le recrutement des travailleurs ne pourra être effectué que dans les ports de l'Inde anglaise désignés par le gouvernement Britannique ;

2° Les immigrants rentrant dans la colonie après l'expiration de leur contrat d'engagement, seront assimilés, à tous les points de vue, aux anglais européens s'y trouvant. En outre, les enfants issus des immigrants, demeureront sujets anglais, et, par suite, ne pourront pas être assujettis aux lois militaires ;

3° Les frais de rapatriement des Indiens libérés, devront être inscrits au budget local, parmi les dépenses obligatoires ;

1. *Quinzaine Coloniale*, 10 janvier 1898.

4° Le recrutement ne se fera pas sur les territoires français.

Cette convention était conclue pour une durée de 3 ans, 1/2 : « Elle restera en vigueur par tacite reconduction, d'année en année, après ce terme, si elle n'est pas dénoncée par l'une des deux parties contractantes avant le mois de juillet de l'année en cours. En cas de dénonciation, l'effet de la convention ne cessera que 18 mois après. »

Les colons de la Réunion, il n'est pas besoin de le dire, avaient accueilli avec une grande satisfaction la nouvelle de la conclusion de l'accord Anglo-Français. La Convention devait entrer en vigueur dès que certaines modifications législatives ou administratives auxquelles le gouvernement britannique avait subordonné sa ratification, auraient été apportées à nos règlements généraux sur l'émigration et à la loi sur le recrutement de l'armée, actuellement en vigueur à la Réunion. L'une de ces modifications avait pour but, comme nous venons de le dire, d'exonérer *ipso jure*, les fils d'émigrants indiens du service militaire. Cette mesure semblait se justifier d'elle-même, et, la Commission de l'armée se disposait à la soumettre à l'approbation de la Chambre, lorsque se produisit une opposition tout à fait inattendue et manifestement regrettable : MM. de Mahy et Brunet, les représentants de la colonie au Palais-Bourbon qui, semble-t-il, auraient dû avoir pour unique souci d'assurer l'avenir économique si compromis de la Réunion

se déclarèrent adversaires « irréductibles de la reprise de l'immigration » sous le prétexte plutôt étrange que l'introduction de travailleurs Indiens à la Réunion mettrait notre colonie en péril, en cas de conflit avec l'Angleterre.

Il n'est pas nécessaire d'insister sur l'exagération d'une semblable appréhension ; personne n'ignore que les coolies Indiens, parmi lesquels se recrutent les convois d'engagés, n'ont pas la moindre notion de l'idée de patrie, et sont, par cela même, incapables de se sacrifier pour elle. Ils sont d'ailleurs d'un naturel si peu belliqueux, qu'un cadre de 3 ou 4 surveillants suffit amplement à maintenir et diriger un millier de travailleurs ; rien est donc moins justifié que de prétendre que les 5 ou 6 000 coolies que la reprise de l'immigration indienne amènerait à la Réunion, pourraient constituer un danger pour l'île, d'autant plus que la sécurité est aujourd'hui assurée par une troupe de plusieurs milliers de soldats exercés. Devant une telle attitude des députés de la Réunion, des protestations s'élevèrent de tous côtés ; les propriétaires et fabricants de sucre présents à Paris, la Commission de permanence du Conseil général, les Chambres d'agriculture et de commerce, le Syndicat central agricole, furent unanimes à désavouer l'attitude des représentants de leur colonie (1).

1. Voici le texte d'un câblogramme, adressé à *l'Union co-*

On pourrait croire que ces manifestations spontanées et presque générales, allaient ramener M. de Mahy à une politique plus conforme aux intérêts de la colonie : il n'en fut rien, et malgré de nouvelles délibérations et de nouveaux vœux du Conseil général de la Réunion, la situation n'a pas changé et l'immigration indienne est toujours suspendue. Et cependant, la question devient de plus en plus pressante et même inquiétante : depuis 1882, en dépit des efforts les plus actifs, il a été impossible à la colonie de se procurer les bras nécessaires à l'exploitation des ateliers agricoles ; quarante mille Indiens étaient autrefois employés dans l'île, aujourd'hui, il en reste à peine dix mille, et, ce chiffre menace de décroître encore, car la plus grande partie des indigènes actuellement engagés sur les propriétés, sont des hommes déjà âgés et condamnés à disparaître dans un temps relativement court : « nous pouvons citer telle propriété, bien connue, où l'effectif est descendu de 450 à 250 hommes par suite de la

loniale Française par M. André Blay, président de la Chambre de commerce de la Réunion, membre du conseil privé :

Port-Louis (Ile Maurice).

10 février, 2 h. 40 du soir.

La commission de permanence du conseil général, les chambres d'agriculture et de commerce et le syndicat central agricole, protestent service militaire indiens, désavouent attitude de Mahy. Vous adjurent prendre notre défense.

Signé : BLAY

(*Quinzaine coloniale*, 10 octobre 1898).

difficulté des recruter des bras. Or ce n'est pas là un fait isolé, mais un état général dont souffrent, dans la même proportion, tous les propriétaires de l'île. Un tel état de chose ne saurait durer plus longtemps, sans causer à la colonie un préjudice irréparable. De la question de main-d'œuvre dépend l'existence même de la colonie; il n'y en a pas de plus grave, ni dont la solution s'impose avec plus de nécessité et sans le moindre retard » (1).

Il est donc permis d'espérer que les représentants de la Réunion finiront par se rendre compte du danger de leur opposition. Il ne faudrait pas que de mesquines considérations purement électorales et politiques, auxquelles on les accuse d'obéir, leur fassent oublier leurs obligations et leurs devoirs et compromettre l'avenir d'une colonie déjà si éprouvée.

La reprise de l'immigration indienne aurait très probablement pour conséquence une refonte de la législation, en vigueur dans la colonie.

Actuellement, le régime des immigrants à la Réunion, résulte d'un décret du 30 mars 1881 et d'un certain nombre d'arrêtés locaux (2); un décret devait également réglementer et assurer définitivement les con-

1. *Quinzaine coloniale*, 10 janvier 1899.

2. Ces arrêtés, que nous ne pouvons citer, sont reproduits presque tous dans les tomes I et III de la Bibliothèque Coloniale Internationale: La main-d'œuvre aux colonies.

ditions des travailleurs ; ce décret est intervenu le 27 août 1887.

Il ne serait d'aucun intérêt de donner une analyse complète de cet acte ; on y retrouve les mêmes tendances que dans les textes fondamentaux de 1852, nous rappellerons seulement les articles les plus essentiels, en renvoyant, pour le surplus, au texte même du décret :

Avant l'entrée en service de l'immigrant, la direction de l'immigration lui délivre sans frais une carte d'identité qu'il est tenu de porter sur lui et de présenter à toutes réquisitions (Art. 14).

La durée de l'engagement ne peut dépasser 5 ans, et, l'émigrant, a le droit de ne pas changer d'engagiste, sans son propre consentement. (Art. 19 et 23). L'immigrant, dont le contrat est terminé, est mis en demeure par le syndic d'opter entre son rapatriement ou son réengagement, à moins qu'il n'obtienne un permis de séjour. (Art. 35). Les immigrants qui justifient d'un engagement régulier, jouissent pendant toute la durée de leur engagement, du bénéfice de l'assistance judiciaire. (Art. 99). Ce sont les juges de paix qui connaissent soit, en dernier ressort, soit à charge d'appel, de toutes les contestations relatives aux obligations respectives des engagistes et des engagés, et, de toutes les actions en annulation et en résiliation de contrat, etc., etc. (Art. 5) enfin la colonie a un droit de recours con-

tre les introducteurs et les engagistes, pour le remboursement des frais de rapatriement.

Il n'existe pas, à la Réunion, de Caisse spéciale de l'immigration : le budget local supporte directement les dépenses du protectorat et les frais de rapatriement, classés parmi les dépenses obligatoires.

La colonie perçoit pour subvenir à ces dépenses : 1^o un droit fixe d'enregistrement sur les contrats d'engagements et de réengagements (1); 2^o une taxe annuelle sur la délivrance et le renouvellement des permis de résidence temporaire accordées aux travailleurs immigrants, libérés de leur engagement (2).

Au budget de 1897, ces perceptions devaient produire 197.000 francs, alors que les dépenses s'élevaient à 200.000 francs, y compris les frais de l'atelier de discipline (23.000 francs), et les primes à l'introduction de l'immigrant (35.000 francs).

§ 2. — L'immigration réglementée à la Martinique.

Au lendemain de l'abolition de l'esclavage, et, après une tentative malheureuse d'introduction de travailleurs européens, les colons de la Martinique, pensèrent à recruter dans l'Hindoustan, la main-d'œuvre nécessaire à leurs plantations.

1. Délibération du Conseil général du 6 novembre 1889.

2. Décrets des 10 août 1868 et 17 juin 1887.

Un décret du 27 mars 1852 concéda à M. Blanc, capitaine au long cours, le droit de transporter aux Antilles 4.000 travailleurs indous, dans une période de 6 années ; en outre, le 26 octobre 1854, le ministre de la marine traita avec MM. Le Campion et Théroulde, pour l'introduction, à la Martinique, de 10,000 Indiens.

M. le capitaine Blanc, après avoir recruté 1,191 Indiens renonça à son privilège en 1855, et, une décision ministérielle du 7 décembre 1855, résilia le marché passé, l'année précédente, avec M. Théroulde. Le ministre de la marine conclut alors, le 6 décembre 1855, pour une durée de 4 ans, avec la Compagnie générale maritime, un contrat pour le transport aux Antilles des coolies, jusqu'à concurrence du nombre de 9.619. Une Convention du 22 juin 1858, qui fit suite à la précédente et fut prorogée le 22 avril 1861, était destinée à assurer l'introduction, à la Martinique et à la Guadeloupe, pendant 3 ans, de 3,000 travailleurs par an. Mais sous l'empire de cette convention, il ne fut guère amené que 12 à 1500 indiens ; c'était insuffisant pour la mise en exploitation de la colonie et on dut s'adresser, en même temps, à l'Afrique et à la Chine, les seuls points où il fût possible de trouver des travailleurs, aptes aux cultures tropicales.

L'immigration chinoise ne fut pas heureuse ; après un premier traité passé, en septembre 1856, avec la maison Arnaud et Touache de Marseille et demeuré sans résultat, on réussit à peine, quelque temps plus

tard, à introduire un millier de Chinois. Ils ne donnèrent du reste, que de mauvais résultats : ils étaient, pour la plupart, impropres aux travaux de la culture et ne pouvaient d'ailleurs être recrutés qu'à des conditions très onéreuses. Au 31 décembre 1882, il ne restait plus à la Martinique, que 481 Chinois, 500 étaient morts, les autres avaient été rapatriés.

L'immigration africaine, donna de meilleurs résultats. On chargea du recrutement, le capitaine Chevalier qui, dès 1857, amenait dans la colonie, un convoi de 285 noirs ; des difficultés qui lui vinrent de différents côtés l'empêchèrent de continuer ses opérations, et, le gouvernement se vit forcé d'autoriser les enrôlements, par voie de rachat, sur toute la côte occidentale de l'Afrique ; les esclaves rachetés à leurs maîtres, étaient transportés aux Antilles, un engagement de travail intervenait, avec faculté pour les noirs, de se faire rapatrier, à l'expiration du contrat.

Ils devaient, toutefois, rembourser sur leur salaire, à l'engagiste, une somme de 200 fr. correspondant à l'avance que celui-ci avait faite pour leur rachat. En 5 ans, la maison Régis, recruta dans ces conditions, au Congo et à Loango, 10.000 immigrants ; de son côté, la maison Vidal, du Havre, en avait embarqué du Congo 350, à destination de la Martinique.

La Convention du 1^{er} juillet 1861, conclue avec l'Angleterre, mit fin aux enrôlements des noirs africains et on reprit l'immigration indienne. Des agents du gou-

vernement français, établis comme nous l'avons vu, dans nos possessions de l'Inde et dans les villes anglaises de Calcutta et de Madras, étaient chargés du recrutement des immigrants.

Ils allouaient à ces derniers, des avances en argent et leur faisaient passer un contrat, en présence d'un fonctionnaire britannique, chargé de constater le libre consentement de l'engagé. Des navires, affrétés par l'administration, transportaient les immigrants dans la colonie; à leur arrivée, ils étaient répartis par groupes de dix et par voie de tirage au sort, entre les propriétaires. Le salaire annuel était fixé à 160 francs pour les hommes et à 100 francs pour les femmes, indépendamment de la nourriture des vêtements, du logement et des soins médicaux; les colons étaient en outre tenus de rembourser une somme de 373 francs, par travailleur, au trésor local, qui supportait le complément des frais d'introduction et la totalité de la dépense de rapatriement et du personnel du service de l'immigration.

A partir de 1882, les rengagements diminuèrent dans des proportions considérables; de 350 par an, en moyenne, ils tombèrent à 250; malgré cela, le nombre moyen des demandes de rapatriement, n'augmenta pas sensiblement. Beaucoup de travailleurs, en effet, leur engagement terminé, se placèrent librement, à leurs risques et périls, ou s'établirent dans la colonie sans esprit de retour dans leurs pays.

L'immigration des coolies indiens, n'en continuait pas moins, quand un arrêté du 26 décembre 1884, vint la supprimer. Cet arrêté avait été pris à la suite d'une délibération du Conseil général, en date du 18 décembre précédent. Cette assemblée avait émis le vœu suivant : « Le travail réglementé est aboli. L'administration est forcée de mettre la législation en harmonie avec ce principe de droit commun, et, de se conformer aux prescriptions de l'article 23 de la convention du 1^{er} juillet 1861 ; aucun contrat passé sous le régime actuel ne sera renouvelé. La prime de rengagement est en conséquence supprimée ».

Cette mesure n'avait rien qui dut surprendre beaucoup. A la Martinique, en effet, la population capable de mettre le sol en valeur et désireuse de s'employer à ce travail, est bien plus considérable qu'à la Réunion ; relativement à sa surface, la Martinique est l'un des points du globe le plus peuplé ; elle contient 167.000 habitants pour 98.000 hectares. La partie nord de l'île est à peu près entièrement aux mains de grands propriétaires qui, contraints d'employer de nombreux travailleurs, préfèrent à tout autre main-d'œuvre, la main-d'œuvre indienne, sûre et à bon marché : mais la partie sud, est, au contraire, la région de la petite propriété, très morcelée, où la terre est cultivée par de petits propriétaires qui n'emploient guère que des bras indigènes. On comprend, dès lors, l'attitude des colons

du Sud qui se trouvaient obligés de consentir à des sacrifices qui ne faisaient que profiter aux grands propriétaires du Nord. Dans de semblables conditions, il est de toute évidence que l'immigration, à la Martinique est loin d'avoir la même utilité que dans les autres colonies.

Le régime de l'immigration à la Martinique est des plus simples : il résulte, uniquement, aujourd'hui, d'un arrêté local du 17 janvier 1885, toute la réglementation antérieure ayant été abrogée par l'arrêté du 26 décembre, pris en conformité du vœu émis par le conseil général. Il va sans dire, toutefois, que le vote du conseil général ne saurait enlever aux immigrants indiens, aucune des garanties que leur a accordées la Convention de 1861 : s'il leur est actuellement défendu de contracter des engagements d'après les règles du décret de 1852, rien ne s'oppose à ce qu'ils passent des contrats de louage de service, dans les conditions déterminées par le code civil, car la convention n'a nullement subordonné la validité de ces engagements au maintien de la législation sur le travail, en vigueur au moment où elle a été conclue.

Aux termes de l'arrêté du 17 janvier 1885, le service de l'immigration est placé sous les ordres d'un chef de bureau de la direction de l'intérieur qui, indépendamment de ses attributions spéciales touchant à ce service, est chargé de surveiller les contrats d'engagements avec les habitants et de prendre les mesu-

res nécessaires pour le rapatriement des engagés.

Conformément à l'article 36 du décret du 27 mars 1852, il est établi, au chef-lieu de chaque arrondissement, un syndicat protecteur des immigrants, composé du procureur de la République, président, d'un avocat ou d'un avoué désigné chaque année par la cour d'appel et d'un conseiller municipal, désigné par le gouverneur. Ces syndicats protecteurs dirigent les immigrants dans les actions judiciaires qu'ils peuvent avoir à soutenir et ont le droit de poursuivre d'office la résiliation des contrats d'engagement, même sans le consentement des engagés : ils sont assistés de syndics cantonaux, chargés de leur transmettre les plaintes et réclamations des immigrants ; ils peuvent être délégués par les commissaires de l'immigration pour exercer des visites sur les habitations ; ils peuvent intenter, dans l'intérêt des engagés, des actions contre les engagistes devant le juge de paix : enfin, ils apposent leur visa sur tout acte de transfert d'engagement, dans les 10 jours de sa date.

L'action du syndicat ou des syndics en ce qui concerne le patronage qu'assure aux immigrants l'art. 36 du décret du 27 mars 1852, cesse de plein droit, lorsqu'ils ont accompli leur engagement.

Depuis le vote du Conseil général, aucun nouveau convoi n'est arrivé à la Martinique, les rapatriements par contre, ont été assez nombreux.

La caisse de l'immigration qui avait été créée par

l'Arrêté local du 16 juin 1854 fut supprimée par un acte de même nature du 17 mars 1885 : sa liquidation s'est effectuée dans de bonnes conditions, cette caisse fonctionnant au moyen d'une subvention versée annuellement et calculée de manière à combler le déficit.

§ 3. — L'immigration réglementée à la Guadeloupe.

Les premiers immigrants qui vinrent à la Guadeloupe, furent importés de Madère qui depuis longtemps déjà, fournissait des travailleurs aux colonies anglaises ; en mars 1854, 188 Madériens furent ainsi engagés, moyennant un salaire de 1 fr. par jour et la jouissance d'un jardin et d'une case.

Mais il était impossible à Madère de suffire aux demandes de travail de la Guadeloupe ; sa faible densité empêcha de bonne heure une immigration suivie ; à l'expiration de leur engagement de cinq ans, la plupart des immigrants durent être rapatriés et il fallut chercher immédiatement, d'un autre côté.

La Guadeloupe intervint, alors, dans les divers traités conclus avec le capitaine Blanc, avec la Compagnie générale maritime, pour l'introduction d'immigrants indiens, et, avec la maison Régis, pour le recrutement des Africains. En juillet 1862, on trouve même un traité direct avec la Compagnie générale transatlantique, pour l'introduction de 2000 à 3000 Indiens par an.

Chaque année, un nombre assez considérable d'immigrants, fut ainsi amené à la Guadeloupe. Un des contrats les plus importants, fut celui passé le 10 mars 1875, par la colonie avec M. Lamouroux, agent d'émigration à Calcutta, pour l'introduction de 1350 coolies par an, pendant huit années, à partir du 1^{er} janvier 1874 ; il lui était alloué 10 roupies pour ses peines et soins, par adulte embarqué. Par suite de difficultés, le contrat fut seulement exécuté pendant les premières années.

Concurremment à l'immigration indienne, débarquaient à la Guadeloupe, quelques convois d'Extrême-Orient : 208 Chinois, recrutés à Shanghaï, arrivèrent dans la colonie, au mois d'août 1859 : ils étaient engagés, moyennant un salaire mensuel de 4 piastres, avec droit à la nourriture et aux soins médicaux gratuits. La prime payée à l'introducteur, par la colonie, variait suivant la durée de l'engagement des coolies : 659 fr. 50 par tête d'immigrant, porteur d'un contrat de 8 ans, et 485 fr. lorsque le contrat n'était que de cinq ans ; l'engagiste allouait, en outre, à l'introducteur, une somme de 150 fr. par coolie, quelle que soit la durée du contrat.

Mais, à la Guadeloupe, comme à la Martinique, on dut abandonner, de bonne heure, les opérations de recrutement en Chine.

Les Chinois sont bien d'une race forte et aimant le travail, mais les frais de leur introduction et le prix

très élevé de leur salaire d'une part, et, de l'autre, leur répugnance naturelle à s'assimiler nos mœurs, empêchaient qu'on fit largement appel à leur concours. En outre, ainsi que M. de Montmaurau, ministre de France à Pékin, l'écrivait en 1878 : « les opérations d'émigration en Chine sont extrêmement délicates : elles amènent souvent de graves complications : elles ont été interdites presque partout dans l'Empire et il est bien rare qu'elles ne méritent pas le surnom qui leur a été donné, de *traite des jaunes*. Celui qui l'entreprend fait généralement fortune, mais la nation pour laquelle il opère et à laquelle, il appartient, laisse presque toujours une part de son influence et de sa considération en Asie. Pour avoir de bons coolies il faut s'adresser à une maison chinoise et se risquer à payer cher ». Dans ces conditions, il valait évidemment beaucoup mieux faire appel à d'autres bras. Malheureusement, les autres sources de recrutement, ne devaient pas tarder à tarir. Par décision du 1^{er} novembre 1888, le gouvernement indo-britannique, interdit l'enrôlement, sur le territoire indien, des travailleurs destinés à nos colonies des Antilles. (1)

1. La mesure n'était pas plus justifiée que pour la Réunion. Le gouverneur de la Guadeloupe en fut même à ce point surpris, que, dans la lettre où il prévint le ministre, de la décision du gouvernement anglais, il priait en même temps le département de lui indiquer les motifs de cette

Malgré les négociations les plus actives, on ne put aboutir à une reprise de l'immigration dans l'Inde anglaise (1). On eut alors l'idée de s'adresser au Japon

mesure et les circonstances dans lesquelles elle avait été faite.

Le ministre lui répondit, le 5 avril 1889.

Monsieur le gouverneur de la Guadeloupe . . .

J'ai l'honneur de vous confirmer la nouvelle que M. Moltinet a portée à votre connaissance, *sans pouvoir vous donner d'indications précises au sujet des faits qui ont provoqué cette interdiction*, le gouvernement anglais n'ayant motivé sa décision que sur des considérations générales. Après avoir critiqué, la situation des Indiens engagés à la Réunion où malgré tous les efforts de l'administration métropolitaine, il y aurait, d'après les autorités Britanniques, une tendance générale à subordonner les droits des immigrants aux intérêts des colons, le cabinet de Londres, prétend que dans nos colonies des Antilles, les coolies sont également traités d'une façon peu satisfaisante : c'est ainsi que l'obligation d'accorder les réengagements promis, d'assurer une assistance médicale gratuite et d'organiser régulièrement des convois de rapatriement, à l'expiration des contrats, n'aurait pas été remplie avec exactitude à la Martinique et à la Guadeloupe... ».

(Bibl. colon, Internat. *La main-d'œuvre aux colonies*, I. p. 522).

1. Dépêche du sous-secrétaire d'Etat des colonies relative au maintien de l'interdiction de recruter des immigrants dans l'Inde anglaise.

Paris, 26 mai 1893.

Monsieur le gouverneur,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les négociations

qui avait déjà fourni plusieurs centaines de coolies à la Nouvelle-Calédonie (1). Le 19 décembre 1894 un vapeur Japonais amenait à la Guadeloupe un contingent de 493 travailleurs mâles, engagés par le Crédit foncier

entamées avec le gouvernement britannique en vue d'obtenir la reprise de l'immigration indienne à destination de nos colonies des Antilles, n'ont pas abouti.

L'ambassadeur de S. M. Britannique vient, en effet, d'informer M. le ministre des affaires étrangères, qu'après un nouvel examen de la question, son gouvernement avait été amené à reconnaître, une fois de plus, que la situation faite aux sujets indo-britanniques, engagés à la Guadeloupe, ne présentait pas de garanties suffisantes pour permettre d'autoriser de nouveaux recrutements. Dans ces conditions l'interdiction prononcée en 1883, est maintenue par le cabinet de Londres et il ne paraît guère possible maintenant, de le faire revenir sur sa décision. » (Bibl. col. inter. *Main-d'œuvre*, 3^e p. 353).

1. Le 27 septembre 1892, le sous-secrétaire d'Etat des colonies, adressait à ce sujet une très intéressante circulaire, au gouverneur de la Guadeloupe. Elle débutait aussi : « Monsieur le gouverneur. J'ai l'honneur de vous informer que le gouvernement japonais paraît disposé depuis quelque temps, à autoriser l'émigration de ses nationaux, à destination de l'étranger. En présence des heureux résultats qui ont couronné une tentative de recrutement de 600 coolies pour les exploitations des concessions de la société « Le Nickel » en Nouvelle-Calédonie, j'ai pensé qu'il était intéressant de vous signaler cette source de recrutement qui pourrait peut-être fournir à la Guadeloupe la main-d'œuvre dont elle a besoin. »

colonial et d'autres usiniers (1). Le contrat d'engagement de ces travailleurs, étant passé, pour chaque année, aux gages mensuels de 25 francs. Le propriétaire devait le logement les soins médicaux ; l'engagé, le travail, du lever jusqu'au coucher du soleil, excepté les dimanches et les cinq jours de fête légale.

Le rapatriement gratuit était dû à l'expiration de l'engagement. Un inspecteur et un médecin japonais accompagnaient les coolies à la Guadeloude et veillaient à l'accomplissement des formalités prescrites.

Ces travailleurs, paraît-il, se sont mis à l'œuvre d'une façon satisfaisante, mais leur acclimatement a été plutôt difficile, et plusieurs n'ont pu résister au climat (2).

Le régime spécial de l'immigration à la Guadeloupe est fixé par de nombreux arrêtés locaux : les plus importants sont ceux des 25 septembre 1859, 17 février 1861, 16 juin 1877, 27 janvier 1880, 21 février 1881, enfin par le décret de 1890. Les convois d'immigrants, sont amenés dans la colonie aux frais d'une caisse spéciale, dite Caisse d'immigration, qui est remboursée de ses dépenses, en partie, au moyen de primes d'introduction payées par les engagistes. D'autre part, tous les ans, un crédit spécial est voté par la colonie, pour les

(Bibl. colon. internat. *Main-d'œuvre aux colonies*, 3, p. 350 et suiv.)

1. *Bulletin de l'Union Coloniale*, 1895, page 51.

2. *Bull. Union Coloniale*, 1^{er} avril 1895.

dépenses du personnel et du matériel de l'immigration (1).

La prime d'introduction, est fixée par le Gouverneur, en exécution des décrets des 13 février et 17 mars 1852; d'après l'arrêté local du 16 février 1881, elle est de 85 francs pour les immigrants venant de Calcutta et de 322 fr. 50 pour ceux arrivant de Pondichéry; cette somme versée par chaque engagiste, à la Caisse de l'immigration, contribue à payer les dépenses de recrutement.

L'arrêté local du 28 août 1882 fixe à 150 francs la prime de rengagement payée par la caisse de l'immigration, à tout immigrant qui, à l'expiration de son contrat, consent à signer un engagement pour 5 années; en cas de rengagement de moindre durée, l'allocation est proportionnelle au nombre d'années. La caisse d'immigration a été organisée par l'arrêté du 18 février 1860: elle est appelée à subvenir à toutes les dépenses du service de l'immigration; elle fait face à ces dépenses, moyennant des prélèvements sur les contributions et les revenus de la colonie, du paiement des primes d'introduction, d'un droit fixe et d'un droit proportionnel sur les contrats d'engagement et de rengagement (2).

Les créances dues par les engagistes à la caisse

1. Budget local de 1897; crédit inscrit 111.600 fr.

2. Au budget local de 1897 la recette prévue était de 15.000 francs.

d'immigration sont recouvrées par les soins des receveurs d'enregistrement.

Les règles particulières au régime des immigrants résultent du décret du 30 juin 1890 ; seulement, le gouvernement anglais ayant suspendu en 1889 le recrutement, sur le territoire indien, des travailleurs destinés aux Antilles, la réglementation nouvelle n'offre plus d'intérêt que pour les engagés, dont les contrats sont actuellement en cours.

Les points les plus importants du décret ont trait à l'organisation du service de l'immigration, à l'introduction des immigrants, à l'admission des immigrants, leur distribution et leur immatriculation, au fonctionnement du livret et du contrôle, aux contrats de réengagements, à la question du manquement au travail et de ses effets, à l'organisation et au but des dépôts coloniaux, au service protecteur des immigrants etc., etc., etc. Parmi de très nombreuses dispositions (le décret ne comprend pas moins de 15 chapitres et 169 articles) rappelant les mesures prises en 1852, quelques-unes apportent cependant certaines innovations. Nous n'en citerons que deux exemples : le décret ne donne pas une définition de vagabondage différente de celle contenue dans l'article 270 du code pénal ; Toutefois « pour ne pas énerver la répression d'un délit de nature à porter atteinte à la tranquillité et à la sûreté politiques de la colonie, le fait, pour l'engagé, d'être déserteur de chez son engagiste, depuis plus de

30 jours, a été constitué à l'état d'incrimination spéciale assimilée au vagabondage mais seulement quant à la pénalité. » — D'autre part, en ce qui concerne la répartition des travailleurs entre les demandeurs, le décret remplace le système compliqué reposant sur la classification des propriétés, usines et habitations en catégories pour lesquelles les facultés annuelles et totales d'engagement eussent été invariablement fixées, par une combinaison reposant sur l'attribution des immigrants, proportionnellement aux demandes inscrites, et, ne limitant l'admission à l'inscription que dans la mesure simple d'un travailleur par hectare de terre en culture.

§ 4.— L'immigration réglementée à la Guyane.

L'abolition subite de l'esclavage produisit à la Guyane les plus violents effets ; du jour au lendemain, les ateliers chômèrent, les planteurs durent renoncer, faute de bras, à l'exploitation du sol, et la colonie, surtout en raison de l'énorme étendue de son territoire, se vit dans la nécessité immédiate, pour éviter une ruine certaine, de recourir à l'immigration étrangère.

Après quelques hésitations sur le choix de la race qui devait remplacer les esclaves libérés, on se décida à mettre successivement à l'épreuve, des Africains et des coolies indiens ou chinois ; deux traités furent passés en 1853 et en 1858, avec M. Chevalier, capitaine au long cours, pour l'introduction dans la colonie de travail-

leurs recrutés parmi les peuples où l'esclavage avait été aboli.

Malgré de grandes difficultés, 1500 noirs furent ainsi amenés soit de la République de Libéria, soit de la côte de Krou, soit même du Gabon français. Les immigrants de cette origine supportèrent assez bien le climat de la Guyane : ils auraient pu rendre de réels services pour la mise en valeur du sol, si leur travail n'avait été gravement compromis, par un esprit d'indiscipline indomptable et par une propension innée au vagabondage.

On essaya, à peu près à la même époque, de l'immigration indienne ; dès le mois de mai 1850, la Compagnie générale maritime, commença l'introduction de coolies indiens, dans des conditions identiques à celles fixées par les contrats qui la liaient vis-à-vis de la Martinique et de la Guadeloupe. Mais on ne tarda pas à s'apercevoir que la race indienne ne résistait que très difficilement aux durs travaux entrepris dans les terrains marécageux de la colonie ; de nombreux décès se produisirent et il fallut même, à un certain moment, diriger sur la Guadeloupe 200 Indiens qui ne pouvaient être utilisés.

En 1860, on tenta une première expérience avec les coolies chinois, la Martinique consentit à en céder une centaine, mais, de même que dans cette dernière colonie, on ne put à la Guyane, supporter longtemps, le prix exagéré de la prime à payer pour chaque émigrant, jointe aux salaires très élevés exigés par ces travailleurs,

Malgré ces inconvénients, l'immigration indienne restait seule possible ; mais en 1868 le Gouvernement anglais sous prétexte qu'il n'avait pas de consul à la Guyane, suspendit cette immigration.

Reprise en 1871, elle fut interdite de nouveau en 1876, par décision du gouvernement de Madras.

Cette mesure était basée sur la très grande mortalité, qui, paraît-il, sévissait alors sur les coolies envoyés dans la colonie.

Une crise devait alors éclater, plus grave que toutes les précédentes. En 1854, avaient été découverts les premiers gisements aurifères, et, la fièvre de l'or, s'était emparée de tous les esprits « tous les travailleurs valides qu'ils eussent la peau blanche ou la peau noire, désertant absolument tout autre métier, coururent aux pépites, les *prospecteurs* se sont lancés dans toutes les directions, interrogeant avec plus d'ardeur que de science tous les terrains, retournant au fond des vallées les boues les plus malsaines, procédant au lavage des sables avec des instruments informes, nourris de vivres dont le transport à dos d'hommes et à longue distance avait quintuplé le prix mais non la qualité. Ce fut une gigantesque loterie qui enrichit quelques individus, mais qui en ruina et en tua un plus grand nombre » (1).

1. J. Leveillé. *La Guyane et la question pénitentiaire coloniale*, p. 10 et suiv.

L'agriculture, bien entendu, avait été abandonnée à peu près totalement ; les immigrants qu'on avait pu introduire dans la colonie et qu'on s'était efforcé de choisir parmi les célibataires, pour raison d'économie, avaient été inévitablement dirigés sur les exploitations minières dont on espérait les plus grands bénéfices. Cette politique à courte vue, consistant à vouloir transformer la Guyane en un « vaste placier », ne pouvait être qu'une source de mécompte pour l'avenir, et ne pouvait que rendre ainsi très difficile, tout recrutement de travailleurs.

Il fallait cependant essayer de remédier aux graves inconvénients qu'entraînait pour la colonie la suppression de l'immigration indienne. Des Annamites, envoyés en exil à la Guyane, semblant fournir une main-d'œuvre plutôt satisfaisante, on crut devoir tenter un essai de recrutement dans la péninsule Indo-Chinoise.

Du reste, les conditions climatériques de la Guyane, assez semblables à celles de nos possessions de l'Extrême-Orient, les cultures du sol qui permettaient d'assurer aux immigrants annamites, un régime à peu près identique à celui de leur pays, paraissaient de nature à bien augurer de la nouvelle immigration. Mais dès le début, on se heurta à un obstacle que nous avons eu déjà maintes fois l'occasion de signaler et qui est pour ainsi dire inévitable, le profond attachement de la population annamite au sol natal. On ne se tint cependant pas pour battu, et, au lendemain de la conquête du

Tonkin, en décembre 1887, l'administration locale fit mettre de nouveau la question à l'étude, spécialement au point de vue du recrutement de la main-d'œuvre annamite au Tonkin; les mêmes raisons forcèrent encore à abandonner le projet (1).

Du côté de la Chine on ne fut pas plus heureux, et, des négociations entamées en vue de l'introduction à Cayenne, des coolies de Hong-Kong, n'aboutirent pas.

La situation, cependant devenait de plus en plus critique, et, les planteurs de la Guyane, pensèrent que le mieux serait peut-être encore de faire des ouvertures

1. Il faut mentionner cependant les convois d'immigrants d'origine pénale envoyés tous les ans de l'Indo-Chine à la Guyane; du 11 octobre 1873 au 8 août 1893 — 670 émigrants Indo-Chinois ont été introduits à la Guyane; ils appartenaient aux trois catégories suivantes :

Condamnés aux travaux forcés....	47
— publics...	15
— à l'exil...	608
	670

Les résultats ont été, paraît-il, des plus favorables, et, en somme, dit le bulletin de l'*Union coloniale*, a qui nous empruntons ces détails, la Guyane aurait les plus grands bienfaits à attendre, d'une immigration Indo-Chinoise librement organisée, et, si l'administration tentait l'organisation de villages annamites conformément au projet présenté au conseil supérieur des colonies. Cette tentative présenterait à n'en pas douter les plus grandes chances de réussite (*Bulletin de l'Union coloniale*, juin 1895).

à la Grande-Bretagne pour la décider à lever l'interdiction à l'immigration indienne ; des pourparlers furent engagés en ce sens, et aboutirent à l'envoi à Cayenne, en août 1891, du chirurgien-major Comins, chargé par le gouvernement anglais de visiter les habitations et de faire un rapport détaillé sur la situation des travailleurs. Malgré l'impression favorable que parut faire sur cet officier sa visite dans la colonie, le cabinet de Londres, n'en notifia pas moins au gouvernement français, l'interdiction définitive du recrutement des coolies indiens pour la Guyane. Après cette nouvelle déception, le Conseil général de la Guyane, sollicité par le gouverneur, qui, lui-même avait reçu une circulaire du sous-secrétaire d'État des colonies, l'engageant dans cette voie, songea à recourir à la main-d'œuvre Japonaise. Les résultats ne furent pas ceux que l'on était en droit d'espérer ; les conditions imposées par le gouvernement japonais au recrutement de ses nationaux, l'élévation des salaires, constituèrent de sérieux obstacles au succès des opérations d'enrôlement des travailleurs de cette race.

Depuis quelques années, cependant, l'avenir de la colonie semble moins sombre et la question de la main-d'œuvre indigène paraît avoir fait un pas important, grâce à l'établissement d'un nouveau courant d'émigration volontaire des noirs du Sénégal ; on a décidé en effet, l'introduction, en 1895, sous la conduite de leurs chefs, de 4000 indigènes sénégalais, que l'on répartit d'une

façon assez curieuse ; 1/3 du convoi a été attribué aux agriculteurs, 1/3 aux industriels et 1/3 aux chefs des tribus chargés de la colonisation. Les conditions de cette immigration sont assez particulières pour mériter d'être mentionnées : Les habitants qui désirent employer des travailleurs, forment à l'avance leur demande ; les immigrants destinés aux particuliers doivent être engagés pour une période de 5 années au minimum. La colonie assure l'introduction des travailleurs, sous réserve du remboursement par les engagistes des frais de passage, dans la proportion de la moitié seulement pour ceux de l'agriculture et de la totalité pour ceux de l'industrie. La colonie se charge également des avances de fonds, qui doivent être effectuées préalablement à l'embarquement de l'émigrant. Les engagistes des deux catégories rembourseront intégralement ces sommes pour le compte de qui de droit, avec la faculté de les retenir par fractions sur le salaire des immigrants. Le montant des frais de passage restera subordonné au résultat de l'appel à la concurrence auquel il sera procédé. Le chiffre des avances à faire, en Afrique, à l'immigrant, s'élève à 50 fr. par adulte. La colonie se charge d'assurer à ses frais le rapatriement des immigrants qui, à l'expiration de leur engagement, voudraient retourner en Afrique.

Les conditions de salaires, imposées aux employeurs d'immigrants sénégalais sont les suivantes :

Homme de 16 à 40 ans	1,50	} par journée de travail
Femme de 16 à 40 ans	1,	
Enfants, garçons ou filles.		
— de 10 à 13 ans.	0,25	
— de 13 à 14 ans.	0,33	
— de 14 à 15 ans.	0,40	

Les immigrants ont en outre droit à la nourriture strictement rationnée, et aux soins médicaux.

Ils doivent travailler 27 jours par mois et ne sont payés de leurs gages qu'après l'expiration de cette période. La somme de travail ordinaire est celle établie par les règlements existant dans les colonies sans que l'engagé puisse être obligé de travailler plus de 6 jours sur 7 ni plus de 9 heures par jour.

Les convois, qui, à partir du 1^{er} mars 1895, se sont succédé de deux mois en deux mois, ont pourvu la Guyane de travailleurs excellents. Persévérer dans cette voie serait peut-être sinon assurer l'avenir de la colonie, du moins lui permettre d'attendre les nombreuses améliorations économiques et administratives réclamées depuis longtemps (1).

1. La Guyane est, comme on sait, affectée depuis 1851 à la transportation pénale, et, la loi du 27 mai 1885 sur la relégation des récidivistes, a désigné la Guyane et la Nouvelle-Calédonie, pour l'exécution de la relégation collective.

La main-d'œuvre pénale, peut, aux termes du décret du 13 décembre 1894, être concédée aux particuliers dans les conditions suivantes :

1° Pour les travaux d'utilité publique intéressant la colonie ou les particuliers et exécutés à l'entreprise.

Dans ce cas, ces travaux sont exécutés sous la direction

En outre du nouveau régime dont nous nous venons de donner un rapide aperçu, l'immigration est actuellement réglée, à la Guyane, par un décret du 13 juin 1887, dont les bases sont à peu près les mêmes que celles du décret du 28 août suivant, réglementant le fonction-

des agents de l'administration pénitentiaire et le prix de la main-d'œuvre est fixé à 1 fr. 50 par homme et par jour.

2° Par voie d'assignation individuelle, pour le compte des particuliers.

Dans ce dernier cas, le nombre des assignés mis à la disposition d'un particulier, ne peut dépasser 50 hommes.

Les conditions d'engagement sont déterminées par arrêté du gouverneur. Un surveillant militaire est chargé de la garde du contingent, toutes les fois que le nombre des condamnés mis à la disposition de l'habitant, dépasse 25 individus. En outre, l'employeur paie la solde de cet agent et les diverses indemnités qui lui sont allouées.

L'habitant doit à l'assigné, le logement et les effets de couchage, une ration au moins égale à la ration réglementaire, enfin un salaire mensuel dont la quotité est fixée par le gouverneur et dont le 1/5 seulement est remis directement à l'assigné, les 4/5 restant, sont versés par moitié au budget des recettes de l'État et au pécule de réserve du condamné. Enfin, l'employeur doit verser, au moment de la signature du contrat, un cautionnement de 25 fr. par homme mis à sa disposition ; une caution solvable peut être admise : il doit en outre les soins médicaux et les frais d'hospitalisation calculés à raison de 2 fr. par jour et par homme pendant une période qui ne peut excéder 30 jours par an.

Les relégués collectifs et les relégués des sections mobiles

nement du même service à la Réunion. Voici cependant quelques points particuliers sur lequel les deux textes présentent des différences :

1° A leur arrivée dans la colonie, à défaut d'engagement, les immigrants sont placés dans un des bâtiments du service local et employés à des travaux d'utilité publique donnant lieu à rétribution (art. 18) : 2° Sous peine de retrait des concessions, les travailleurs indiens, même après avoir accompli leur contrat, ne peuvent être employés ni aux placers ni à la culture sur des établissements aurifères (art. 19 et 20) . 3° Les frais de rapatriement font partie des dépenses obligatoires de la colonie, qui n'exerce, en aucun cas, de recours, à ce titre, contre les introduceurs ni contre les engagistes. Les immigrants ayant droit au rapatriement, doivent être prévenus 6 semaines au moins avant l'ordre de départ pour le port d'embarquement. 4° Indépendamment du directeur de l'Intérieur et du protecteur, chef du service de l'immigration, un comité de surveillance est chargé de

peuvent être mis à la disposition des habitants, dans les conditions fixées par les décrets des 26 novembre 1885, 18 février 1888 et 12 février 1889. La colonie qui leur est attribuée est déterminée par le ministre ; une partie des dépenses d'entretien est supportée par l'employeur, d'après les règles déterminées par le ministre.

On peut évaluer en moyenne le nombre des hommes disponibles à la Guyane à environ 4,400.

veiller à l'exécution de toutes les mesures de protection établies en faveur des mineurs et des aliénés.

5° Le service de l'immigration est placé sous les ordres d'un chef de bureau relevant du directeur de l'Intérieur. Il a lui-même sous ses ordres un sous-chef de bureau qui prend le titre d'inspecteur de l'immigration ainsi qu'un ou plusieurs syndics. Les attributions et les devoirs du personnel de ce service sont les mêmes que dans les autres colonies.

APPENDICE

L'immigration en Indo-Chine et à Madagascar.

A. — *Indo-Chine.*

L'immigration chinoise a été réglementée, en Indo-Chine, dès les premières années de la conquête. Au lendemain de l'occupation de la Cochinchine, de nombreux actes locaux, ceux, entre autres, des 24 novembre 1874, 6 avril et 13 octobre 1876, ont institué un service de l'immigration, fonctionnant sous la direction du directeur de l'Intérieur.

Actuellement, la législation de l'immigration asiatique en Cochinchine, résulte tout entière de l'Arrêté du 19 février 1890, rendu en exécution d'une délibération du Conseil colonial du 2 janvier de la même année.

D'après cet arrêté, les asiatiques étrangers qui désirent pénétrer ou séjourner en Cochinchine, sont soumis à deux sortes d'obligations : ils doivent d'abord se faire agréer par le chef d'une des corporations ou congrégations reconnues par le gouvernement ; ensuite se soumettre à un régime fiscal particulier. L'entrée des asiatiques dans ces corporations étroitement surveillées

par l'administration permet d'exercer un contrôle permanent sur les immigrants, car les congrégations sont, en Cochinchine, civilement responsables des membres qu'elles ont admis dans leur sein.

Le service de l'immigration est confié à un bureau spécial, composé d'un fonctionnaire, du secrétariat général et de deux comptables européens ; il dirige toutes les opérations de recrutement et veille à l'application des règles auxquelles sont soumises les congrégations.

Quant au régime fiscal, les asiatiques sont divisés en trois catégories et soumis à une taxe fixée ainsi qu'il suit :

Pour les asiatiques de la 1 ^{re} catégorie.	80 \$
— 2 ^e —	30 \$
— 3 ^e —	7 \$

Cette taxe peut être, exceptionnellement abaissée, dans des cas particuliers ; des pénalités fiscales sont édictées, en cas de contravention aux règles qui l'ont établie.

Au Tonkin, l'immigration chinoise ne fut pas réglementée sans d'assez sérieuses difficultés. Le 12 décembre 1885, le général de Courcy, prenait un arrêté établissant un impôt de capitation sur les Chinois et autres asiatiques étrangers ; de vives protestations ne tardèrent pas à s'élever dans le Céleste Empire : la Chine invoquait le traité de commerce de 1885 et faisait remarquer que ce traité stipule en faveur des Chinois

en Annam et au Tonkin, pour leurs personnes et pour leurs biens, protection et sécurité à l'égal des sujets de la nation européenne la plus favorisée. Ces observations ne devaient pas nous empêcher d'agir : le traité de 1885, en effet, garantit le traitement de la nation la plus favorisée aux sujets de l'Empire chinois, mais seulement au point de vue de la juridiction en matière pénale ; au point de vue de la quotité ou de la nature des impôts, la France avait une entière liberté d'action. Du reste, l'impôt de capitation n'est nullement vexatoire, il représente simplement le prix de la sécurité dont jouissent les Chinois sur le territoire du Protectorat, et, place, sur un pied d'égalité aussi complet que possible, au point de vue des charges, les asiatiques étrangers et les indigènes.

Depuis l'arrêté du 12 décembre 1885, diverses modifications ont été apportées au régime de l'immigration au Tonkin, notamment par les arrêtés des 19 février et 11 mai 1889, 1^{er} octobre 1890, 6 juin 1892 et 1^{er} juin 1897. Aux termes de ces différents textes, tout asiatique étranger, immigrant au Tonkin ou y résidant, doit se munir d'une carte de séjour personnelle renouvelable le 1^{er} janvier de chaque année.

D'après l'arrêté du 1^{er} juin 1897, les droits perçus, actuellement, en Annam et au Tonkin, pour l'immatriculation des asiatiques étrangers, sont fixés ainsi qu'il suit :

Pour la 1 ^{re} catégorie	88 \$ 00
— 2 ^e —	30 \$ 00
— 3 ^e —	7 \$ 00
— 4 ^e —	5 \$ 00
— 5 ^e —	1 \$ 50

Un second arrêté, du même jour, fixe à une piastre, le droit d'enregistrement des laissez-passer délivrés aux asiatiques étrangers, se rendant dans une province autre que celle où ils sont immatriculés. (*Off.* 1897, p. 459).

B. — *Madagascar.*

L'immigration n'est pas, à proprement parler, réglée d'une façon définitive à Madagascar : un seul texte, l'arrêté du 30 mars 1897, établit les bases d'une réglementation, mais seulement relativement à la province de Majunga ; l'arrêté édictant des prescriptions pour la colonie tout entière est toujours attendu.

Le premier document s'occupant des étrangers en résidence à Madagascar, est l'arrêté du 3 novembre 1896 ; cet arrêté forçait tout étranger d'origine asiatique ou africaine, séjournant dans la colonie, à se munir d'une autorisation spéciale, dite autorisation de séjour, et, à payer, chaque année, une taxe ainsi composée : a) d'un droit fixe de 25 francs : b) d'un droit supplémentaire variant de 0, 50 à 25 francs.

L'arrêté ne faisait pas la plus petite allusion à l'engagement de ces travailleurs venant du dehors.

A l'époque, il est vrai, la population de l'île était loin d'être entièrement connue et l'on ne prévoyait, probablement pas, qu'il faudrait, dans l'avenir, demander à d'autres contrées la main-d'œuvre nécessaire à nos colons. Mais, ainsi que nous l'avons constaté, à différentes reprises, la population est très variable à Madagascar : telle région est abondamment pourvue de travailleurs, telle autre, au contraire, manque, pour ainsi dire, totalement de bras. Les colons ne tardèrent pas à constater cette particularité et ne purent mieux faire que de s'adresser, pour exploiter leurs concessions, à des ouvriers étrangers d'origine asiatique ou africaine. Une réglementation devenait, dès lors, nécessaire ; dans une circulaire du 12 février 1897 (1) le général Galliéni, après avoir constaté le fait s'exprimait ainsi : « Jusqu'à présent, l'engagement de ces travailleurs pour Madagascar n'a été soumis à aucune réglementation ; il en résulte de graves inconvénients pour les parties intéressées. Les ouvriers peuvent, en effet, quitter leurs chantiers, soit pour vivre de vagabondage et même de pillage, soit pour se livrer au commerce et faire ainsi une concurrence redoutable à nos nationaux. D'autre part, il est juste que les colons qui les ont engagés soient astreints à certaines obligations et que l'autorité

1. *Journal off. Mad.* 27 février 1897.

locale puisse intervenir, dans des conditions bien déterminées, afin d'éviter les désordres pouvant se produire par suite d'inexécution, d'un côté comme de l'autre, des clauses des contrats d'engagement. » Et quelques lignes, plus loin, le général Galliéni ajoute ces instructions, marquées au coin de la plus haute sagesse et de la plus grande compétence « MM. les administrateurs devront s'inspirer de ce principe, qu'il importe avant tout de favoriser la colonisation française et d'assurer l'utilisation de la main-d'œuvre indigène lorsqu'on peut la trouver sur place. Il n'est pas douteux en effet que dans l'intérêt de la pacification, il faut encourager les colons qui emploient sur leurs exploitations des ouvriers malgaches ; il sera plus facile ainsi de les pénétrer de nos idées et de nos sentiments. *L'immigration des travailleurs étrangers ne doit être favorisée que là où la rareté de la main-d'œuvre indigène entrave les entreprises de la colonisation.* » La circulaire se terminait par une indication des grandes lignes à suivre dans les projets d'arrêtés sur la matière, que devaient présenter les résidents.

Le 30 mars 1897 paraissait l'Arrêté réglementant l'immigration dans la province de Majunga et dont voici les principales dispositions :

Quiconque veut introduire des travailleurs africains ou asiatiques dans la province, doit au préalable, adresser une demande au résident (Art. 1). — L'immigration se fait sous la surveillance du résident ou de son dé-

légue (Art. 2, 3, 4, 5,). — La taxe de permis de séjour, imposée par l'arrêté du 3 novembre 1896 aux étrangers d'origine asiatique ou africaine, est réduite, en faveur des travailleurs employés par les colons français, au chiffre de l'impôt personnel dû par les indigènes de la circonscription (Art. 6). — Tout immigrant qui, d'accord avec l'engagiste, rompt son engagement, ne perd ses droits au rapatriement aux frais de l'engagiste que sur le consentement du résident et avec son autorisation de demeurer dans la colonie (Art. 11) — Tout immigrant qui porte à faux une plainte contre l'engagiste, peut être puni d'une amende de 5 à 15 fr. sans préjudice des peines plus graves qui peuvent être prononcées pour dénunciations calomnieuses (Art. 13). — Enfin les absences illégales sont punies de peines variant entre 5 et 15 fr. d'amende et 6 à 15 jours de prison.

Les autres textes relatifs aux étrangers sont les arrêtés des 26 juillet 1897, 31 août 1897 et 25 janvier 1899.

L'arrêté du 26 juillet 1897, sous le prétexte de « favoriser les commerçants français et de les protéger contre la concurrence des commerçants Asiatiques et Africains » modifie, comme il suit, le droit supplémentaire, établi par l'arrêté du 3 novembre 1896.

1 ^o Patentables des catégories hors classe et de 1 ^{re} classe.	1.000 fr.
2 ^o Patentables des 2 ^e et 3 ^e classes	400 fr.
3 ^o Patentables de 4 ^e classe	200 fr.
4 ^o Patentables de toute classe se bornant à acheter des produits sur place à des commerçants et industriels français pour les revendre directement aux consommateurs.	100 fr.

En outre l'arrêté groupait, comme au Tonkin, dans chaque province, les Asiatiques étrangers, en congrégations, et, rendait ces congrégations, responsables de l'exactitude des déclarations, faites par chacun de leurs membres pour l'établissement de l'impôt, du paiement de la taxe et des amendes de quelque nature que ce soit (art. 5).

Quant à l'arrêté du 31 août 1897, qui, inspiré par les idées que nous savons, avait accordé des exemptions de prestations aux indigènes ayant un contrat d'un an avec un colon européen, pour les mêmes raisons, dispensait les étrangers d'origine asiatique ou africaine du paiement du droit fixe de séjour, établi par l'article 3 parag. I de l'arrêté du 3 novembre 1896. Cette faveur, nous l'avons indiqué, fut supprimée par l'arrêté du 31 décembre 1898. Alors, pour « mettre en concordance l'arrêté du 26 juillet 1897 avec celui du 31 décembre 1898 » parut l'arrêté du 25 janvier 1899, modifiant ainsi qu'il suit, l'arrêté du 3 novembre 1896 :

Dorénavant, le droit supplémentaire pour tout étranger patentable, d'origine asiatique ou africaine est :

- | | |
|---|-----------|
| 1° Patentables des 1 ^{er} , 2 ^e et 3 ^e classes. . . | 1.000 fr. |
| 2° Patentables des 4 ^e et 5 ^e classes. . . . | 400 fr. |
| 3° Patentables de la 6 ^e classe | 200 fr. |
| 4° Patentables de toute classe se bornant
à acheter les produits sur place à des
commerçants ou industriels français
pour les revendre directement aux
consommateurs. | 100 fr. |

Ce dernier arrêté est toujours en vigueur, mais il est permis de supposer que les progrès de la colonisation ne tarderont pas à y apporter des modifications.

CHAPITRE III

Appréciation critique de l'immigration réglementée. L'aide intercoloniale.

L'immigration réglementée a été l'objet des appréciations les plus diverses ; tout a été dit pour ou contre et, actuellement, on ne peut guère, semble-t-il, que reproduire les arguments des économistes et en discuter la valeur.

Parmi les hommes compétents qui insistent plus particulièrement sur les vices de l'immigration et montrent avec le plus de force, les inconvénients moraux, politiques et économiques de cette institution, il faut citer MM. Schœlcher, Jules Duval (1) et Paul Leroy-Beaulieu (2).

Au point de vue moral, disent-ils, les immigrants forment une population peu intéressante, corrompue et sans aveu ; leur présence dans nos colonies ne peut

1. Jules Duval, *Les colonies et la politique coloniale de la France*.

2. P. Leroy-Beaulieu. *Colonisation chez les peuples modernes*.

être qu'une cause permanente de troubles et de désordres. Ils appartiennent à la lie de la société de leur pays d'origine. »

« Empruntés généralement aux couches les plus basses et les plus viles des peuples dont ils proviennent ; privés de la famille, ne comptant qu'une femme, parmi eux, sur dix hommes et souvent moins, ils prennent des mœurs du cynisme le plus abject. » (1) C'est parmi eux, que la proportion des criminels est la plus grande. « A la Réunion, les crimes et les délits étaient commis dans la proportion suivante : Un sur 300 esclaves, un sur 60 Indiens, un sur 13 Chinois. » Ils conservent avec ténacité les habitudes, la langue, le culte de leur pays d'origine. Ils ne peuvent que se juxtaposer à la population créole sans jamais se fondre avec elle, et, contribuent ainsi à augmenter le caractère hétérogène et artificiel de la société coloniale.

Malgré cela, l'immigration ne diminue nullement les inconvénients de l'esclavage. Ces prétendus travailleurs libres, parqués au départ comme du bétail, à leur arrivée, écroués au dépôt comme des prisonniers, forcés de contracter un engagement pendant toute la durée de leur séjour, condamnés à l'amende ou à la prison s'ils abandonnent leur travail, ne sont en réalité que des esclaves, esclaves temporaires si l'on veut, mais souvent plus maltraités que les autres, parce que le

1. Leroy-Beaulieu. *Ouv. cité* page 230.

maître les paie plus chers, et qu'il veut tirer de son salaire le plus qu'il peut. « Il ne faut pas se le dissimuler, écrit Schœlcher, la vérité est que les engagés mis sous le nom menteur d'immigrants, n'ont été, ne sont et ne peuvent jamais être que des serfs de la glèbe, les esclaves temporaires, et la servitude, ne fût-elle que temporaire, sera toujours absolument incompatible avec le respect de l'humanité. L'immigration est mauvaise par elle-même, ses vices lui sont inhérents, ils font corps avec elle : si on ne les a pas corrigés depuis tant d'années que les abolitionnistes les signalent, ce n'est point qu'on ne l'a pas voulu, c'est qu'on ne l'a pas pu, c'est qu'ils sont irrémédiables. Une chose mauvaise par essence ne peut être améliorée. Il est aussi impossible de régler humainement l'immigration que l'esclavage, le châtiment corporel ou la peine de mort. »

Au point de vue politique, continue-t-on, l'immigration suppose l'ingérence, de tous les instants, de l'administration, dans les affaires de l'habitant ; le colon, est obligé de se soumettre à un règlement, rempli des détails les plus minutieux, hérissé de prescriptions inutiles ; il n'est plus le maître chez lui ; il ne peut pas, avec ses propres deniers, faire travailler qui bon lui semble.

Quant au danger venant de l'extérieur il est plus grand encore : la production coloniale se trouve purement et simplement à la discrétion des maîtres des pays d'émigration qui tiennent ainsi, dans leurs mains,

le sort de nos colonies dépourvues de travailleurs.

Si l'on envisage maintenant les inconvénients d'ordre économique, on s'aperçoit aisément qu'ils ne sont ni moins graves ni moins réels ; l'immigration, dit-on, repose sur une inconséquence : le but de la colonisation est d'introduire pour toujours des capitaux et des bras dans une terre neuve ; avec l'immigration on arrive à un résultat absolument inverse : l'introduction des immigrants, grève lourdement le budget colonial et les planteurs ; quant au rapatriement, il a ce résultat bien clair, de forcer, en quelque sorte, les immigrants à emporter leurs économies « drainant ainsi les colonies d'une partie de leur capital » (1).

Enfin, l'immigration a détourné les planteurs des améliorations agricoles ; sans elle, il est incontestable que les producteurs privés, de main-d'œuvre, eussent cherché à se procurer des machines perfectionnées. « L'immigration, a dit un gouverneur anglais de la Jamaïque, est un moyen de ne pas admettre les perfectionnements commandés par l'expérience ».

Malgré l'exagération de quelques-unes de ces appréciations, en particulier de celles ayant trait aux inconvénients moraux, il est impossible de ne pas reconnaître que l'immigration recèle en soi-même de sérieux défauts économiques.

Et cependant les critiques doivent échouer, à notre

1. P. Leroy-Beaulieu *Ouv. cité*, p. 232.

avis, devant cette considération primordiale : que l'immigration réglementée, constitue, comme nous l'avons vu, la condition *sine qua non* de l'existence des colonies qui n'ont pas de main-d'œuvre locale. Quoiqu'on en ait dit, du reste, l'immigration n'en a pas moins rendu, au début à nos colonies, un très grand service. Le nombre des travailleurs ainsi introduits en est la meilleure preuve, et, en somme, un mode de recrutement qui a permis de mettre à la disposition de nos planteurs plus de 200.000 Coolies, adultes, en la force de l'âge, presque tous d'une grande endurance et d'une force physique considérable, mérite mieux que des blâmes. Il ne faut pas perdre de vue que c'est seulement grâce à cette main-d'œuvre que la production sucrière a pu se soutenir et que, sans elle, beaucoup de plantations eussent été abandonnées.

Est-il permis toutefois de songer à atténuer les inconvénients de l'immigration réglementée ? Mise à l'étude et discutée par l'Institut Colonial International, à la cession de la Haye de 1895, la question ne semble pas, malgré les très intéressantes discussions auxquelles elle a donné lieu, en être sortie complètement élucidée. A la Guyane hollandaise, on est arrivé, paraît-il, à retenir dans la colonie un certain nombre de travailleurs, grâce à une modification introduite dans le contrat de travail : les Coolies n'ont droit au rapatriement gratuit, qu'autant qu'ils restent dans la colonie comme travailleurs ordinaires, un temps égal à celui de leur

engagement. Cette combinaison, quoique fort ingénieuse, ne paraît pas susceptible, il faut bien l'avouer, d'une vaste généralisation ; les puissances réservoirs ne consentiront jamais à accepter une semblable clause dans leurs traités, car l'intérêt de ces puissances est précisément l'opposé de celui des colonies privées de main-d'œuvre. Nous devons donc chercher pour nos propres possessions, la solution d'un autre côté.

Notre domaine colonial a, nous le savons, des territoires considérables pourvus d'une main-d'œuvre abondante. Pourquoi nos colonies qui manquent de bras, au lieu de s'adresser à des colonies étrangères, ne s'adresseraient-elles pas aux colonies françaises de l'Afrique Occidentale ou de l'Asie, dans les mesures où ces emprunts pourraient se faire. C'est dans cette pratique appelée *aide intercoloniale*, qu'il faut, selon nous, chercher la solution du problème. Depuis un certain temps, il est facile de constater, du reste, une tendance à s'orienter dans cette direction. A Java, le gouvernement Hollandais est le premier à favoriser les engagements de travailleurs pour les îles de la Sonde ; l'Allemagne a pratiqué l'aide intercoloniale, pour fournir de main-d'œuvre la Nouvelle Guinée. En France, nous ne devons pas hésiter à généraliser les essais quelque peu timides, que nous avons faits jusqu'à présent dans cette voie.

Avec ce procédé, on ne trouve plus la plupart des inconvénients que présentait le recrutement des travailleurs, en pays étrangers.

Rien n'empêche, alors, le retour des immigrants dans leur pays d'origine, il n'y a aucun danger pour la métropole, mais seulement un déplacement de sujets. Si l'on se trouve forcé de rapatrier les travailleurs ils remporteront, il est vrai, une partie du capital de la colonie, mais ce capital ne sera pas perdu car il sera seulement transporté dans une autre partie, du territoire exotique de la métropole, et, les diverses contrées du même domaine colonial, s'enrichiront mutuellement. Si les populations parmi lesquelles ces travailleurs sont pris, sont des populations dont l'éducation agricole soit encore à faire, le temps de l'engagement va constituer pour l'immigrant une sorte d'apprentissage, qui, lors de son retour, profitera à la colonie dont il est issu.

Il est donc à souhaiter que notre administration coloniale marche sans tarder dans cette direction.

Certes, si les gouvernements comprenaient véritablement leurs intérêts, s'ils voulaient se rendre compte que, dans le monde, les peuples sont solidaires, que ce qui est l'avantage de l'un prépare l'avantage de l'autre, la question serait singulièrement simplifiée et ne donnerait pas lieu à de bien longs commentaires.

Malheureusement cela n'est pas : les peuples, et ceux qui sont à leur tête, vivent dans un esprit de jalousie et de rancune ; le bonheur et le progrès d'autrui loin de leur procurer de la satisfaction les poussent à se mettre en garde et à se défier.

Nul ne peut donc compter que sur le gouvernement

national, nul ne peut espérer trouver de la main-d'œuvre pour ses colonies, que dans les colonies de son propre pays. Faire l'éducation de ces colonies en ce sens, les habituer à se considérer comme solidaires les unes des autres, ne pas se laisser arrêter par de mesquines rivalités de personnes qui, trop souvent empêchent les réformes les plus utiles ; organiser avec prudence l'aide intercoloniale entre l'Indo-Chine, l'Afrique Occidentale et nos anciennes colonies, telle paraît être au point de vue de la France, la politique la plus sage en même temps que la plus urgente.

CONCLUSION

Notre conclusion sera brève.

Nous possédons en Afrique et en Asie, un immense domaine colonial, peuplé de races nombreuses, la plupart intelligentes et aimant le travail, toutes vigoureuses et fortes. A ces indigènes, qui, par la conquête, sont tombés sous notre domination, il nous faut avant tout apprendre à aimer notre pays, à respecter nos lois et à obéir à ceux qui sont chargés de représenter auprès d'eux nos institutions. Et, quand notre action politique se sera exercée utilement, quand les indigènes auront compris que la France poursuit non pas leur extermination mais qu'elle cherche, au contraire, à arriver, par la douceur et la persuasion, à une assimilation progressive, la question économique de la main-d'œuvre ne sera pas loin d'être résolue.

En attendant, car la plus grande partie de notre territoire d'exploitation colonial est d'une occupation trop récente pour jouir dès maintenant d'une organisation complète et définitive, nous devons profiter des moins-

dres circonstances pour mener à bien l'œuvre de la colonisation et procurer à nos compatriotes, les travailleurs indispensables à leurs plantations.

Dans certaine de nos colonies, nous l'avons vu, les règlements du travail les plus remarquables ont été élaborés : que les autres n'hésitent pas à s'en inspirer ; que l'Indo-Chine, tout particulièrement, ne paraisse pas se laisser, en quelque sorte, hypnotiser, par la construction d'un outillage économique, certes d'une importance capitale, mais qui ne devrait nullement faire oublier qu'il est des planteurs, dans la péninsule, qui faute de main-d'œuvre, sont dans l'impossibilité de mettre leurs terres en culture ou de mener à bien leurs entreprises ; que l'on n'entende pas, en un mot, des colonies, regorgeant d'indigènes, se plaindre qu'elles manquent de bras.

Quant à nos anciennes colonies d'exploitation, la crise qu'elles traversent ne doit pas effrayer, outre mesure, les colons qui y séjournent, ni décourager complètement, ceux qui songeraient à y émigrer.

Certes, le plus sûr moyen, selon nous, de résoudre la question économique, dans ces possessions, serait d'en modifier le régime politique ; mais, il ne nous appartient pas ici d'aborder ce sujet, et, pour rester dans le cadre de notre travail, nous ne voyons un remède à l'état de choses actuel que dans le recours à l'aide intercoloniale. Pratiquée d'abord avec mesure et sagesse, avec quelques tâtonnements même, si cela était

nécessaire, puis, largement, l'aide intercoloniale arriverait, à n'en pas douter, à nous créer un empire colonial, composé d'éléments homogènes pleins de force et de cohésion et capable d'imposer l'admiration et le respect aux autres nations !

Vu : le Président,
LESEUR

Vu : le Doyen
GLASSON

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
GRÉARD

BIBLIOGRAPHIE

Journal officiel de la République Française.

Journaux officiels des Colonies et Pays de Protectorat.

Bulletin officiel du Ministère des Colonies.

Recueil des actes organiques des Colonies. Imprimerie nationale, 1881.

Revue coloniale.

Bulletin du Comité de l'Afrique française.

Bulletin de l'Union coloniale française.

La Quinzaine Coloniale.

Revue des questions diplomatiques et coloniales.

Recueil de législation et de jurisprudence coloniales.

Bulletin de la Société de géographie commerciale.

L'Economiste Français.

Le Monde Economique.

Revue du droit public et de la Science politique.

Notices à l'usage des émigrants : La Guyane, les plantations au Tonkin, la Cochinchine, le Sénégal, le Congo. Les établissements de la côte occidentale d'Afrique. Les productions de Madagascar.

Madagascar : Notes, reconnaissances et impressions, 8 livraisons. Tananarive.

LESEUR (M.). — Cours de législation et économie coloniales. (Faculté de droit de Paris, année 1897-1898).

Publication de l'Institut Colonial International. La main-d'œuvre aux colonies, 3 vol.

Compte-rendu de la session tenue à La Haye, 1895. Paris, 1 vol. 1895.

Recueil des délibérations du Congrès colonial national de Paris, 1889-90. Paris, 1890.

DISLÈRE (P.). — Traité de législation coloniale, 2 vol. Paris, 1897.

LEROY-BEAULIEU (Paul). — De la colonisation chez les peuples modernes. Paris 1891.

PETIT (E.). — Organisation des colonies françaises et des Pays de Protectorat. Paris, 1895.

DE LANESSAN (J.-L.). — L'Expansion coloniale de la France, 1 vol. Paris, 1886.—Principes de colonisation, 1 vol. Paris, 1897.—La colonisation française en Indo-Chine, 1 vol., Paris, 1895.

CAUVÈS (P.).—Cours d'économie politique, 4 vol. Paris, 1893.

GIDE (Ch.). — Principes d'économie politique, 1 vol. Paris, 1896.

GIRAULT (A.). — Principes de colonisation et de législation coloniales, 1 vol, Paris, 1894.

RAMBAUD. — La France coloniale, 1 vol. Paris, 1895.

DUBOIS (M.). — Systèmes coloniaux et peuples colonisateurs, 1 vol. Paris, 1895.

ELISÉE-RECLUS. — Nouvelle géographie universelle, tome XII, Paris.

GAFFAREL (P.). — Les colonies françaises, 1 vol. Paris.

BLONDEL (H.). — Le régime du travail et la colonisation libre dans nos colonies et pays de protectorat, 1 vol. Paris, 1896.

LAGRILLÈRE-BEAUCLÈRE. — Mission au Sénégal et au Soudan, 1898.

GALLIÉNI (Lieutenant-colonel). — Deux campagnes au Soudan Français, 1891,

BÉRENGER-FÉRAUD. — Voyage au Sénégal.

LEVEILLÉ. — La Guyane et la colonisation pénitentiaire, 1 broch. Paris, 1897.

LEROY-BEAULIEU (Pierre). — Les nouvelles sociétés anglo-saxonnes. Australie et Nouvelle-Zélande, Afrique, Australe, 1 vol. Paris, 1897.

GALLIÉNI (Général). — Rapport d'ensemble sur la situation générale de Madagascar, 2 vol. Paris, 1899.

PIOLET (J.-B.). — Douze leçons à la Sorbonne sur Madagascar, 1 vol., Paris.

MARTINEAU (A.). — Madagascar, Paris, s. d. 1 vol.

CHAILLEY-BERT. — La colonisation de l'Indo-Chine; l'expérience anglaise. Paris, s. d. 1 vol.

LAFFONT (E.) et FONSSAGRIVES (A.). — Répertoire alphabétique de législation et de réglementation de la Cochinchine. Paris, 1890.

GANTER. — Législation du Tonkin. Hanoï, 1895.

TCHETCHOV. — Ostrof Sakhaline.

PEYTRAUD. — L'esclavage aux Antilles françaises avant 1789. 1 vol. Paris, 1898.

GUET. — Inventaire des archives coloniales avant 1790. 1 vol. Paris, 1884.

TRAYER. — Etude historique de la condition légale des esclaves dans les colonies françaises, Paris, 1887.

COCHIN (Aug.). — L'abolition de l'esclavage, 2 vol. Paris, 1861.

- DUVAL (Jules). — Les colonies et la politique coloniale de la France, 1 vol. Paris, 1864.
- SCHOELCHER. — Colonies françaises, abolition immédiate de l'esclavage, 1 vol. Paris, 1842. Histoire de l'esclavage pendant les deux dernières années, 1 vol. Paris, 1947.
- MARGRY. — Origines transatlantiques. Belain d'Esnambuc et les Normands aux Antilles, Paris, 1863.
- WALCKENAER. — Histoire générale des voyages, 21 vol. Paris, 1826.
- DESSALLES (A.). — Histoire générale des Antilles, 5 vol. Paris, 1847-1848.
- DURAND-MOLARD. — Code de la Martinique, Saint-Pierre, Martinique, 5 vol. Paris, 1807-1814.
- MOREAU DE SAINT-MERRY. — Lois et constitutions des colonies françaises de l'Amérique sous le Vent. de 1550 à 1785. Paris 1784-1790.
- LABAT (P.). — Nouvelle relation de l'Afrique occidentale, 5 vol. 1728. Nouveau voyage aux îles de l'Amérique, 4 vol. Paris, 1742.
- DU TERTRE (P.). — Histoire générale des Antilles habitées par les Français, 3 vol. Paris, 1667-1671.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	7
-----------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Les colonies d'exploitation françaises à main-d'œuvre locale suffisante.

CHAPITRE I. — Les indigènes des colonies d'exploitation françaises. Leur aptitude au travail	14
CHAPITRE II. — Mesures prises pour conserver dans nos colonies la main-d'œuvre qui s'y trouve	35
CHAPITRE III. — Des moyens d'assurer l'exécution du con- trat de travail. Les sanctions pénales	46
CHAPITRE IV. — Réglementation du contrat de travail dans nos colonies et pays de protectorat.	66
CHAPITRE V. — La main-d'œuvre libre, mais forcée. La corvée. Son application dans nos colonies et pays de protectorat	95
APPENDICE. — Aperçu sommaire sur la question de la main- d'œuvre pénale dans les nouvelles colonies d'exploita- tion françaises.	121

DEUXIÈME PARTIE

Les colonies d'exploitation françaises à main-d'œuvre locale insuffisante.

SECTION I

Importation de la main-d'œuvre servile.

CHAPITRE I. — La traite. Les pays de la traite.	143
CHAPITRE II. — Du travail et, de la condition matérielle des esclaves	163
CHAPITRE III. — L'abolition de l'esclavage. Les consé- quences de l'esclavage et de son abolition.	179

SECTION II

L'Immigration réglementée.

CHAPITRE I. — Historique et régime de l'immigration réglementée.	199
CHAPITRE II. — Le régime spécial de l'immigration dans les anciennes colonies d'exploitation française.	221
§ 1. — L'immigration réglementée à la <i>Réunion</i>	223
§ 2. — L'immigration réglementée à la <i>Martinique</i>	237
§ 3. — L'immigration réglementée à la <i>Guadeloupe</i>	244
§ 4. — L'immigration réglementée à la <i>Guyane</i>	252
APPENDICE. — L'immigration en Indo-Chine et à Mada- gascar	263
CHAPITRE III. — Appréciation critique de l'immigration ré- glementée. L'aide inter-coloniale	272
CONCLUSION.	280
BIBLIOGRAPHIE	283

